

TABLE ALPHABÉTIQUE

PREMIÈRE PARTIE

(Par noms d'auteurs)

A

ABOULKER (José)

Rapport fait, le 30 mars 1945, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et de législation, et de la commission de l'intérieur et de la santé publique sur la proposition de M. Paul Aurange et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à promulguer de toute urgence un texte interdisant la participation à la prochaine consultation électorale de tous les anciens membres des groupements antinationaux visés par le quatrième alinéa de l'article 2 de l'ordonnance du 26 décembre 1944 et non encore jugés à la date des élections, n° **418**. — Proposition de résolution, présentée le 28 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à assurer la représentation de l'Algérie à l'Assemblée constituante par un nombre égal de représentants de chaque collège électoral français et musulman, n° **576**. — Rapport fait, le 1^{er} août 1945, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et de législation et de la commission de l'intérieur et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. José Aboulker tendant à inviter le Gouvernement à assurer la représentation de l'Algérie à l'Assemblée constituante par un nombre égal de représentants de chaque collège électoral français et musulman, n° **600**.

ANTIER (Paul).

Proposition de résolution, présentée le 8 janvier 1944, sur la constitution d'une Commission de l'intérieur, n° **24**. — Proposition de résolution, présentée le 14 janvier 1944, sur la politique coloniale, n° **27**. — Proposition de résolution, présentée le 21 janvier 1944, tendant à l'impression du compte rendu sténographique du débat sur la politique coloniale, n° **30**. — Proposition de résolution, présentée le 1^{er} avril 1944, tendant à inviter le Comité Français de la Libération nationale à procéder à des élections au suffrage universel dans tous les départements français libérés depuis plus de six mois, n° **88**. — Proposition de résolution, présentée le 12 juillet 1944, tendant à la désignation d'une personnalité qualifiée de l'Assemblée pour procéder à une enquête sur les commandes effectuées aux Etats-Unis par le service du ravitaillement colonial, n° **138**.

ANXIONNAZ (Paul).

Proposition de résolution, présentée le 22 novembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à établir un contrôle sur l'emploi des fonds et sur la jouissance des droits dévolus à l'Institut de France, n° **179**. — Rapport fait le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945 (intérieur) n° **253**.

ASTIER (Marcel).

Proposition de résolution tendant à demander l'impression du compte rendu sténographique des débats sur la politique étrangère du 22 novembre et jours suivants et de ceux sur la situation intérieure de la France du 28 novembre, présentée le 23 novembre 1943, n° **13**. — Proposition de résolution, présentée le 23 novembre 1944, tendant à modifier l'article 13 du Règlement de l'Assemblée consultative provisoire, n° **180**.

Mme AUBRAC (Lucie).

Proposition de résolution tendant à la prolongation de la durée des sessions de l'Assemblée consultative, présentée le 21 janvier 1944, n° **31**. — Proposition de résolution tendant à l'action gouvernementale et à la reconstruction nationale, présentée le 22 janvier 1944, n° **32**. — Proposition

de résolution, présentée le 21 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à modifier et à compléter la législation sur l'adoption et la légitimation adoptive en vue de faciliter les adoptions et de donner à l'enfant adopté une situation juridique et morale aussi proche que possible de celle de l'enfant légitime, n° 327.

AURANGE (Paul).

Proposition de résolution, présentée le 20 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 17 de l'ordonnance constitutive du 11 octobre 1944 modifiant la composition, le fonctionnement et les attributions de l'Assemblée consultative provisoire, n° 320. — Proposition de résolution, présentée le 20 février 1945, tendant à modifier les articles 42, 43, 44 et 45 du Règlement de l'Assemblée consultative provisoire, n° 321. — Proposition de résolution, présentée le 22 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à promulguer de toute urgence un texte interdisant la participation à la prochaine consultation électorale de tous les anciens membres des groupements antinationaux visés par le 4^e alinéa de l'article 2 de l'ordonnance du 26 décembre 1944 et non encore jugés à la date des élections, n° 380. — Proposition de résolution, présentée le 22 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à accorder le droit de vote aux membres de la gendarmerie nationale, n° 381. — Proposition de résolution, présentée le 22 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à accorder, au moment de la consultation électorale, une permission de plus de 31 jours aux militaires investis d'une fonction municipale ou cantonale, soit au titre de nomination dans les délégations spéciales, soit au titre d'élu, n° 382.

AURIOL (Vincent).

Proposition de résolution sur le rétablissement de la légitimité républicaine, présentée le 4 janvier 1944, n° 21. — Proposition de résolution tendant à rendre hommage à l'armée et aux peuples soviétiques, présentée le 10 mai 1944, n° 92. — Proposition de résolution sur la politique de la libération de la France, présentée le 25 juillet 1944, n° 147. — Proposition de résolution, présentée le 31 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à réaliser la socialisation des assurances, n° 424. — Proposition de résolution, présentée le 12 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance élargissant l'Assemblée consultative provisoire, par l'adjonction de délégués prisonniers et déportés, n° 451. — Proposition de résolution, présentée le 3 juillet 1945, relative à l'élection et aux attributions d'une Assemblée nationale n° 501.

AUMIN (Antoine).

Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Prisonniers, Déportés et Réfugiés) n° 260.

AZAIS (Hyacinthe).

Proposition de résolution, présentée le 22 novembre 1943, tendant à inviter le Comité Français de la Libération nationale à mettre à l'étude la création en Afrique du Nord Française d'un grand établissement scientifique, n° 12. — Proposition de résolution, présentée le 19 mai 1944, sur la jeunesse, n° 100. — Proposition de résolution, présentée le 19 mai 1944, tendant à rendre hommage à M. Léo Lagrange, n° 101. — Proposition de résolution, présentée le 19 mai 1944, tendant à placer dans les écoles diverses effigies, n° 103.

B

BACON (Paul).

Proposition de résolution, présentée le 13 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions législatives fixant le statut du service familial et favorisant son extension, n° 363. — Proposition de résolution, présentée le 2 août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer le problème de la mobilisation des classes 1939 (dernier contingent), 1940, 1941, 1942 dans un esprit

de justice et dans le sens d'un aménagement familial très favorable, compte tenu des possibilités et des nécessités du relèvement économique et financier, n° 605.

BASTIDE (Joseph).

Proposition de résolution, présentée le 30 novembre 1944, relative à la faculté pour les Cours de justice de prononcer le sursis de l'exécution des condamnations prononcées par elles, n° 198. — Proposition de résolution présentée le 27 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à modifier, compléter ou interpréter l'ordonnance n° 45-458 du 17 mars 1945 relative à l'affichage et la distribution des bulletins de vote, n° 398. — Rapport fait, le 12 juin 1945, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et, de législation sur la demande d'avis sur le projet d'ordonnance tendant à instituer une 5^e catégorie de membres de l'Assemblée consultative provisoire réservée aux déportés et prisonniers, n° 458. Rapport fait le 19 juin 1945, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et de législation sur la proposition de résolution de M. Jean Jurgensen tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux époux qui, en raison des circonstances, se sont mariés sans contrat pendant les hostilités, de conclure des conventions matrimoniales, n° 469.

BAUD (André).

Proposition de résolution, présentée le 20 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à modifier la loi du 19 février 1908 en vue d'assurer la représentation des coopératives non agricoles dans les chambres de commerce, n° 317.

BENDJELLOUL (Mohamed).

Proposition de résolution, présentée le 14 novembre 1944, relative à l'électorat des Français musulmans algériens résidant en France, n° 165. — Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Travaux publics et transports — Marine marchande) n° 269. — Proposition de résolution, présentée le 23 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à faire représenter les musulmans algériens à l'Assemblée consultative provisoire par six délégués élus par les conseils généraux d'Algérie, n° 390. — Proposition de résolution, présentée le 7 juin 1945, tendant à instituer un débat immédiat au sein de l'Assemblée consultative provisoire, sur les événements tragiques dont l'Algérie a été récemment le théâtre, afin de faire connaître à l'opinion démocratique métropolitaine toute la vérité, d'établir toutes les responsabilités et de résoudre, alors qu'il en est encore temps, le problème algérien, n° 450.

BENET (Jacques).

Proposition de résolution, présentée le 25 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à accorder toute l'attention nécessaire au: problème si délicat des futures frontières et du futur statut politique de l'Allemagne, n° 562. — Rapport fait, le 25 juillet 1945, au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution de M. Jacques Benêt tendant à inviter le Gouvernement à accorder toute l'attention nécessaire au problème si délicat des futures frontières et du futur statut politique de l'Allemagne, n° 563. — Proposition de résolution, présentée le 3 août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la politique traditionnelle de la France à l'égard des petites nations de l'Europe centrale, notamment la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Autriche et la Hongrie, n° 627. — Rapport fait, le 3 août 1945, au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution de M. Jacques Benêt tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la politique traditionnelle de la France à l'égard des petites nations de l'Europe centrale, notamment la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Autriche et la Hongrie, n° 628.

BERLIOZ (Joanny).

Proposition de résolution tendant à l'octroi de grâces à l'occasion du 14 juillet et à la dissolution des compagnies de discipline, présentée le 12 juillet 1944, n° 136. — Rapport fait, le 28 mars 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire

de la République française sur le projet d'ordonnance portant ouverture de crédits au titre du deuxième trimestre de l'année 1945 pour les besoins de la défense nationale, (Guerre) n° 407.

BILLOUX (François), ministre de la Santé publique.

Proposition de résolution sur la Constitution d'un Gouvernement provisoire de la République, présentée le 4 janvier 1944, n° 22. — Proposition de résolution sur le projet de statut politique provisoire de la République française depuis le commencement de la libération du territoire jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante, présenté le 18 janvier 1944, n° 28. — Demande d'avis, présentée le 7. juin 1945, sur le projet d'ordonnance relatif à la lutte contre l'alcoolisme, n° 433.

BINE (Robert).

Rapport complémentaire fait, le 1^{er} août 1945, au nom de la commission de l'intérieur et de la santé publique sur : 1° la proposition de résolution de M. Guy de Boysson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement provisoire de la République à abaisser de 21 ans à 18 ans l'âge minimum exigé des Français et des Françaises pour participer aux élections à l'Assemblée nationale constituante, ainsi que pour participer aux prochaines élections aux conseils généraux et aux conseils municipaux ; 2° la proposition de résolution de M. Guy de Boysson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement provisoire de la République à fixer à 23 ans l'âge minimum exigé des Français et des Françaises pour être éligibles à l'Assemblée nationale - constituante et à abaisser de 25 ans à 21 ans l'âge minimum exigé pour être éligible aux conseils généraux et aux conseils municipaux au cas où il serait procédé à des élections à ces conseils antérieurement aux élections à l'Assemblée nationale constituante, n° 599.

BISSAGNET (Antoine).

Proposition de résolution, présentée le 18 mars 1944, sur la politique générale du Gouvernement, n° 41.

Proposition de résolution, présentée le 7 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à insérer dans les textes relatifs à l'Assemblée constituante le principe de la représentation des colonies de Français résidant à l'étranger, n° 449.

BONNET (Henri).

Demande d'avis, présentée le 26 juin 1944, sur un projet d'ordonnance relative à la perception des taxes sur les spectacles, n° 109. — Demande d'avis, présentée le 26 juin 1944, sur un projet d'ordonnance relative à l'organisation de la profession cinématographique, n° 110. — Demande d'avis, présentée le 26 juin 1944, sur un projet d'ordonnance relatif à la représentation des films étrangers en France, n° 111. — Demande d'avis, présentée le 4 juillet 1944, sur un projet d'ordonnance relative à l'application, en matière de presse, de l'ordonnance du 6 décembre 1943 sur l'épuration, n° 120. — Demande d'avis, présentée le 4 juillet 1944, sur un projet d'ordonnance relative à l'épuration de la Presse, des Informations, de la Radiodiffusion et de l'Industrie cinématographique sur le territoire de la France métropolitaine, n° 121.

BOSMAN VAN WOLPUT (Albert).

Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Assemblée consultative provisoire) n° 245. — Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Ministère d'Etat) n° 255. — Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Présidence du Gouvernement Provisoire) n° 259.

BLANC (Raymond).

Proposition de résolution, présentée le 9 novembre 1944, tendant à demander au Gouvernement de modifier l'ordonnance constitutive du 11 octobre 1944, n° **156**. — Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Ministre délégué en Afrique du Nord) n° **256**. — Proposition de résolution, présentée le 26 juin 1945, relative à la situation économique et politique de l'Algérie, n° **485**.

BOILLOT (Félix).

BONNEVAY (Laurent).

Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945. (Justice) n° **254**.

BONTE (Florimond).

Proposition de résolution, présentée le 10 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour organiser la rééducation professionnelle des mutilés de guerre, n° **512**.

BOSMAN VAN WOLPUT (Albert).

Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Assemblée consultative provisoire) n° **245**. — Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Ministère d'Etat) n° **255**. — Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Présidence du Gouvernement Provisoire) n° **259**.

BOURGOIN (Jean).

Proposition de résolution, présentée le 31 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à réaliser la socialisation de l'électricité, n° **423**.

BOUZANQUET (Albert).

Rapport fait, le 20 février 1945, au nom de la commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Etienne Gagnaire et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à libérer rapidement les coloniaux, anciens prisonniers de guerre, et à les envoyer dans le Midi de la France, en attendant leur embarquement pour leurs foyers, n° **310**. — Proposition de résolution, présentée le 15 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet de déclarer non applicables aux associations comprenant des protégés français les dispositions relatives aux associations étrangères, n° **468**. — Rapport, fait, le 18 juillet 1945, au nom de la commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Pascal Muselli, tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la démobilisation des militaires d'Afrique du Nord appartenant aux classes démobilisées et aux classes non encore appelées ou partiellement appelées dans la métropole, n° **540**.

BOYSSON (Guy de).

Proposition de résolution, présentée le 29 novembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement provisoire de la République à abaisser de 21 ans à 18 ans l'âge minimum exigé des Français et des

Françaises pour participer aux élections à l'Assemblée nationale constituante, ainsi que pour participer aux prochaines élections aux: conseils généraux et aux conseils municipaux, n° 196. — Proposition de résolution, présentée le 29 novembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement provisoire de la République à fixer à 21 ans l'âge minimum exigé des Français et des Françaises pour être éligibles à l'Assemblée nationale constituante et à abaisser de 25 ans à 21 ans l'âge minimum exigé pour être éligible aux conseils généraux et aux conseils municipaux au cas où il serait procédé à des élections à ces conseils antérieurement aux élections à l'Assemblée nationale constituante, n° 197. — Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Education nationale — Jeunesse, Education physique et Sports) n° 250.

BRAUN (Mme Madeleine).

Proposition de résolution, présentée le 7 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance instituant un statut des immigrés, n° 441.

BUGEAUD (Pierre).

Proposition de résolution, présentée le 23 novembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à envisager un relèvement de la solde des prisonniers de guerre, actuellement en Allemagne, et à assimiler aux soldats français les déportés politiques ou raciaux, actuellement déportés, afin qu'ils bénéficient des mêmes avantages que, les prisonniers de guerre, n° 185. — Proposition de résolution, présentée le 23 novembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les allocations des familles des prisonniers de guerre, des déportés politiques et raciaux, des travailleurs civils requis actuellement en Allemagne afin que ces allocations tiennent compte de la variation du coût de la vie, n° 186. — Proposition de résolution, présentée le 29 novembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux étudiants, prisonniers de guerre ou déportés en Allemagne, à leur retour en France, des bourses spéciales, supérieures à celles généralement attribuées aux étudiants, n° 192. — Proposition de résolution, présentée le 29 novembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à envisager d'accorder aux prisonniers de guerre un congé payé de trois mois, nécessaire pour leur permettre de se reposer et de se rétablir à leur retour d'Allemagne et à étendre cette mesure aux déportés politiques ou raciaux, n° 193. — Proposition de résolution, présentée le 29 novembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à envisager d'accorder aux prisonniers de guerre un pécule d'au moins 3.000 francs par année de captivité et d'en étendre le bénéfice aux déportés politiques et raciaux, considérés comme soldats ayant lutté, dans la clandestinité, pour la France, n° 194. — Proposition de résolution, présenté le 6 décembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à reporter à une date ultérieure : 1° les élections municipales prévues pour février 1945 ; 2° l'élection d'une Assemblée représentative, n° 208. — Rapport fait, le 19 décembre 1944, au nom de la commission des prisonniers et déportés et des pensions sur 1° la proposition de résolution de M. Pierre Bugeaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à envisager un relèvement de la solde des prisonniers de guerre, actuellement en Allemagne, et à assimiler aux soldats français les déportés politiques ou raciaux, actuellement déportés, afin qu'ils bénéficient des mêmes avantages que les prisonniers de guerre ; 2° la proposition de résolution de M. Pierre Bugeaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à envisager d'accorder aux prisonniers de guerre un pécule d'au moins 3.000 francs par année de captivité et d'en étendre le bénéfice aux déportés politiques et raciaux, considérés comme soldats ayant lutté, dans la clandestinité ; pour la France, n° 223. — Rapport fait, le 10 décembre 1944, au nom de la commission des prisonniers et déportés et des pensions sur la proposition de résolution de M. Pierre Bugeaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les allocations des familles des prisonniers de guerre, des déportés politiques et raciaux, des travailleurs civils requis actuellement en Allemagne afin que ces allocations tiennent compte de la variation du coût de la vie, n° 224. — Proposition de résolution, présentée le 6 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à ajouter les anciens membres dirigeant du « Mouvement prisonniers » ainsi que certains fonctionnaires de l'ex Commissariat général aux prisonniers de guerre, à la liste des groupements de l'article 2 (4°) de l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale, n° 284. — Proposition de résolution, présentée le 14 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux prisonniers de guerre, déportés politiques et travailleurs requis, l'assistance judiciaire dans le minimum de temps et sur simple affirmation de l'insuffisance de leurs ressources, n° 461. — Proposition de résolution, présentée le 14 juin 1945, tendant à inviter le

Gouvernement à prolonger le délai de présomption d'origine, pendant lequel les prisonniers de guerre peuvent prétendre à pension pour des maladies contractées en captivité ou des suites de captivité, n° 462. — Proposition de résolution, présentée le 3 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance en vue de déférer devant la juridiction créée par la législation sur les faits de collaboration, les prisonniers de guerre coupables d'actes de collaboration, n° 499. — Rapport fait, le 3 juillet 1945, au nom de la commission des prisonniers et déportés et des pensions sur la proposition de résolution de M. Etienne Gagnaire et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer l'ordonnance du 11 mai 1945, réglant la situation des prisonniers de guerre, déportés politiques et travailleurs déportés, n° 500. — Proposition de résolution, présentée le 28 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à supprimer des délais en matière de désaveu de paternité au profit des prisonniers de guerre et déportés, n° 573. — Proposition de résolution, présentée le 28 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à confier aux caisses d'assurances, sociales l'ensemble de l'aide médicale temporaire, y compris les soins dentaires, n° 574. — Proposition de résolution, présentée le 1^{er} août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures permettant la conclusion rapide des instances en divorce lorsque l'une des parties est prisonnier de guerre, n° 597.

BUISSON (Georges).

Allocution prononcée le 3 novembre 1943 n° 2. — Rapport fait le 31 mars 1944 au nom de la Commission des affaires économiques et sociales sur les mesures à prendre d'urgence concernant le ravitaillement au moment- de la libération, n° 87. — Proposition de résolution, présentée le 28 novembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention aux caisses primaires d'assurances sociales pour combler leurs déficits, n° 189. — Rapport fait, le 6 décembre 1944, au nom de la commission du travail et des affaires sociales sur la proposition de résolution de M. Georges Buisson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention aux caisses primaires d'assurances sociales pour combler leurs déficits, n° 211. — Proposition de résolution, présentée le 12 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à modifier les arrêtés fixant les salaires, n° 455. — Rapport fait, le 24 juillet 1945, au nom de la commission du travail et des affaires sociales : 1° sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur un projet d'organisation de la sécurité sociale ; 2° sur la proposition de résolution de M. Gaston Tessier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à préparer un plan complet de sécurité sociale associant toutes les forces vives du pays à un commun effort de solidarité et de prévention, n° 554. — Annexe au rapport fait, le 24 juillet 1945, au nom de la commission du travail et des affaires sociales : 1° sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur un projet, d'organisation de la sécurité sociale ; 2° sur la proposition de résolution de M. Gaston Tessier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à préparer un plan complet de sécurité sociale associant toutes les forces vives du pays à un commun effort de solidarité et de prévention, n° 554 (annexe).

C

CAPITANT (René).

Proposition de résolution, présentée le 9 novembre 1943, sur la représentation de l'Alsace et de la Lorraine à l'Assemblée consultative provisoire, n° 6.

CARRIÈRE.

Proposition de résolution, présentée le 22 juillet 1944, tendant à l'examen par l'Assemblée consultative provisoire en accord avec le Gouvernement, des mesures administratives et sociales à prendre en Afrique du Nord, n° 146.

CASSIN (René).

Proposition de résolution, présentée le 10 juillet 1944, tendant à demander au Gouvernement de modifier l'ordonnance du 26 juin 1944 sur la répression des faits de collaboration, n° 133. — Proposition de résolution, présentée le 18 juillet 1944, tendant à émettre le vœu que le Gouvernement provisoire de la République française engage des négociations pour l'application, dans les pays du

protectorat, d'ordonnances relatives à la répression des faits de collaboration et à l'indignité nationale, n° 134.

CATOIRE (Jules).

Proposition de résolution, présentée le 21 novembre 1944, relative aux retraites des ouvriers mineurs, n° 173. — Proposition de résolution, présentée le 21 novembre 1944, relative aux allocations aux réfugiés, n° 174.

CHAMBEIRON (Robert).

Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945 (Budget annexe de l'Imprimerie nationale.) n° 272. — Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Budget annexe des Monnaies et Médailles) n° 274.

CHAUMIÉ (Pierre).

Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Travaux publics et Transports — Services des Travaux publics et Transports.) n° 268. — Rapport fait, le 28 mars 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant ouverture de crédits au titre du deuxième trimestre de l'année 1945 pour les besoins de la défense nationale (Marine) n° 408. — Rapport fait, le 28 mars 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant ouverture de crédits au titre du deuxième trimestre de l'année 1945 pour les besoins de la défense nationale (Service des essences) n° 409. — Proposition de résolution présentée le 5 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à assurer, sous certaines conditions, un minimum vital aux petits épargnants âgés ou infirmes qui se sont constitué des retraites en dehors de la Caisse nationale des retraites et en dehors des sociétés de secours mutuels, n° 506.

CHOISNEL (Henry).

Proposition de résolution, présentée le 20 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à compléter les articles 9 et 10 de l'ordonnance du 26 août 1944 instituant l'indignité nationale, n° 311. — Proposition de résolution, présentée le 27 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement : 1° à faire procéder au procès Pétain dans le plus bref délai possible ; 2° à prendre toutes mesures nécessaires pour que ce procès se déroule dans une enceinte permettant la plus large audience, n° 489.

COGNIOT (Georges).

Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Education nationale — Services de l'Education nationale), n° 248. — Proposition de résolution, présentée le 20 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures législatives nécessaires pour faire de l'Ecole libre des sciences politiques une école des sciences politiques qui soit nationale et démocratique par son organisation, son recrutement et son enseignement, n° 322. — Proposition de résolution, présentée le 15 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux instituteurs et institutrices d'être candidats aux élections municipales dans toutes les communes, n° 365. — Rapport fait, le 1^{er} août 1945, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et de législation et de la commission de l'intérieur et de la santé publique sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République

française relative à un rapport sommaire sur les régimes électoraux susceptibles d'être appliqués aux prochaines élections générales, n° 601.

COLIN (André).

Proposition de résolution, présentée le 29 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance destinée à instituer des allocations prénatales au bénéfice des futures mères, n° 412. — Proposition de résolution, présentée le 18 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures rapides concernant le remembrement des propriétés agricoles et à réorganiser le commissariat au, remembrement, n° 531.

COSTA (Joseph).

Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Travail et Sécurité nationale — ; Anciens combattants) n° 267.

COT (Pierre).

Proposition de résolution, présentée le 7 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à approuver dans leur ensemble les propositions relatives à l'établissement d'une organisation internationale générale, n° 288. — Rapport fait, le 8 février 1945, au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution de M. Pierre Cot tendant à inviter le Gouvernement à approuver dans leur ensemble les propositions relatives à l'établissement d'une organisation internationale générale, n° 296. — Rapport fait, le 20 juin 1945, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et de législation, sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance relative à l'éducation, au recrutement et au statut de certaines catégories de fonctionnaires, n° 474. — Annexe au rapport fait, le 20 juin 1945, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et de législation, sur la demande d'avis présentée par le Gouvernement provisoire de République française sur le projet d'ordonnance relative à l'éducation, au recrutement et au statut de certaines catégories de fonctionnaires, n° 474 (annexe). — Rapport fait, le 1^{er} août 1945, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et de législation sur : 1° la proposition de résolution de M. Guy de Boysson et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement provisoire de la République à abaisser de 21 ans à 18 ans l'âge minimum exigé des Français et des Françaises pour participer aux élections à l'Assemblée nationale constituante, ainsi que pour participer aux prochaines élections aux conseils généraux et aux conseils municipaux 2° la proposition de résolution de M. Guy de Boysson et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement provisoire de la République à fixer à 21 ans l'âge minimum exigé des Français et des Française pour être éligibles à l'Assemblée nationale constituante et à abaisser de 25 ans à 21 ans l'âge minimum exigé pour être éligible aux conseils généraux et aux conseils municipaux au cas où il serait procédé à des élections à ces conseils antérieurement aux élections à l'Assemblée nationale constituante, n° 598.

COUETTE (Mme Marie).

Proposition de résolution, présentée le 6 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures législatives propres à modifier le chapitre III de la loi du 14 avril 1924, pour étendre au conjoint veuf d'une femme fonctionnaire mise à la retraite, le droit à une pension égale à 50 p. 100 de la retraite d'ancienneté obtenue par la femme, n° 282.

CROIZAT (Ambroise).

Proposition de résolution, présentée le 5 décembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour organiser le retour des déportés politiques et syndicalistes actuellement en Afrique du Nord, n° 204. — Proposition de résolution, présentée le 10 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour relever certains accidentés du travail de la forclusion consécutive à la prescription annale, n° 508.

CUTTOLI (Paul).

Allocution prononcée comme président d'âge, le 7 novembre 1944, n° 148.

D

DARNAL (Albert).

Proposition de résolution, présentée le 14 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à transformer en départements nos colonies de la Guadeloupe, de la Martinique de la Réunion et de la Guyane, n° 463.

DEBIESSE (Jean).

Rapport fait, le 2 août 1945, au nom de la commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Joseph Lecacheux et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prolonger jusqu'à 60 ans l'âge de l'admission à la retraite pour les instituteurs et institutrices qui, du fait des opérations militaires, sont devenus «sinistrés totaux », n° 607.

DEBU-BRIDEL (Jacques).

Proposition de résolution, présentée le 8 mars.1945, tendant à la constitution d'une Commission d'enquête sur les fournitures du papier de presse, n° 359. — Proposition de résolution, présentée le 27 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance en vue de permettre l'inscription sur les listes électorales des prisonniers de guerre et des personnes déportées en Allemagne et libérées par suite de l'avance alliée, n° 399. — Proposition de résolution, présentée le 7 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître les anciens volontaires de l'Espagne républicaine, n° 448. — Rapport fait, le 14 juin 1945, au nom de la commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Jacques Debu-Bridel et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître les anciens volontaires de l'Espagne républicaine, n° 464. — Rapport fait, le 19 juillet 1945, au nom de la commission d'enquête sur les fournitures de papier de presse sur les travaux de la Commission d'enquête sur les fournitures de papier de pressé, n° 544.

DECHARTRE (Jean).

Proposition de résolution, présentée le 23 nov. 1944, tendant à inviter le Gouvernement à proroger le délai prévu par l'ordonnance du 5 octobre 1944 relative aux agents liés aux services publics par un engagement contractuel passé avec l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat français, n° 183. — Proposition de résolution, présentée le 14 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à assouplir la réglementation concernant le paiement des traitements et des pensions aux familles des déportés, n° 305. — Rapport fait, le.24 juillet 1945, au nom de la commission de la justice et de l'épuration sur la proposition de résolution de M. Pierre Bugeaud et plusieurs de ses collègues à inviter le Gouvernement à ajouter les anciens membres dirigeants du « Mouvement prisonniers », ainsi que certains fonctionnaires de l'ex-Commissariat général aux prisonniers de guerre, à la liste des groupements de l'article 2 (4°) de l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale, n° 551.

DELAUNAY (Mme).

Proposition de résolution, présentée le 28 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à faire appel aux femmes médecins et dentistes désireuses de servir, comme il fait appel aux hommes, dans les divers services sanitaires nécessités par le retour des prisonniers et déportés, n° 403.

DENAI (Joseph).

Proposition de résolution, présentée le 23 novembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à remanier la loi du 25 avril 1941 instituant la retraite des vieux travailleurs pour en faire bénéficier tous les Français et Françaises dont les ressources propres n'atteignent pas la moitié du salaire départemental moyen, n° 181. — Proposition de résolution, présentée le 5 décembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à fixer des règles équitables pour la réparation des dommages causés aux immeubles par faits de guerre, n° 202. — Proposition de résolution, présentée le 5 décembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à réglementer de manière équitable les réparations dues pour réquisitions immobilières effectuées par ou pour l'ennemi, n° 206. — Proposition de résolution, présentée le 20 décembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à préparer sans retard la liquidation des comités d'organisation, n° 225. — Proposition de résolution, présentée le 20 décembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à modifier la loi du 16 novembre 1940 sur les opérations immobilières, n° 234. — Proposition de résolution, présentée le 26 décembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de l'impôt cédulaire les rentes viagères et les revenus d'immeubles ne s'élevant pas à la moitié du salaire moyen départemental, n° 235. — Rapport, fait, le 6 février 1945 au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Finances) n° 251. — Proposition de résolution, présentée le 24 mars 1945 tendant à inviter le Gouvernement à lier au problème de la révision des salaires celui des compléments familiaux, n° 391. — Proposition de résolution, présentée le 7 juin 1945 tendant à inviter le Gouvernement à intensifier le ravitaillement en poisson frais, n° 434. — Proposition de résolution, présentée le 7 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à substituer à la carte électorale le livret électoral, n° 435. — Proposition de résolution, présentée le 7 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à instituer le vote obligatoire, n° 436. — Proposition de résolution, présentée le 7 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à donner aux étudiants en médecine une affectation militaire en rapport avec leurs aptitudes, n° 437. — Proposition de résolution, présentée le 7 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à réviser les limites d'âge fixées pour la mise à la retraite des fonctionnaires civils et militaires, n° 440. — Proposition de résolution, présentée le 19 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures indispensables pour assurer aux Français des locaux d'habitation, n° 470. — Proposition de résolution, présentée le 19 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à alléger les charges de la Nation en procédant aux démobilisations et dérégistres possibles, n° 471. — Proposition de résolution, présentée le 26 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à organiser un train-exposition pour faire connaître les crimes hitlériens, n° 482. — Proposition de résolution, présentée le 18 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à fixer un plafond aux rémunérations des directeurs et administrateurs des entreprises nationalisées et de tous représentants de l'Etat dans un organisme quelconque, n° 532. — Proposition de résolution, présentée le 18 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à assurer l'indépendance des fonctionnaires n° 533. — Proposition de résolution, présentée le 25 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à créer des chambres départementales du travail, n° 555.

DENIAU (Roger).

Rapport complémentaire fait, le 2 août 1945, au nom de la commission de la France d'outre-mer sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française relative à un rapport sommaire sur les régimes électoraux susceptibles d'être appliqués aux prochaines élections générales, n° 604.

DEPREUX (Edouard).

Proposition de résolution, présentée le 13 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à promulguer un texte prescrivant la restitution de leurs biens aux personnes qui en ont été dépossédées par la législation de Vichy, n° 299. — Rapport fait, le 7 juin 1945, au nom de la commission de la justice et de l'épuration sur la proposition de résolution de M. Jacques Rebeyrol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à frapper de nullité des décisions prises par les tribunaux d'Etat et les sections spéciales des cours d'appel, n° 439. — Rapport fait, le 17 juillet 1945, au nom de la commission de la justice et de l'épuration sur la proposition de résolution de M. Choissel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à faire procéder au procès Pétain dans le plus bref délai possible ; 2° à prendre toutes mesures nécessaires pour que ce procès se déroule dans une enceinte permettant la plus large audience, n° 528.

DESETAGES (Maurice).

Proposition de résolution, présentée le 13 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement provisoire de la République française à faire connaître sa position en face des problèmes de la France d'outre-mer, n° **298**.

DUCLOS (Jacques).

Proposition de résolution, présentée le 21 février 1945, tendant à demander au Gouvernement l'ouverture de poursuites contre les administrateurs du Crédit Lyonnais, du Comptoir National d'Escompte, de la Société Générale, de la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie et autres banques coupables d'intelligences avec l'ennemi, n° **324**. — Proposition de résolution, présentée le 28 février 1945, tendant à demander au Gouvernement la nationalisation des grandes entreprises et sociétés de banques, d'assurances, d'électricité, de sidérurgie, de l'industrie chimique et de la marine marchande, l'ouverture de poursuites contre les administrateurs de ces sociétés qui ont contribué à livrer l'économie française à l'envahisseur et la confiscation de leurs biens, n° **343**.

DULAC (Jean).

Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Budget annexe de la Caisse nationale d'épargne) n° **270**. — Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Budget annexe des Postes, Télégraphes et Téléphones) n° **275**.

DUMESNIL de GRAMONT.

Rapport fait le 22 mars 1944 au nom de la Commission de réforme de l'Etat et de législation sur la demande d'avis du Gouvernement relative au projet d'ordonnance sur l'organisation des pouvoirs publics en France libérée, n° **43**.

DUPUY (Marc).

Proposition de résolution, présentée le 5 décembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'annulation des condamnations de droit commun prononcées contre des résistants ayant agi pendant la guerre pour le compte des organisations de la Résistance, n° **205**.

DUVAL (André).

Rapport fait le 4 janvier 1944, au nom de la Commission des finances, sur la demande d'avis relative au projet d'ordonnance portant fixation du budget général de l'exercice 1944, n° **19**.

FAUCONNET (Jean).

E

EYCHENE (Gustave).

Allocution prononcée, le 5 juin 1945, comme Président d'âge, n° **431**.

F

FAJON (Etienne).

Proposition de résolution, présentée le 20 décembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures législatives propres à donner un statut de fonctionnaires aux auxiliaires des administrations de l'Etat, des communes et des Services publics, n° 226. — Proposition de résolution, présentée le 28 décembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures législatives propres à donner un statut aux auxiliaires des administrations permanentes qui ne possèdent pas le nombre d'années leur permettant de prétendre à la titularisation, n° 239. — Proposition de résolution, présentée le 28 décembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures législatives propres à donner un statut aux auxiliaires des administrations provisoires n° 240. — Proposition de résolution, présentée le 13 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures législatives de nature à reconnaître aux fonctionnaires de l'Etat et des collectivités publiques, privés de leurs fonctions ou sanctionnés par un acte d'autorité antipatriotique depuis le 30 novembre 1938, le droit à réparation, et à assurer en fait la réparation des dommages à eux causés, n° 301. — Proposition de résolution, présentée le 3 août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures de nature à maintenir la démocratie dans la propagande électorale aux élections de l'Assemblée constituante, n° 623.

FAUCONNET (Jean).

Proposition de résolution, présentée le 30 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet de modifier l'article 17 de la loi du 30 juin 1926 en vue d'accorder le bénéfice de la propriété commerciale aux locataires anciens titulaires de baux écrits de courte durée, n° 417. — Rapport fait, le 15 juin 1945, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et de législation sur la proposition de résolution de M. Robert Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à interdire la transformation des locaux d'habitation en locaux industriels ou commerciaux, n° 467. — Proposition de résolution, présentée le 31 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les fonctionnaires, anciens combattants de la guerre de 1939-1945 et les déportés de dispositions analogues à celles des articles 23 de la loi de finances du 9 décembre 1927 et 32 de la loi de finances du 19 mars 1928, n° 580.

FAYET (Pierre).

Proposition de résolution, présentée le 8 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour étendre le bénéfice de la loi du 14 mars 1941, instituant la retraite des vieux travailleurs, à l'Algérie, n° 291.

FERRIÈRE (René).

Proposition de résolution, présentée le 10 mai 1944, sur l'aide à la résistance, n° 93. — Proposition de résolution, présentée le 4 juillet 1944, tendant à rendre hommage, en ce jour de la Fête nationale américaine, aux combattants et au peuple des Etats-Unis, n° 122.

FIGUERES, (Léopold).

Proposition de résolution, présentée le 20 décembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à instituer le prêt d'installation, à long terme et sans intérêt, pour les jeunes ménages paysans prenant l'engagement d'exploiter, n° 229.

FLEUROT (Paul).

Proposition de résolution, présentée le 31 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à faire étudier la création d'un musée de la République, n° 586. — Proposition de résolution, présentée le 31 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à préparer l'organisation en 1948, dans l'agglomération parisienne, d'une Exposition internationale, n° 587.

FROMENT (Edouard).

Proposition de résolution, présentée le 5 mai 1944, sur l'effort de guerre, n° 90.

G

GAGNAIRE (Etienne).

Proposition de résolution, présentée le 21 décembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à libérer rapidement les coloniaux, anciens prisonniers de guerre, et à les envoyer dans le Midi de la France, en attendant leur embarquement pour leurs foyers, n° **230**. — Proposition de résolution, présentée le 7 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à ne pas remobiliser les prisonniers de guerre, évadés ou rapatriés d'Allemagne, n° **287**. — Proposition de résolution, présentée le 21 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à mobiliser sur place les spécialistes des jeunes classes indispensables à la bonne marche des usines travaillant pour la défense nationale, n° **377**. — Rapport fait, le 26 mars 1945, au nom de la commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Etienne Gagnaire et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ne pas remobiliser les prisonniers de guerre, évadés ou rapatriés d'Allemagne, n° **394**. — Rapport fait, le 31 mars 1945, au nom de la commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de MM. Etienne Gagnaire et Schwob, tendant à inviter le Gouvernement à mobiliser sur place les spécialistes des jeunes classes indispensables à la bonne marche des usines travaillant pour la défense nationale, n° **428**. — Proposition de résolution, présentée le 14 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer l'ordonnance du 11 mai 1945, réglant la situation des prisonniers de guerre, déportés politiques et travailleurs déportés, n° **459**.

GAULLE (Général Charles de), président du Gouvernement provisoire de la République française.

Allocution prononcée le 3 novembre 1943, n° **3**. — Allocution prononcée le 9 novembre 1944, n° **150**. — Demande d'avis, présentée le 20 février 1945, sur le régime électoral provisoirement applicable au conseil municipal, de Paris et au Conseil général de la Seine, n° **312**. — Demande d'avis, présentée le 17 juillet 1945, sur un projet d'ordonnance et un projet de loi relatifs à l'élection d'une Assemblée constituante et à l'organisation provisoire des pouvoirs publics, n° **526**. — Allocution prononcée le 3 août 1945, n° **631**.

GAZIER (Albert).

Proposition de résolution sur l'ordre des débats de l'Assemblée consultative, présentée le 29 février 1944, n° **37**. — Proposition de résolution demandant au Comité français de la libération nationale de prendre officiellement le nom de « Gouvernement provisoire de la République française », présentée le 15 mai 1944, n° **98**. — Rapport fait, le 5 décembre 1944, au nom de la commission du travail et des affaires sociales, sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française, sur le projet d'ordonnance portant institution de comités d'entreprises dans les établissements industriels et commerciaux, n° **201**. — Rapport fait, le 14 juin 1945, au nom de la commission de coordination des affaires économiques et sociales sur la proposition de résolution de M. André Mercier et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à interdire toute hausse des prix des produits industriels, à revaloriser les prix agricoles à la production, à augmenter la marge des bénéficiaires petits détaillants en diminuant massivement les bénéfices des gros intermédiaires et des trusts de l'alimentation et à constituer une commission d'étude et de fixation des prix, n° **465**. — Proposition de résolution, présentée le 17 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à instituer un service national de sécurité sociale, n° **520**.

GILLOT (Auguste).

Proposition de résolution, présentée le 21 novembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement provisoire de la République française à accorder aux vieux travailleurs et travailleuses de France privés du minimum vital indispensable, une aide extraordinaire à l'occasion des fêtes de Noël et du Jour de l'An, n° **172**. — Proposition de résolution, présentée le 12 juin 1945, tendant à demander au Gouvernement d'exiger l'extradition immédiate du traître Laval par le Gouvernement dû général Franco et de rompre les relations diplomatiques avec l'allié espagnol de l'Allemagne hitlérienne, n° **457**. — Rapport fait, le 31 juillet 1945, au nom de la commission de la justice et de l'épuration sur la proposition de M. Perney et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prescrire

l'ouverture d'une période de deux mois pendant laquelle il sera procédé à l'achèvement des opérations d'épuration, n° 590.

GIOVONI (Arthur).

Proposition de résolution tendant à rendre hommage aux troupes françaises d'Italie et invitant les autorités compétentes à porter secours à leurs familles en Afrique du Nord, présentée le 19 mars 1943, n° 102. — Proposition de résolution, présentée le 6 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour accorder aux réfractaires du S. T. O. et aux membres des, F. F. I. le bénéfice d'un recul de la limite d'âge exigée des candidats à une fonction administrative, d'une durée égale au temps pendant lequel il leur fut impossible de postuler n° 353.

GODART (Justin).

Proposition de résolution, présentée le 28 novembre 1944, concernant la modification et la codification de la législation relative aux coopératives de consommation, n° 187. — Proposition de résolution, présentée le 28 novembre 1944, relative au crédit coopératif en Alsace et en Lorraine, n° 188. — Rapport fait, le 28 février 1948, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et de législation sur : 1° la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle et édictant la restitution aux victimes de ces actes de ceux de leurs biens qui ont fait l'objet d'actes de disposition ; 2° la proposition de résolution de M. Edouard Depreux et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à promulguer un texte prescrivant la restitution de leurs biens aux personnes qui en ont été dépossédées par la législation de Vichy, n° 342. — Proposition de résolution, présentée le 20 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à modifier le Titre II du Livre III du code du travail en ce qui concerne les sociétés et les unions de sociétés coopératives ouvrières de production, n° 475. — Proposition de résolution, présentée le 30 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à proposer la création de la forme coopérative pour les sociétés d'achats en commun de commerçants détaillants, n° 578.

GOUIN (Félix), Président de l'Assemblée consultative provisoire.

Allocution prononcée le 10 novembre 1943 n° 7. — Proposition de résolution sur la réunion de l'Assemblée en session extraordinaire, présentée le 15 novembre 1943, n° 9. — Proposition de résolution sur la réunion de l'Assemblée en session extraordinaire, présentée le 10 janvier 1944, n° 25. — Proposition de résolution tendant à la tenue d'une 3^e session extraordinaire, présentée le 22 janvier 1944, n° 33. — Proposition de résolution sur la tenue d'une 4^e session extraordinaire en 1944, présentée le 13 mars 1944, n° 39. — Proposition de résolution sur la tenue d'une 5^e session extraordinaire en 1944, présentée le 20 mars 1944, n° 42. — Proposition de résolution tendant à la tenue d'une session extraordinaire le 29 mars 1944, présentée le 27 mars 1944, n° 67. — Proposition de résolution tendant à la tenue d'une 7^e session extraordinaire, présentée le 5 mai 1944 n° 91. — Proposition de résolution tendant à la tenue d'une 8^e session extraordinaire, présentée le 15 mai 1944, n° 98. — Proposition de résolution sur la tenue d'une 9^e session extraordinaire, présentée le 26 juin 1944, n° 108. — Proposition de résolution tendant à la tenue d'une 10^e session extraordinaire en 1944, présentée le 10 juillet 1944, n° 135. — Proposition de résolution tendant à la réunion de l'Assemblée en 11^e session extraordinaire, présentée le 18 juillet 1944, n° 144. — Allocution prononcée le 9 novembre 1944, n° 149. — Allocution prononcée le 7 juin 1945, n° 432. — Allocution prononcée le 3 août 1945, n° 630.

GRENIER (Fernand).

Proposition de résolution, présentée le 30 novembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour restaurer dans leurs biens et pour indemniser toutes les victimes politiques de la guerre, de l'hitlérisme, du fascisme et de la collaboration avec l'ennemi et de toutes les lois d'exception, n° 199.

GUERIN (Maurice).

Rapport fait, le 20 février 1945, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et de législation sur la proposition de résolution de M. Justin Godart, concernant la modification et la codification de la législation relative aux coopératives de consommation, n° **309**. — Rapport fait, le 6 mars 1945, au nom de la commission des prisonniers et déportés et des pensions sur la proposition de résolution de M. Jean Dechartre et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assouplir la réglementation concernant le paiement des traitement I et des pensions aux familles des déportés, n° **351**.— Proposition de résolution, présentée le 21 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à assurer un aménagement plus équitable de l'imposition des pères de famille, n° **373**. — Proposition de résolution, présentée le 23 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures de redressement financier, n° **389**. — Rapport fait, le 28 mars 1945, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et de législation sur la proposition de résolution de M. Dupuy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'annulation des condamnations de droit commun prononcées contre des résistants ayant agi pendant la guerre pour le compte des organisations de la Résistance, n° **411**. — Rapport fait, le 30 mars 1945, au nom de la Commission de la réforme, de l'Etat et de législation sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant modification des articles 16 et 18 de l'ordonnance du 21 avril 1944 sur l'organisation des pouvoirs publics en France après la libération, n° **416**. — Rapport fait, le 30 mars 1945, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et de législation sur la proposition de résolution de M. Georges Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux instituteurs et institutrices d'être candidats aux élections municipales dans toutes les communes, n° **419**. — Rapport fait, le 7 juin 1945, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et de législation et de la commission de l'intérieur et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Arthur Ramette et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer aux marinières et autres professions nomades l'exercice du droit de vote aux prochaines élections, n° **445**. — Rapport fait, le 10 juillet 1945, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et de législation sur la proposition de résolution de Mme Aubrac et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier et à compléter la législation sur l'adoption et la légitimation adoptive en vue de faciliter les adoptions et de donner à l'enfant adopté une situation juridique et morale aussi proche que possible de celle de l'enfant légitime, n° **510**. — Proposition de résolution, présentée le 18 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement provisoire à obtenir que les prisonniers et déportés français libérés par l'U.R.S.S. soient autorisés à donner de leurs nouvelles à leur famille, n° **536**.

GUILLERY (Pierre).

Proposition de résolution sur la lecture du procès-verbal, présentée le 24 novembre 1943, n° **14**. — Proposition de résolution tendant à l'organisation des débats de l'Assemblée consultative provisoire, présentée le 19 mai 1944, n° **105**. — Proposition de résolution, présentée le 12 mars 1945, relative aux événements d'Indochine, n° **360**.

GUITER (Jean).

Proposition de résolution, présentée le 20 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à établir l'égalité de pension entre toutes les veuves d'officiers, victimes de la guerre, n° **315**. — Proposition de résolution, présentée le 1^{er} août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à instituer un pécule viticole, n° **594**.

GUYOT (Raymond).

Proposition de résolution, présentée le 8 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour étendre le bénéfice de la loi du 14 mars 1941 instituant la retraite des vieux travailleurs à certaines catégories de vieux travailleurs, n° **289**. — Proposition de résolution, présentée le 8 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour aider moralement et matériellement les Services civiques de la jeunesse, n° **294**. — Proposition de résolution, présentée le 31 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions législatives concernant la zone autour de Paris et à prendre les mesures nécessaires afin de revenir au droit commun pour l'expropriation et l'indemnisation des zoniers et afin d'aménager la

zone, n° 427. — Proposition de résolution, présentée le 17 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux internés politiques pour action patriotique, les mesures prises en faveur des déportés politiques et de leur famille, n° 519.

H

HAMON (Léo).

Proposition de résolution, présentée le 28 décembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet de permettre aux collectivités locales de résilier les marchés et conventions qu'elles ont conclus, n° 237. — Proposition de résolution, présentée le 28 décembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet de permettre aux maires de réquisitionner certains matériaux, n° 238. — Rapport fait, le 15 février 1945, au nom de la commission de l'intérieur et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Hamon tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet de permettre aux collectivités locales de résilier les marchés et conventions qu'elles ont conclus, n° 308. — Proposition de résolution, présentée le 22 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet de tenir, compte aux instituteurs secrétaires de mairie, pour le calcul de leur pension de retraite du traitement reçu par eux, comme secrétaire de mairie, n° 330. — Proposition de résolution, présentée le 22 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet de modifier les règles applicables au cumul des traitements d'instituteurs et de secrétaires de mairie, n° 331. — Proposition de résolution, présentée le 22 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet d'instituer des Commissions départementales paritaires, pour examiner les revendications du personnel communal, n° 332. — Proposition de résolution, présentée le 22 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet d'instituer une Commission paritaire centrale chargée d'examiner les revendications du personnel communal, n° 333. — Rapport supplémentaire fait, le 23 mars 1945, au nom de la commission de l'intérieur et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Hamon tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet de permettre aux collectivités locales de résilier les marchés et conventions qu'elles ont conclus, n° 387. — Rapport fait, le 23 mars 1945, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et de législation et de la commission de l'intérieur et de la santé publique sur la proposition de résolution de MM. André Le Troquer et Hamon tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance appliquant la représentation proportionnelle aux élections municipales et cantonales qui auront lieu en avril et mai 1945, n° 388. — Proposition de résolution, présentée le 17 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet de reconnaître la légalité des syndicats de fonctionnaires et de leur accorder, notamment, la capacité d'ester en justice, n° 525. — Rapport fait, le 24 juillet 1945, au nom de la commission de l'intérieur et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Hamon tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet de permettre aux maires de réquisitionner certains matériaux, n° 549. — Proposition de résolution, présentée le 1^{er} août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à appliquer les inéligibilités prévues par l'ordonnance du 21 avril 1944 aux élections à l'Assemblée constituante, n° 602. — Rapport fait, le 1^{er} août 1945, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et de législation et de la commission de l'intérieur et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Hamon tendant à inviter le Gouvernement à appliquer les inéligibilités prévues par l'ordonnance du 21 avril 1944 aux élections à l'Assemblée constituante, n° 603.

HAURIU (André).

Proposition de résolution, présentée le 15 mai 1944, sur la politique extérieure, n° 97. — Proposition de résolution, présentée le 22 juillet 1944, sur la politique économique du Gouvernement, n° 145.

HETTER de BOISLAMBERT.

Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Colonies — Services civils) n° 248. — Proposition de résolution, présentée le 1^{er} mars 1945, tendant à attribuer aux représentants de l'Indochine deux nouveaux sièges à l'Assemblée consultative provisoire, n° 344. — Rapport fait, le 28 mars 1945, au

nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant ouverture de crédits au titre du deuxième trimestre de l'année 1945 pour les besoins de la défense nationale, (Colonies) n° **406**.

I

ISORÉ (André).

Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Economie nationale) n° **247**. — Proposition de résolution, présentée le 18 juillet 1945, relative à l'organisation des élections, n° **541**.

J

JAUBERT (Alexis).

Proposition de résolution, présentée le 10 novembre 1944, tendant à la nomination, d'une commission provisoire en vue de réorganiser la structure de l'économie nationale, n° **162**. — Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Agriculture) n° **244**. — Proposition de résolution, présentée le 6 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet de permettre aux départements et aux collectivités locales de constater la nullité de certains engagements conclus postérieurement au 16 juin 1940 et jusqu'à l'établissement du Gouvernement provisoire de la République française n° **354**. — Proposition de résolution, présentée le 6 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à constater la nullité de l'article 4 de l'acte dit « Loi du 28 juin 1941, portant fixation du budget de l'exercice 1941 », n° **355**.

JEANNENEY (Jules), Ministre d'Etat,

Demande d'avis, présentée le 21 mars 1945, sur le projet d'ordonnance autorisant à retarder l'ouverture de la deuxième session ordinaire de l'Assemblée consultative provisoire en 1945 et prorogeant, le cas échéant, le bureau de cette Assemblée, n° **371**. — Demande d'avis, présentée le 12 juin 1945, sur le projet d'ordonnance relative à l'éducation, au recrutement et au statut de certaines catégories de fonctionnaires, n° 453. — Demande d'avis présentée le 12 juin 1945, sur le projet d'ordonnance tendant à instituer une 5^e catégorie de membres de l'Assemblée Consultative Provisoire réservée aux déportés et prisonniers, n° **454**.

JOLIOT-CURIE (Frédéric).

Proposition de résolution, présentée le 10 novembre 1944, relative à la procédure d'inscription sur les listes électorales, n° **159**. — Proposition de résolution, présentée le 29 novembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la dissolution immédiate de deux associations qui se livrent à une propagande antisémitique, n° **195**.

JUGE (Alphonse).

Proposition de résolution, présentée le 13 février 1945, tendant à envoyer une adresse de félicitations aux troupes françaises qui viennent d'assurer victorieusement la libération de l'Alsace, n° **297**.

JULITTE (Pierre).

Rapport fait, le 1^{er} août 1945, au nom de la commission de l'agriculture et du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. André Colin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures rapides concernant le remembrement des propriétés agricoles et à réorganiser le commissariat au remembrement, n° **595**.

JURGENSEN (Jean).

Proposition de résolution, présentée le 6 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux époux qui, en raison des circonstances, se sont mariés sans contrat pendant les hostilités, de conclure des conventions matrimoniales, n° **278**. — Proposition de résolution, présentée le 3 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance accordant aux Français de l'étranger l'exercice du droit de vote aux élections législatives n° **502**. — Proposition de résolution, présentée le 10 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à créer auprès du Secrétariat général du Gouvernement un conseil technique de la sécurité sociale, n° **509**. — Proposition de résolution, présentée le 25 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à créer un Office national de la construction, de l'habitation et des loyers, n° **556**.

JUVÉNAL (Max).

Proposition de résolution, présentée le 27 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures législatives propres à modifier le tirage au sort des jurés de la Haute-Cour de justice et à réduire le chiffre des récusations réservées à la défense et au ministère public, n° **395**. — Proposition de résolution, présentée le 27 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à rendre les mesures législatives propres à augmenter de 2.000.000 de francs les crédits nécessaires à la Commission d'instruction de la Haute-Cour de justice, n° **396**.

K

KRIEGEL (Maurice).

Proposition de résolution, présentée le 21 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à organiser suivant certains principes l'intégration et l'utilisation dans l'armée des cadres issus des F. P. I., n° **328**. — Rapport fait, le 22 février 1945, au nom de la commission de la défense nationale, sur la proposition de résolution de M. Maurice Kriegel tendant à inviter le Gouvernement à organiser suivant certains principes l'intégration et l'utilisation dans l'armée des cadres issus des P. F. I., n° **329**. — Proposition de résolution, présentée le 21 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à procéder à une véritable épuration de l'armée, n° **379**. — Rapport fait, le 29 mars 1945, au nom de la commission de la défense nationale et de la commission de la justice et de l'épuration sur la proposition de résolution de M. Maurice Kriegel tendant à inviter le Gouvernement à procéder à une véritable épuration de l'armée, n° **415**.

L

LABOUREUR voir RAULIN (de) LANIEL (Joseph).

Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945 (Reconstruction et urbanisme), n° **263**.

LAPIE (Pierre-Olivier).

Proposition de résolution, présentée le 20 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à proposer l'organisation, suivant certains principes, du contrôle économique de l'Allemagne, n° **370**. — Rapport fait, le 23 mars 1945, au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution de M. Pierre-Olivier Lapie tendant à inviter le Gouvernement à proposer l'organisation, suivant certains principes, du contrôle économique de l'Allemagne, n° **386**. — Proposition de résolution, présentée le 29 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à régler, au plus tôt, d'accord avec les Alliés, le problème des réparations, n° **493**. — Rapport fait, le 29 juin 1945, au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution de M. Pierre-Olivier Lapie tendant à inviter le Gouvernement à régler, au plus tôt, d'accord avec les Alliés, le problème des réparations, n° **494**.

LAURENT (Charles).

Proposition de résolution, présentée le 9 novembre 1944, tendant à modifier le Règlement, n° 154.

LAURIN (René).

Rapport fait, le 15 février 1945, au nom de la commission des prisonniers et déportés et des pensions sur la proposition de résolution de M. Pierre Bugeaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux étudiants, prisonniers de guerre ou déportés en Allemagne, à leur retour en France, des bourses spéciales, supérieures à celles généralement attribuées aux étudiants, n° 307.

LAUVRAY (Léon).

Proposition de résolution, présentée le 25 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures urgentes pour organiser la production de la viande nécessaire à la consommation, n° 565. — Rapport fait, le 1^{er} août 1945, au nom de la commission de l'agriculture et du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Léon Lauvray et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures urgentes pour organiser la production de la viande nécessaire à la consommation, n° 593.

LE BRUN (Pierre).

Rapport fait, le 22 mars 1945, au nom de la commission de la justice et de l'épuration sur la proposition de résolution de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à demander au Gouvernement l'ouverture de poursuites contre les administrateurs du Crédit lyonnais, du Comptoir national d'escompte, de la Société générale, de la Banque nationale pour le commerce et l'industrie et autres banques coupables d'intelligences avec l'ennemi, n° 383. — Rapport fait, le 12 juin 1945, au nom de la commission de coordination des affaires économiques et sociales sur la proposition de résolution de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues, tendant à demander au Gouvernement la nationalisation des grandes entreprises et sociétés de banques, d'assurances, d'électricité, de sidérurgie, de l'industrie chimique et de la marine marchande, l'ouverture de poursuites contre les administrateurs de ces sociétés qui ont contribué à livrer l'économie française à l'envahisseur et la confiscation de leurs biens, n° 456. — Rapport fait, le 26 juillet 1945, au nom de la commission de l'équipement national, de la production et des communications sur : 1° la proposition de résolution de M. Jean Bourgoïn et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réaliser la socialisation de l'électricité ; 2° la proposition de résolution de M. Louis Saillant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la mobilisation et à préparer le retour à la collectivité de la production, du transport et de la distribution de l'électricité et du gaz, n° 569.

LECACHEUX (Joseph).

Rapport fait, le 13 décembre 1944, au nom de la commission de l'équipement national, de la production et des communications sur la proposition de résolution de M. René Vivier tendant, conformément au vœu émis par le Comité national de libération de l'architecture, à l'institution d'un débat sur la création d'un Ministère de la construction et de l'urbanisme, n° 218. — Proposition de résolution, présentée le 18 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prolonger jusqu'à 60 ans l'âge de l'admission à la retraite pour les instituteurs et institutrices qui, du fait des opérations militaires, sont devenus «sinistrés totaux», n° 542. — Rapport fait, le 31 juillet 1945, au nom de la commission de l'intérieur et de la santé publique et de la commission de la réforme de l'Etat et de législation sur : 1° la proposition de résolution de M. Joseph Bastide et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier, compléter ou interpréter l'ordonnance n° 45-458 du 17 mars 1945 relative à l'affichage et la distribution des bulletins de vote ; 2° la proposition de résolution de M. André Isoré relative à l'organisation des élections, n° 582.

LECOURT (Robert).

Proposition de résolution, présentée le 7 décembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions pour la protection des foyers des prisonniers et déportés, n° 214. — Proposition de résolution, présentée le 13 décembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à relever les

traitements des magistrats, n° 217. — Rapport fait, le 26 décembre 1944, au nom de la commission de la justice et de l'épuration sur la proposition de résolution de M. Jean Dechartre et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proroger le délai prévu par l'ordonnance du 5 octobre 1944 relative aux agents liés aux services publics par un engagement contractuel passé avec l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat français, n° 232. — Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission de la justice et de l'épuration sur la proposition de résolution de Mme Verger et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de permettre aux femmes d'accéder à la magistrature, n° 283. — Proposition de résolution, présentée le 6 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à interdire la transformation des locaux d'habitation en locaux industriels ou commerciaux, n° 285. — Proposition de résolution, présentée le 20 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour permettre l'inscription rapide sur les listes électorales des prisonniers et déportés libérés, n° 369. — Proposition de résolution, présentée le 10 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à mettre immédiatement fin à la pratique des réquisitions et à faire cesser les trafics abusifs connus sous le nom de « reprises », n° 514. — Proposition de résolution, présentée le 17 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement provisoire à poser le principe de l'indemnisation totale des dommages de guerre affectant les biens nécessaires à la vie des sinistrés et de leur famille et à allouer, dès maintenant à chacun d'eux un acompte sur son indemnité, n° 517. — Proposition de résolution, présentée le 18 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à modifier la législation électorale de façon à assurer la sincérité du scrutin et la réalité de la représentation, n° 537. — Rapport fait, le 25 juillet 1945, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et de législation sur la proposition de résolution de M. Jean Fauconnet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet de modifier l'article 17 de la loi du 30 juin 1926 en vue d'accorder le bénéfice de la propriété commerciale aux locataires anciens titulaires de baux écrits de courte durée, n° 557. — Rapport fait, le 25 juillet 1945, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et de législation sur : 1° la proposition de résolution de M. Pierre Villon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre en faveur des commerçants, artisans et industriels anciens prisonniers ou déportés, une ordonnance prononçant la suspension des baux commerciaux ou industriels écrits ou verbaux pour la période comprise entre la date où le locataire fut appelé sous les drapeaux ou mis en état d'arrestation et la date de son retour; 2° la proposition de résolution de M. André Mercier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à promulguer, avant le 1^{er} juillet 1945, une ordonnance ayant pour objet de relever de certaines forclusions les locataires d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 558. — Rapport fait le 31 juillet 1945, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et de législation sur : 1° la proposition de résolution de M. Joseph Denais, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures indispensables pour assurer aux Français des locaux d'habitation; 2° la proposition de résolution de M. Robert Lecourt et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à mettre immédiatement fin à la pratique des réquisitions et à faire cesser les trafics abusifs connus sous le nom de « reprises »; 3° la proposition de résolution de M. René Vivier, tendant à inviter le Gouvernement à s'opposer par des mesures énergiques aux abus qu'entraînent les sous-locations d'appartements et les reprises de meubles, n° 584. — Rapport fait, le 2 août-1945, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et de législation et de la commission de l'intérieur et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Robert Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier la législation électorale de façon à assurer la sincérité du scrutin et la réalité de la représentation, n° 618.

LEFAUCHEUX (Mme).

Proposition de résolution, présentée le 3 août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à rendre une ordonnance ayant pour objet d'accorder de plein droit à certains locataires commerçants ou industriels le renouvellement de leur bail, n° 625.

LE TROQUER (André).

Proposition de résolution, présentée le 27 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance appliquant la représentation proportionnelle aux élections municipales et cantonales qui auront lieu en avril et mai 1945, n° 340. — Proposition de résolution, présentée le 30 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'ordonnance du 24 mars 1945 sur le régime électoral de Paris et de la Seine, n° 420.

LÉVÊQUE (Marcel).

Rapport fait, le 28 mars 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant ouverture de crédits au titre du deuxième trimestre de l'année 1945 pour les besoins de la défense nationale, (Air) n° 405.

LOUIS (René).

Proposition de résolution, présentée le 31 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à l'établissement d'un plan comptable de l'Etat, n° 421.

M

MANENT (Gaston).

Proposition de résolution, présentée le 5 mars 1945, tendant à modifier le règlement de l'Assemblée consultative provisoire, n° 346. — Rapport fait, le 5 mars 1945, au nom de la commission du règlement sur la proposition de résolution de M. Gaston Manent et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée consultative provisoire, n° 346. — Proposition de résolution, présentée le 3 juillet 1945, tendant à modifier les articles 7, 10, 11, 13 et 66 du Règlement, n° 495.

MARIN (Louis).

Proposition de résolution, présentée le 28 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance en vue d'exempter de l'impôt de mutation par décès les successions des personnes décédées, en captivité ou des conséquences -immédiates et directes de leur captivité après avoir été internées par l'ennemi pour faits de résistance, ainsi que celles des prisonniers de guerre et des personnes déportées en Allemagne, n° 341. — Proposition de résolution, présentée le 6 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à autoriser le remboursement anticipé des dettes civiles ou commerciales, n° 352. — Proposition de résolution présentée le 10 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à publier au *Journal officiel* le compte rendu *in extenso* des débats et les documents fournis devant la Haute-Cour de justice, n° 513.

MARRANE (Georges).

Proposition de résolution, présentée le 28 décembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet : 1° de donner aux arrondissements parisiens une autonomie municipale leur permettant de gérer les intérêts locaux ; 2° de confier, pendant la période transitoire, l'administration des intérêts généraux de Paris et du département de la Seine à une Assemblée départementale unique ; 3° de fixer le régime électoral applicable à cette Assemblée départementale provisoire, n° 236. — Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance, portant " fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Santé publique — Services de la Santé publique) n° 264. — Rapport fait, le 27 février 1945, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et de législation, et de la commission de l'intérieur et de la santé publique sur : I. — La proposition de résolution de MM. Marrane et Tollet tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet : 1° de donner aux arrondissements parisiens une autonomie municipale leur permettant de gérer les intérêts locaux ; 2° de confier, pendant la période transitoire, l'administration des intérêts généraux de Paris et du département de la Seine à une Assemblée départementale unique ; 3° de fixer le régime électoral applicable à cette Assemblée départementale provisoire ; II — La demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le régime électoral provisoirement applicable au Conseil municipal de Paris et au Conseil général de la Seine, n° 338. — Proposition de résolution, présentée le 2 août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour développer l'éducation physique, le sport et les activités de « plein air », n° 606. — Proposition de résolution, présentée le 3 août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour permettre l'utilisation de la radiodiffusion par les partis présentant une liste nationale, n° 626.

MARTEL (Henri).

Proposition de résolution, présentée le 30 novembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux petits sinistrés par le fait de la guerre un dédommagement et une aide en matériel d'urgence, n° **200**. — Proposition de résolution, présentée le 20 décembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à aménager l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires et l'impôt général sur le revenu en faveur des contribuables les moins fortunés, n° **227**. — Proposition de résolution, présentée le 7 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour attribuer une pension d'invalidité aux mutilés à la suite d'un acte de dévouement, n° **356**. — Proposition de résolution, présentée le 13 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faire bénéficier les ouvriers des exploitations de bauxites des dispositions de la législation spéciale de la Caisse autonome des retraites et des caisses de secours des ouvriers mineurs, n° **362**. — Proposition de résolution, présentée le 2 août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour mettre à la charge de l'Etat les annuités des maisons sinistrées construites avec le bénéfice des lois Ribot, Loucheur, etc. sur les habitations à bon marché, n° **612**. — Proposition de résolution, présentée le 2 août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour indemniser tous les sinistrés victimes des inondations par le fait de la guerre, n° **613**. — Proposition de résolution, présentée le 2 août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer par priorité le relogement des propriétaires sinistrés dans leur maison rebâtie par une collectivité publique, n° **614**. — Proposition de résolution, présentée le 2 août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour élever au niveau des prix actuels l'indemnité attribuée aux sinistrés pour le mobilier, n° **615**. — Proposition de résolution, présentée le 2 août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour attribuer aux sinistrés un premier acompte sur expertise de l'architecte communal, n° **616**. — Proposition de résolution, présentée le 2 août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à assimiler les détenus et internés politiques arrêtés ou maintenus en camp de séjour surveillé par le soi-disant Gouvernement de Vichy, aux sinistrés de guerre, n° **619**.

MAYER (René).

Demande d'avis, présentée le 2 mai 1944, sur les problèmes posés aux Départements des Communications et de la Marine marchande lors de la libération de la France, n° **89**.

MENDÈS-FRANCE (Pierre).

Demande d'avis, présentée le 25 novembre 1943, sur le projet de budget du Comité français de la Libération nationale, n° **16**. — Demande d'avis, présentée le 26 juin 1944, sur un projet d'ordonnance portant fixation des crédits complémentaires au budget général pour l'exercice 1944, n° **112**.

MENTHON (François de), Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

Demande d'avis sur la politique coloniale, présentée le 4 janvier 1944, n° **29**. — Demande d'avis sur la réforme des pouvoirs publics, présentée le 29 février 1944, n° **34**. — Demande d'avis sur la réforme de la magistrature, présentée le 29 février 1944, n° **38**. — Demande d'avis sur un projet d'ordonnance relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire républicain, présentée le 26 juin 1944, n° **107**. — Demande d'avis, présentée le 26 juin 1944, sur le projet d'ordonnance instituant l'indignité nationale, n° **108**. — Demande d'avis, présentée le 20 février 1945, sur le projet d'ordonnance portant application de l'ordonnance du 12 novembre 1945 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle et édictant la restitution aux victimes de ces actes de ceux de leurs biens qui ont fait l'objet d'actes de disposition, n° **314**.

MERCIER (André).

Proposition de résolution, présentée le 5 décembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une mesure d'amnistie en faveur des condamnés primaires de droit commun pour des larcins ayant comme fin l'appropriation des denrées alimentaires, de combustibles, de vêtements ou des titres correspondants pendant l'occupation allemande, n° **203**. — Proposition de résolution, présentée le 12 décembre 1944, tendant à demander au Gouvernement la nomination d'une commission, désignée

par l'Assemblée, chargée d'enquêter et de rapporter devant elle sur l'emploi des fonds remis aux organisations politiques, militaires et paramilitaires, aux œuvres sociales de la Résistance, sur le budget de l'État et de toute provenance, dans la clandestinité et depuis la libération, n° 215. — Rapport fait, le 14 décembre 1944, au nom de la commission de l'intérieur et de la santé publique sur la proposition de résolution, de M. Mohamed Bendjelloul relative à l'électorat des Français musulmans algériens résidant en France, n° 219. — Proposition de résolution, présentée le 26 décembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement provisoire de la République française à accorder l'exonération des loyers à toutes les victimes de la guerre, particuliers ou collectivités, et aux combattants de la résistance, pendant le temps passé hors de leur foyer, n° 231. — Proposition de résolution, présentée le 6 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître la qualité de salariés aux gérants de maisons d'alimentation de détail, à leur accorder le bénéfice de toutes les lois sociales découlant de cette reconnaissance et à les soumettre aux juridictions compétentes, n° 286. — Proposition de résolution, présentée le 13 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à reconnaître aux ouvriers et employés de l'industrie et du commerce, frappés par des sanctions antipatriotiques depuis le 30 novembre 1938, le droit d'être indemnisés sur les biens confisqués aux traîtres et à assurer, en fait leur indemnisation, n° 300. — Proposition de résolution, présentée le 20 février 1945 ; tendant à inviter le Gouvernement provisoire de la République française à reconnaître la qualité de salariés au personnel des services domestiques, en lui accordant le bénéfice de toutes les lois sociales, codifiées ou non, et en le soumettant aux juridictions compétentes en vertu de cette reconnaissance, n° 313. — Proposition de résolution, présentée le 21 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à confier le placement des ouvriers et employés des établissements dans lesquels s'exerce un commerce d'alimentation de détail aux offices départementaux et aux bureaux municipaux de placements et à supprimer les bureaux de placements privés fonctionnant pour cette catégorie de travailleurs, n° 323. — Proposition de résolution, présentée le 1^{er} mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à assujettir les petits commerçants à l'impôt cédulaire sur le salaire pour une tranche déterminée de bénéficiaires et à instituer le salaire de la femme mariée travaillant dans la boutique avec son mari, n° 345. — Proposition de résolution, présentée le 5 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à interdire toute hausse des prix des produits industriels, à revaloriser les prix agricoles à la production, à augmenter la marge bénéficiaire des petits détaillants en diminuant massivement les bénéfices des gros intermédiaires et des trusts de l'alimentation et à constituer une commission d'étude et de fixation des prix, n° 347. — Proposition de résolution, présentée le 5 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à remplacer le contrôle et la police économique par des commissions tripartites et à annuler toutes poursuites pour les contraventions dressées par l'administration, vichyssoise contre les petits commerçants, n° 348. — Proposition de résolution, présentée le 14 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour supprimer les délégués artisanaux, régionaux et départementaux institués par Vichy, n° 364. — Proposition de résolution, présentée le 17 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour rechercher et frapper de sanctions ceux qui ont remis aux organismes de déportation en Allemagne les noms et les adresses des artisans, n° 366. — Proposition de résolution, présentée le 21 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à proroger, jusqu'au vote d'une nouvelle législation, la loi sur les loyers du 1^{er} avril 1926 modifiée par celles des 29 juin 1929, 31 décembre 1937, 24 juin 1941, 30 mai 1943, 1^{er} février 1944 et 10 juin 1944, n° 372. — Proposition de résolution, présentée le 21 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à promulguer, avant le 1^{er} juillet 1945, une ordonnance ayant pour objet de relever de certaines forclusions les locataires d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 477. — Proposition de résolution, présentée le 10 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour établir le réajustement des rentes viagères et retraites, des particuliers des administrations et de l'Etat, n° 511. — Proposition de résolution, présentée le 2 août 1945, tendant à inviter le Gouvernement provisoire à prendre les mesures nécessaires et, entre autres, une ordonnance réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, n° 617.

MEUNIER (Pierre).

Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Affaires étrangères) n° 243. — Proposition de résolution, présentée le 22 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à taxer les accroissements de fortune réalisés depuis le début de la guerre, n° 385.

MOCH (Jules).

Proposition de résolution sur la politique d'épuration, présentée le 11 janvier 1944, n° 26. — Rapport fait, le 9 novembre 1944, au nom de la commission du règlement sur la proposition de résolution de M. Charles Laurent et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le Règlement, n° 155. — Rapport fait, le 10 novembre 1944, au nom de la commission du règlement sur la proposition de résolution de M. Raymond Blanc et plusieurs de ses collègues, tendant à demander au Gouvernement de modifier l'ordonnance constitutive du 11 octobre 1944, n° 163. — Proposition de résolution, présentée le 14 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à créer un Office national de l'industrie pharmaceutique, n° 304. — Proposition de résolution, présentée le 20 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet d'assainir la circulation fiduciaire et la situation monétaire, de lutter contre le marché noir, de confisquer les profits illicites et de dégager des ressources exceptionnelles pour la reconstruction, n° 316. — Proposition de résolution, présentée le 22 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à ratifier les accords de Bretton Woods et à tenter d'en obtenir ultérieurement quelques modifications, n° 481. — Rapport fait, le 26 juin 1945, au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution de M. Jules Moch tendant à inviter le Gouvernement à ratifier les accords de Bretton Woods et à tenter d'en obtenir ultérieurement quelques modifications, n° 483.

MONMOUSSEAU (Gaston).

Rapport fait, le 19 décembre 1944, au nom de la commission du travail et des affaires sociales, sur la proposition de résolution de M. Auguste Gillot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement provisoire de la République française à accorder aux vieux travailleurs et travailleuses de France privés du minimum vital indispensable, une aide extraordinaire à l'occasion des fêtes de Noël et du Jour de l'An, n° 220. — Proposition de résolution, présentée le 8 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à rendre des mesures législatives faisant de la retraite aux vieux travailleurs une institution nationale attribuant aux vieux travailleurs de toutes catégories des moyens d'existence honorables, n° 290. — Proposition de résolution, présentée le 8 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour ramener à 60 ans l'âge fixé pour bénéficier de la retraite aux vieux travailleurs, et à 55 ans celui fixé pour les invalides et les malades, n° 293.

MONNERVILLE (Gaston).

Proposition de résolution, présentée le 23 novembre 1944, tendant à modifier et à compléter l'article 13 du Règlement de l'Assemblée consultative provisoire, n° 182. — Proposition de résolution, présentée le 19 décembre 1944, tendant à la création d'une commission de coordination des affaires musulmanes, n° 221. — Proposition de résolution, présentée le 29 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet l'établissement, le financement et l'exécution du plan d'organisation et de développement des territoires relevant du Ministère des Colonies, n° 414. — Proposition de résolution présentée le 31 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à réformer le régime de la relégation des récidivistes, n° 426. — Rapport fait, le 7 juin 1945 au nom de la commission de la France d'outre-mer sur la proposition de résolution de MM. Paul Valentino et Maurice Desetages tendant à inviter le Gouvernement à adapter aux conditions économiques nouvelles la législation des accidents du travail dans les colonies de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion, et à en étendre le bénéfice aux travailleurs des exploitations agricoles, n° 447.

MUSELLI (Pascal).

Proposition de résolution, présentée le 22 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la démobilisation, des militaires d'Afrique du Nord appartenant aux classes démobilisées et aux classes non encore appelées ou partiellement appelées dans la métropole, n° 479. — Proposition de résolution, présentée le 22 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance relative à l'incorporation dans les cadres de l'armée active, des officiers de réserve de l'Afrique du Nord, qui en feront la demande, n° 480.

MUTTER (André).

Rapport fait, le 20 mars 1945, au nom de la commission de la France d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Hettier de Boislabert et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux représentants de l'Indochine deux nouveaux sièges à l'Assemblée consultative provisoire, n° **368**.

N

NAEGELEN (Edmond).

Proposition de résolution, présentée le 21 novembre 1944, tendant à inviter l'Assemblée consultative provisoire à adresser le témoignage de sa sympathie aux populations de l'Alsace et de la Lorraine à l'occasion du jour anniversaire de l'entrée des troupes françaises à Strasbourg, le 22 novembre 1918, n° **168**. — Rapport, fait, le 21 novembre 1944, au nom de la commission de l'Alsace et de la Lorraine sur la proposition de résolution de M. Edmond Naegelen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter l'Assemblée consultative provisoire, à adresser le témoignage de sa sympathie aux populations de l'Alsace et de la Lorraine à l'occasion du jour anniversaire de l'entrée des troupes françaises à Strasbourg, le 22 novembre 1918, n° **175**. — Rapport fait, le 13 mars 1945, au nom de la commission de l'Alsace et de la Lorraine sur la proposition de résolution de M. Justin Godart relative au crédit coopératif en Alsace et en Lorraine, n° **361**.

NEUMEYER (Pierre).

Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Travail et Sécurité sociale. — Services du travail.) n° **266**.

NISSE (Robert).

Rapport fait, le 17 juillet 1945, au nom de la commission des prisonniers et déportés et des pensions sur la proposition de résolution de M. Jean Guiter et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'égalité de pension entre toutes les veuves d'officiers, victimes de la guerre, n° **530**. — Proposition de résolution, présentée le 24 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux commerçants, industriels et artisans, sinistrés ou évacués, un droit de priorité pour l'acquisition — ou la location — des établissements commerciaux, industriels et artisanaux disponibles, n° **552**. — Proposition de résolution, présentée le 29 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la légalité républicaine en ce qui concerne le droit à réparation intégrale des dommages de guerre, n° **577**. — Proposition de résolution, présentée le 31 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures en vue de permettre le retour à leur destination première des immeubles à usage d'habitation ou à usage commercial actuellement occupés par des administrations civiles ou militaires, n° **585**. — Proposition de résolution, présentée le 2 août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à modifier le statut des associations syndicales de sinistrés constituées en vue du « remembrement » et de la « reconstruction », n° **608**. — Proposition de résolution, présentée le 2 août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à autoriser provisoirement la réinstallation des débitants de boissons sinistrés dans les « zones protégées » entourant les édifices publics, n° **609**. — Proposition de résolution, présentée le 2 août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures pour faciliter la réinstallation des petits commerçants, des petits industriels et des artisans sinistrés, grâce, en particulier, à l'adoption d'une procédure accélérée et simplifiée pour l'établissement et l'étude des dossiers afférents à la reconstitution de leurs entreprises, n° **610**. — Proposition de résolution, présentée le 2 août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un dégrèvement de la contribution des patentes aux commerçants sinistrés pour toute la période pendant laquelle ils n'ont pu exercer leur commerce, n° **611**. — Proposition de résolution, présentée le 3 août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence une ordonnance relative à la réparation des dommages de guerre subis par les agriculteurs, n° **629**.

NOUVEAU (Etienne).

Proposition de résolution, présentée le 10 novembre 1944, tendant à la création d'une commission des pensions, n° 157. — Proposition, de résolution, présentée le 10 novembre 1944, tendant à la création d'un Ministère des Pensions, n° 158. — Rapport fait, le 12 décembre 1944, au nom de la commission des prisonniers et déportés et des pensions sur la proposition de résolution de M. Etienne Nouveau tendant à la création d'un Ministère des Pensions, n° 216. — Proposition de résolution, présentée le 21 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à améliorer le statut légal des veuves de guerre, n° 376.

O

LOUDART (Georges).

Rapport fait, le 15 mai 1945, au nom de la commission de la justice et de l'épuration sur la proposition de résolution de M. Max Juvénal et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures législatives propres à modifier le tirage au sort des jurés de la Haute Cour de justice et à réduire le chiffre des récusations réservées à la défense et au ministère public, n° 429. — Rapport fait, le 15 mai 1945, au nom de la commission de la justice et de l'épuration sur la proposition de résolution de M. Max Juvénal et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures législatives propres à augmenter de 2.000.000 de francs les crédits nécessaires à la Commission d'instruction de la Haute-Cour de justice, n° 430. — Rapport fait, le 17 juillet 1945, au nom de la commission de la justice et de l'épuration sur la proposition de résolution de M. Louis Marin tendant à inviter le Gouvernement à publier au *Journal officiel* le compte rendu *in extenso* des débats et les documents fournis devant la Haute-Cour de justice, n° 529. — Proposition de résolution, présentée le 3 août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à définir sa politique générale, économique et culturelle dans les Etats des Balkans, n° 621. — Rapport fait, le 3 août 1945, au nom de la commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution de M. Georges Oudart tendant à inviter le Gouvernement à définir sa politique générale économique et culturelle dans les Etats des Balkans, n° 622.

P

PARENT (Pierre).

Rapport fait, le 22 février 1945, au nom de la commission du règlement sur la proposition de résolution de M. Monnerville et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une Commission de coordination des affaires musulmanes, n° 334. — Rapport fait, le 10 juillet 1945, au nom de la commission du règlement sur la proposition de résolution de MM. Gaston Manent et Robert-Pimienta tendant à modifier les articles 7, 10, 11, 13 et 66 du Règlement, n° 515.

PARODI, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale.

Demande d'avis, présentée le 21 novembre 1944, sur le projet d'ordonnance portant institution de comités d'entreprises dans les établissements industriels et commerciaux, n° 176. — Demande d'avis, présentée le 5 juillet 1945, sur le projet d'organisation de la sécurité sociale, n° 507.

PAUMIER (Bernard).

Proposition de résolution, présentée le 22 novembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à réviser les lois sur le fermage de septembre 1943 et à établir un juste statut du fermage sur la base du projet de loi sur la propriété culturale adopté par la Chambre des Députés en 1937, n° 178. — Rapport fait, le 6 décembre 1944, au nom de la commission du travail et des affaires sociales sur : 1° la proposition de résolution de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la retraite des vieux travailleurs aux paysans, aux artisans — et en général à tous les travailleurs indépendants dont les revenus ne dépassent pas le minimum vital ; 2° la proposition de résolution de M. Joseph Denais et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à remanier la loi du 25 avril 1941, instituant la retraite des vieux travailleurs, pour en faire bénéficier tous les Français et Françaises dont les ressources propres n'atteignent pas la moitié du salaire départemental moyen, n° 210. — Proposition de résolution, présentée le 20 février

1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour accorder aux vieux travailleurs médaillés du travail, sans exception, le bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs établie par l'ordonnance du 2 février 1945, n° 318. — Rapport fait, le 28 mars 1945, au nom de la commission de l'agriculture et du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Léopold Figuères et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à instituer le prêt d'installation, à long terme et sans intérêt, pour les jeunes ménages paysans prenant l'engagement d'exploiter, n° 402. — Proposition de résolution, présentée le 18 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement, conformément au vote unanime de l'Assemblée consultative provisoire au cours de sa séance du 14 juin 1945, à prendre une ordonnance relative à l'institution de prêts d'installation à long terme, et sans intérêts, pour les jeunes ménages paysans prenant l'engagement d'exploiter, n° 539. — Rapport fait, le 25 juillet 1945, au nom de la commission du travail et des affaires sociales sur la proposition de résolution de M. André Mercier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour supprimer les délégués artisanaux régionaux et départementaux institués par Vichy, n° 559. — Rapport fait, le 27 juillet 1945, au nom de la commission de l'agriculture et du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Bernard Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement conformément au vote unanime de l'Assemblée consultative provisoire au cours de sa séance du 14 juin 1945 à prendre une ordonnance relative à l'institution de prêts d'installation à long terme, et sans intérêts, pour les jeunes ménages paysans prenant l'engagement d'exploiter, n° 572. — Rapport fait, le 1^{er} août 1945, au nom de la commission du travail et des affaires sociales : 1° sur la proposition de résolution de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour étendre le bénéfice de la loi du 14 mars 1941 instituant la retraite des vieux travailleurs à certaines catégories de vieux travailleurs ; 2° la proposition de résolution de M. Gaston Monmousseau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures législatives faisant de la retraite aux vieux travailleurs une institution nationale attribuant aux vieux travailleurs de toutes catégories des moyens d'existence honorables ; 3° la proposition de résolution de M. Gaston Monmousseau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour ramener à 60 ans l'âge fixé pour bénéficier de la retraite aux vieux travailleurs et à 55 ans celui fixé pour les invalides et les malades ; 4° la proposition de résolution de M. Bernard Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour accorder aux vieux travailleurs médaillés du travail sans exception, le bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs établie par l'ordonnance du 2 février 1945 ; 5° sur la proposition de résolution de M. Robert Prigent et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions d'équité à l'égard des pères et mères de famille ayant atteint l'âge de la retraite, n° 596.

PERNEY (Ernest).

Proposition de résolution, présentée, le 14 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prescrire l'ouverture d'une période de deux mois pendant laquelle il sera procédé à l'achèvement des opérations d'épuration, n° 460. — Proposition de résolution, présentée le 26 juin 1945, tendant à demander au Gouvernement de procéder à une refonte complète de la loi du 31 décembre 1940 instituant l'ordre des architectes et réglementant le titre et la profession d'architecte en vue de permettre le rétablissement de la liberté syndicale et d'assurer aux assujettis les garanties nécessaires à une bonne administration de la justice, n° 484.

PERRIN (Francis).

Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945. Missions françaises aux Etats-Unis (Services civils) n° 257. Missions françaises en Grande-Bretagne (Services civils) n° 258. — Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Santé publique-famille) n° 265.

PHILIP (André).

Demande d'avis sur le projet d'ordonnance relatif à l'élection et à la réunion ultérieure de l'Assemblée chargée de procéder à la constitution du Gouvernement provisoire, présentée le 25 novembre 1943, n° 17. — Rapport fait, le 23 novembre 1944, au nom de la commission des finances sur le projet d'ordonnance portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1944, n° 184. — Rapport supplémentaire fait, le 29 novembre 1944, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1944, n° 190. — Rapport fait, le 19 décembre 1944, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget général pour les trois premiers mois de l'exercice 1945, n° 222. — Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, Rapport général, n° 242. — Rapport fait, le 20 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet collectif d'ordonnance portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1944, n° 319. — Rapport général fait, le 28 mars 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant ouverture de crédits au titre du deuxième trimestre de l'année 1945 pour les besoins de la défense nationale, n° 404. — Proposition de résolution, présentée le 31 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à réaliser la socialisation du crédit, n° 425. — Rapport fait, le 21 juin 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet collectif d'ordonnance n° 452 portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1944, n° 478. — Rapport fait, le 24 juillet 1945, au nom de la commission des finances sur : 1° la demande d'avis présentée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance instituant un impôt de solidarité nationale ; 2° la demande d'avis présentée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance tendant à permettre la révision des bilans et à simplifier la taxation des bénéficiaires industriels et commerciaux, n° 546.

PIERRE-BLOCH (Jean).

Proposition de résolution tendant à demander qu'un appel soit adressé par l'Assemblée aux magistrats, aux gardiens de prison et aux fonctionnaires de la police, présentée le 10 novembre 1943, n° 8. — Rapport fait, le 6 décembre 1944, au nom de la commission de l'intérieur et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Frédéric Joliot-Curie et plusieurs de ses collègues relative à la procédure d'inscription sur les listes électorales, n° 212. — Rapport fait, le 20 décembre 1944, au nom de la commission de l'intérieur et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Ambroise Croizat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour organiser le retour des déportés politiques et syndicalistes actuellement en Afrique du Nord, n° 228. — Rapport fait, le 8 mars 1945, au nom de la commission de l'intérieur et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. André Mercier et plusieurs de ses collègues tendant à demander au Gouvernement la nomination d'une commission, désignée par l'Assemblée, chargée d'enquêter et de rapporter devant elle sur l'emploi des fonds remis aux organisations politiques militaires et paramilitaires, aux œuvres sociales de la Résistance, sur le budget de l'Etat et de toute provenance, dans la clandestinité et depuis la libération, n° 358. — Rapport fait, le 28 juin 1945, au nom de la commission de l'intérieur et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Pierre Payet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour étendre le bénéfice de la loi du 14 mars 1941, instituant la retraite des vieux travailleurs à l'Algérie, n° 490.

PLAISANT (Marcel).

Rapport fait, le 24 juillet 1945, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et de législation sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance et le projet de loi relatifs à l'élection d'une Assemblée constituante et à l'organisation provisoire des pouvoirs publics, n° 548.

PLEVEN (René), Ministre des Colonies, Ministre des Finances par intérim.

Demande d'avis et lettre rectificative, présentées le 14 novembre 1944, sur le projet d'ordonnance portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1944, n° **164**. — Demande d'avis, présentée le 6 décembre 1944, sur le projet d'ordonnance portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget général pour les trois premiers mois de l'exercice 1945, n° **207**. — Demande d'avis, présentée le 26 décembre 1944, sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, n° **233**. — Demande d'avis, présentée le 14 février 1945, sur le projet collectif d'ordonnance portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1944, n° **302**. — Demande d'avis, présentée le 27 mars 1945, sur le projet d'ordonnance portant ouverture de crédits au titre du deuxième trimestre de l'année 1945 pour les besoins de la défense nationale, n° **400**. — Demande d'avis, présentée le 12 juin 1945, sur le projet collectif d'ordonnance portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1944, n° **452**. — Demande d'avis, présentée le 15 juin 1945, sur un projet d'ordonnance portant ouverture de crédits au titre du 3^e trimestre de l'année 1945 pour les besoins de la défense nationale, n° **466**. — Demande d'avis, présentée le 29 juin 1945, sur un projet d'ordonnance portant ouverture de crédits sur l'exercice 1945, n° **492**. — Projet d'ordonnance, présenté le 3 juillet 1945, instituant un impôt de solidarité nationale, n° **496**. — Projet d'ordonnance, présenté le 3 juillet 1945, tendant à permettre la révision des bilans et à simplifier la taxation des bénéficiaires industriels et commerciaux, n° **197**. — Demande d'avis, présentée le 4 juillet 1945, sur le projet collectif d'ordonnance portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés, n° **503**. — Demande d'avis, présentée le 4 juillet 1945, sur le projet collectif d'ordonnance relatif au report de crédits de l'exercice 1944 à l'exercice 1945, n° **504**.

POIMBŒUF (Marcel).

Proposition de résolution, présentée le 7 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence une ordonnance élargissant les limites du département de la Seine à la mesure du territoire constituant, en fait, l'agglomération parisienne, n° **357**. — Proposition de résolution, présentée le 24 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à relever notablement le forfait alloué par la radiodiffusion française aux auteurs et artistes qui participent aux émissions, n° **550**.

POURTALET.

Proposition de résolution, présentée le 5 janvier 1944, sur la nécessité d'une épuration réelle et rapide, n° **23**.

PRIGENT (Robert).

Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un commissariat national à la jeunesse, présentée le 24 novembre 1943, n° **15**. — Rapport fait le 17 mai 1944, au nom de la Commission de l'éducation nationale de la santé publique et de la jeunesse, n° **99**. — Proposition de résolution, tendant à la déchéance d'un membre de l'Assemblée, présentée le 12 juillet 1944, n° **137**. — Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission du travail et des affaires sociales sur la proposition de résolution de M. Gaston Tessier et plusieurs de ses collègues relative au prêt au mariage, n° **277**. — Proposition de résolution, présentée le 21 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions d'équité à l'égard des pères et des mères de famille ayant atteint l'âge de la retraite, n° **374**. — Proposition de résolution, présentée le 21 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à créer un Conseil supérieur de l'immigration, n° **375**. — Proposition de résolution, présentée le 29 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance créant la possibilité pour certains travailleurs d'obtenir des congés pour achever leur formation économique et sociale, n° **413**. — Proposition de résolution, présentée le 17 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour permettre aux sinistrés créanciers de l'Etat au titre des dommages de guerre d'imputer le règlement de leurs impôts en cours sur lesdits dommages, n° **516**.

PRONTEAU (Jean).

Rapport fait, le 31 juillet 1945, au nom de la commission de la justice et de l'épuration sur la proposition de résolution de M. André Mercier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour rechercher et frapper de sanctions ceux qui ont remis aux organismes de déportation en Allemagne les noms et les adresses des artisans, n° **583**.

R

RAMART (Mme).

Proposition de résolution, présentée le 7 décembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder une prime spéciale aux cultivatrices qui ont fait valoir une exploitation agricole pendant la guerre en l'absence du chef d'exploitation ; 2° à exonérer ces mêmes cultivatrices de l'impôt sur les bénéfices agricoles, n° **213**. — Proposition de résolution, présentée le 21 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à faire une enquête sur l'activité des fonctionnaires de l'Etat pendant l'occupation, dans des entreprises privées qui travaillaient pour l'ennemi, et à prendre des sanctions contre ceux qui ont trahi leur devoir, n° **325**. — Proposition de résolution, présentée le 21 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour que soit créée, par le Ministère de la Santé publique, une Chaire de « Synthèse chimique des corps antibactériens » à la Faculté des sciences de Paris, n° **326**. — Proposition de résolution, présentée le 27 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir une nouvelle période d'inscription électorale, n° **397**. — Rapport fait, le 26 juin 1945, au nom de la commission de l'intérieur et de la santé publique sur la proposition de résolution de Mme Ramart et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour que soit créée, par le Ministère de la Santé publique, une chaire de « synthèse chimique des corps antibactériens » à la Faculté des sciences de Paris, n° **486**.

RAMETTE (Arthur).

Proposition de résolution, présentée le 8 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures législatives propres à créer un internat scolaire pour les enfants des mariniens, n° **295**. — Proposition de résolution, présentée le 6 mars 1945 tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer aux mariniens et autres professions nomades l'exercice du droit de vote aux prochaines élections, n° **350**.

RAULIN (de) dit LABOUREUR.

Proposition de résolution, présentée le 8 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à étudier les conditions de réalisation d'un emprunt dit de la libération paysanne, n° **292**. — Proposition de résolution, présentée le 14 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à réformer l'organisation du Ministère du Ravitaillement, n° **303**. — Rapport fait, le 15 février 1945, au nom de la commission de l'agriculture et du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Laboureur, tendant à inviter le Gouvernement à réformer l'organisation du Ministère du Ravitaillement, n° **306**.

REBEYROL (Jacques).

Proposition de résolution, présentée le 20 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à frapper de nullité les décisions prises par les tribunaux d'Etat et les sections spéciales des cours d'appel, n° **367**.

ROBERT (Eugène).

Proposition de résolution, présentée le 28 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un avancement exceptionnel aux officiers et aux sous-officiers de carrière et de réserve qui ont été déportés en Allemagne, n° **575**. — Proposition de résolution, présentée le 31 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à : 1° accorder une délégation d'office ou un secours aux conjoint, ascendants ou descendants directs des Européens, prisonniers en Indochine ou combattant aux côtés des alliés ; 2° donner mainlevée des réquisitions de logements qui auraient pu être faites au préjudice de ces mêmes personnes ; 3° prévoir les conditions de relève de tous les Européens actuellement en Indochine, n° **588**. — Proposition de résolution, présentée le 31 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à : 1° assimiler les condamnés politiques pour tentative de dissidence en Indochine aux déportés politiques en France ; 2° étendre cette mesure aux internés administratifs après examen de leur dossier par la Commission d'épuration ; 3° prendre toutes mesures utiles pour leur assurer la restitution rapide de leurs biens et la réintégration dans leurs droits, n° **589**. — Rapport fait, le 3 août 1945, au nom de la commission de la France d'outremer sur : I. — la proposition de résolution de

M. Eugène Robert tendant à inviter le Gouvernement à : 1° accorder une délégation d'office ou un secours aux conjoint, ascendants ou descendants directs des Européens prisonniers en Indochine ou combattant aux côtés des alliés ; 2° donner mainlevée des réquisitions de logements qui auraient pu être faites au préjudice de ces mêmes personnes ; 3° prévoir les conditions de relèvement de tous les Européens actuellement en Indochine ; II. — la proposition de résolution de M. Eugène Robert tendant à inviter le Gouvernement à : 1° assimiler les condamnés politiques pour tentative de dissidence en Indochine aux déportés politiques en France ; 2° étendre cette mesure aux internés administratifs après examen de leur dossier par la Commission d'épuration ; 3° prendre toutes mesures utiles pour leur assurer la restitution rapide de leurs biens et la réintégration dans leurs droits, n° **624**.

ROBERT-PIMIENTA.

Proposition de résolution, présentée le 22 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance en vue d'interdire la transformation de salles de théâtre en salles de cinéma, n° **384**. — Proposition de résolution, présentée le 19 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à soumettre obligatoirement à la juridiction de tribunaux militaires spécialement constitués la conduite de certaines catégories d'officiers prisonniers de guerre rapatriés, n° **473**. — Proposition de résolution, présentée le 18 juillet 1945, tendant à faire examiner par des jurys spécialement constitués la conduite et à faire régulariser sans délai la situation des militaires déportés, n° **535**. — Proposition de résolution, présentée le 24 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la parade de la dégradation militaire publique pour les officiers généraux et les maréchaux de France, n° **553**. — Proposition de résolution, présentée le 25 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux citoyennes majeures une carte de tabac, n° **560**. — Proposition de résolution, présentée le 30 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à faire édifier, dans toutes les villes reconstruites, un théâtre et les autres bâtiments nécessaires à l'équipement intellectuel d'une cité française, n° **579**. — Proposition de résolution, présentée le 31 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à relever la limite d'âge supérieure des officiers en compensation du droit pour le commandement de les verser dans des services sédentaires ou civils à partir de leur vingtième année de service, n° **581**.

ROCHET (Waldeck).

Proposition de résolution, présentée le 9 novembre 1944, tendant à la création d'une commission de l'agriculture, n° **152**. — Proposition de résolution, présentée le 14 novembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la retraite aux vieux travailleurs aux paysans, aux artisans — et en général à tous les travailleurs indépendants dont les revenus ne dépassent pas le minimum vital, n° **167**. — Proposition de résolution, présentée le 27 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à lancer un emprunt agricole pour financer les travaux de reconstruction agricole, moderniser l'agriculture française et octroyer des prêts suffisants aux jeunes ruraux, aux prisonniers de guerre, aux déportés politiques et, d'une façon générale, à tous les paysans victimes de la guerre et de l'occupation allemande, n° **339**. — Proposition de résolution, présentée le 7 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à créer une caisse nationale des calamités agricoles, par l'assurance nationale obligatoire contre certaines calamités agricoles, n° **444**. — Rapport complémentaire fait, le 24 juillet 1945, au nom de la commission de l'agriculture et du ravitaillement sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance instituant un impôt de solidarité nationale, n° **547**.

ROUCAUTE (Roger).

Proposition de résolution, présentée le 22 novembre 1944, tendant à inviter le Gouvernement à faire de la Fête de Noël une grande journée de solidarité du peuple de France envers l'armée nationale, n° **177**. — Rapport fait, le 29 novembre 1944, au nom de la commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Roucaute et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à faire de la Fête de Noël une grande journée de solidarité du peuple de France envers l'armée nationale, n° **191**.

ROY (Emmanuel).

Proposition de résolution, présentée le 23 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à créer une Caisse spéciale des calamités viticoles, n° 335. — Rapport fait, le 4 juillet 1945, au nom de la commission de l'agriculture et du ravitaillement sur : 1° la proposition de résolution de M. Emmanuel Roy tendant à inviter le Gouvernement à créer une caisse spéciale des calamités viticoles ; 2° la proposition de résolution de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer une caisse nationale des calamités agricoles, par l'assurance nationale obligatoire contre certaines calamités agricoles, n° 505.

RUCART (Marc).

Proposition de résolution, présentée le 26 juin 1944, tendant à la création d'une intercommission des affaires musulmanes, n° 113. — Proposition de résolution, présentée le 10 juillet 1944, tendant à la modification du règlement de l'Assemblée, n° 124. — Rapport fait le 10 juillet 1944, sur la proposition de résolution tendant à la modification du règlement de l'Assemblée, n° 125.

S

SAILLANT (Louis).

Proposition de résolution, présentée le 7 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la mobilisation et à préparer le retour à la collectivité de la production, du transport et de la distribution de l'électricité et du gaz, n° 446. — Proposition de résolution, présentée le 26 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'organisation du contrôle du crédit, à la création de banques de l'économie nationale et à la mise sous tutelle en vue de leur nationalisation, de certaines grandes banques, n° 568. — Proposition de résolution, présentée le 2 août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à créer une société de service public : « Les messageries françaises de la librairie » n° 620.

SAINTE-LAGUE (André).

Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Education nationale — Enseignement technique) n° 249. — Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Budget annexe de l'Ecole centrale) n° 271. — Rapport fait le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercices 1945, (Budget annexe de la Légion d'honneur) n° 273. — Rapport fait, le 24 juillet 1945, au nom de la commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Robert-Pimienta et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance en vue d'interdire la transformation de salles de théâtre en salles de cinéma, n° 545.

SALMON (Robert).

Rapport fait, le 28 mars 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant ouverture de crédits au titre du deuxième trimestre de l'année 1945 pour les besoins de la défense nationale, (Service industriel des poudreries nationales) n° 410.

SERDA (Joseph).

Rapport fait, le 9 novembre 1943, au nom de la Commission du règlement, sur la proposition de résolution portant règlement de l'Assemblée consultative provisoire, n° 5. — Proposition de résolution, présentée le 18 novembre 1943, tendant à une modification de l'ordonnance du 17 septembre 1943, n° 10. — Proposition de résolution, présentée le 18 novembre 1943, portant addition au règlement, n° 11. — Rapport fait le 4 janvier 1944 sur la proposition de résolution portant modification au

règlement de l'Assemblée consultative provisoire, n° 18. — Proposition de résolution, présentée le 10 mai 1944, concernant le respect de la liberté individuelle et les internés politiques par voie administrative, n° 94.

SERRE (Philippe).

Proposition de résolution, présentée le 18 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à promulguer un texte ayant pour objet de définir le statut des étrangers, n° 534. — Proposition de résolution, présentée le 1^{er} août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'exercice du droit de grâce, à accélérer l'examen des pourvois, et à assurer une plus rapide exécution des décisions de justice en matière de crimes contre la sûreté de l'Etat, d'intelligences avec l'ennemi et de trahison, n° 591. — Proposition de résolution, présentée le 1^{er} août 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance suspendant l'exercice du droit de remise des pénalités fiscales, amendes ou confiscations encourues ou prononcées pour fraudes et crimes contre la Nation, n° 592.

SIMARD (M^{me}).

Proposition de résolution, présentée le 15 mai 1944, tendant à rendre hommage aux fondateurs de l'école libre des hautes études à New-York, n° 95.

STIBBE (Pierre).

Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Production industrielle), n° 261. — Proposition de résolution, présentée le 27 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à conférer l'électorat et l'éligibilité aux militaires de tous grades et de toutes armes remplissant les conditions prévues par les lois électorales en vigueur, n° 336. — Rapport fait, le 26 mars 1945, au nom de la commission de la réforme de l'Etat et de législation et de la commission de l'intérieur et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Pierre Stibbe, tendant à inviter le Gouvernement à conférer l'électorat et l'éligibilité aux militaires de tous grades et de toutes armes remplissant les conditions prévues par les lois électorales en vigueur, n° 392. — Proposition de résolution, présentée le 31 mars 1945, tendant à inviter le Gouvernement à réaliser la socialisation des mines de charbon, n° 422. — Proposition de résolution, présentée le 21 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à promulguer un texte ayant pour objet de donner un statut aux différentes catégories d'étrangers résidant en France à titre habituel, de faire naturaliser une partie de ces étrangers, de modifier et de coordonner la législation en vigueur, n° 476.

T

TESSIER (Gaston).

Proposition de résolution, présentée le 9 novembre 1944, relative à la situation tragique faite aux populations d'Alsace et de Lorraine, n° 151. — Proposition de résolution, présentée le 14 novembre 1944, invitant le Gouvernement à assurer, au sein de l'Assemblée consultative provisoire, une représentation effective des populations d'Alsace et de Lorraine, n° 166. — Proposition de résolution, présentée le 21 novembre 1944, tendant à majorer les taux des prestations des rentes d'assurances sociales et ceux des allocations de l'assistance publique, n° 169. — Proposition de résolution, présentée le 21 novembre 1944, relative aux rentes servies aux mutilés du travail, n° 170. — Proposition de résolution, présentée le 21 novembre 1944, relative au prêt au mariage, n° 171. — Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Ravitaillement) n° 262. — Proposition de résolution, présentée le 7 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à préparer un statut moderne et démocratique de l'enseignement, n° 442. — Proposition de résolution, présentée le 7 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à préparer une ordonnance portant statut général de la fonction publique, n° 443. — Proposition de résolution, présentée le 26 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à établir la parité entre les traitements des fonctionnaires et les salaires des

travailleurs du commerce et de l'industrie n° **487**. — Proposition de résolution, présentée le 26 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir de nouveaux délais pour la validation des années accomplies en qualité d'auxiliaire dans les administrations de l'Etat en vue de la retraite, n° **488**. — Proposition de résolution, présentée le 29 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à préparer un plan complet de sécurité sociale associant toutes les forces vives du pays à un commun effort de solidarité et de prévention, n° **491**. — Proposition de résolution, présentée le 17 juillet 1945, tendant à soumettre à la future Assemblée constituante certains travaux de nature à faciliter la rédaction de lois constitutionnelles, n° **527**.

THULLIER (René).

Rapport fait, le 28 mars 1945, au nom de la commission de la jeunesse et des sports sur la proposition de résolution de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour aider moralement et matériellement les Services civiques de la jeunesse, n° **401**.

TIXIER (Adrien).

Demande d'avis sur la législation sociale d'urgence à appliquer en moment de libération de la France métropolitaine, présentée le 13 mars 1944, n° **40**. — Demande d'avis sur la coopération entre les pouvoirs publics, les organisations professionnelles de travailleurs et les organisations professionnelles d'employeurs à la libération de la France, présentée le 27 mars 1944, n° 66. — Demande d'avis, présentée le 26 mars 1945, sur le projet d'ordonnance portant modification des articles 16 et 18 de l'ordonnance du 21 avril 1944 sur l'organisation des pouvoirs publics en France après la libération, n° **393**. — Demande d'avis, présentée le 25 juillet 1945, relative à un rapport sommaire sur les régimes électoraux susceptibles d'être appliqués aux prochaines élections générales, n° **564**.

TOLLET (André).

Proposition de résolution, présentée le 28 décembre 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance concernant le régime administratif de Paris et du département de la Seine, n° **241**.

TREMINTIN (Pierre).

Rapport fait, le 18 juillet 1945, au nom de la commission de l'agriculture et du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à intensifier le ravitaillement en poisson frais, n° **538**.

TUBERT (Paul).

Proposition de résolution, présentée le 17 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à la réparation des préjudices matériels et moraux portés aux fonctionnaires du cadre algérien local par l'acte du 5 octobre 1940, n° **521**. — Proposition de résolution, présentée le 17 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de la réparation des préjudices matériels et de carrière portés aux fonctionnaires du sexe féminin victimes de l'acte du 11 octobre 1940, n° **522**. — Proposition de résolution, présentée le 17 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de la réparation intégrale due aux magistrats, fonctionnaires, agents civils et militaires victimes des lois de Vichy, n° **523**.

VALENTINO (Paul).

Proposition de résolution, présentée le 6 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à adapter aux conditions économiques nouvelles la législation des accidents du travail dans les colonies de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion, et à en étendre le bénéfice aux travailleurs des exploitations agricoles, n° **280**. — Proposition de résolution, présentée le 6 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à promulguer une ordonnance autorisant les Conseils généraux de la

Guadeloupe, la Martinique et la Réunion à organiser un Office des assurances sociales dans chacune de ces colonies, n° **281**. — Proposition de résolution, présentée le 27 février 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires et, au besoin, à recourir à la réquisition des usines à sucre, pour assurer le ravitaillement de la population, n° **337**. — Rapport fait, le 21 mars 1945, au nom de la commission de l'agriculture et du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Paul Valentino tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires et, au besoin, à recourir à la réquisition des usines à sucre, pour assurer le ravitaillement de la population, n° **378**.

VERDIER (Robert).

Proposition de résolution, présentée le 17 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement : 1° à procéder à un reclassement général des traitements des fonctionnaires de l'enseignement par rapport à l'ensemble de la fonction publique ; 2° à procéder, en attendant la mise au point de cette mesure d'ensemble, à un reclassement partiel en faveur de certaines catégories particulièrement défavorisées, notamment les fonctionnaires de l'enseignement du deuxième degré, n° **518**.

VERGER (Mme Marianne).

Proposition de résolution, présentée le 10 novembre 1944, tendant à remplacer la commission des affaires économiques et sociales par : 1° une commission des affaires économiques ; 2° une commission de la famille et des affaires sociales, n° **160**. — Proposition de résolution, présentée le 6 décembre 1944, ayant pour objet de permettre aux femmes d'accéder à la magistrature, n° **209**.

VERNEYRAS (Paul).

Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945 (Information) n° **252**. — Rapport fait, le 6 février 1945, au nom de la commission des finances sur la demande d'avis déposée par le Gouvernement provisoire de la République française sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, (Radiodiffusion nationale) n° **276**.

VILLON (Pierre).

Proposition, de résolution, présentée le 6 février 1945, tendait à inviter le Ministre de la Guerre à prévoir un avancement spécial en faveur des officiers et sous-officiers de réserve en service dans les Forces françaises de l'Intérieur à la date du 6 juin 1944, n° **279**. — Proposition de résolution, présentée le 7 juin 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre en faveur des commerçants, artisans et industriels anciens prisonniers ou déportés, une ordonnance prononçant la suspension des baux commerciaux ou industriels écrits ou verbaux pour la période comprise entre la date où le locataire fut appelé sous les drapeaux ou mis en état d'arrestation et la date de son retour, n° **438**. — Proposition de résolution, présentée le 27 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à constituer une puissante armée nationale et républicaine, n° **570**. — Rapport fait, le 27 juillet 1945, au nom de la commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Pierre Villon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à constituer une puissante armée nationale et républicaine, n° **571**.

VIVIER (René).

Proposition de résolution, présentée le 9 novembre 1944, tendant, conformément au vœu émis par le Comité national de libération de l'architecture, à l'institution d'un débat sur la création d'un Ministère de la construction et de l'urbanisme, n° **153**. — Proposition de résolution, présentée le 10 novembre 1944, tendant à la nomination d'une Commission de la construction, de la reconstruction et de l'urbanisme, n° **161**. — Proposition de résolution, présentée le 19 juin 1945, tendant à demander au Gouvernement de modifier et de compléter les lois instituant l'ordre des architectes et réglant le titre de la profession en vue de permettre son accession aux commis et aux architectes des administrations privées, n° **472**. — Proposition de résolution, présentée le 3 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à ne fixer la base définitive du capital sur lequel sera perçu le nouvel impôt de

péréquation nationale qu'après déduction du montant des dommages de guerre, n° **498**. — Proposition de résolution, présentée le 17 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à ne proposer la répartition des architectes selon les besoins de la reconstruction qu'après consultation du nouveau conseil supérieur de l'ordre élu, n° 524. — Proposition de résolution, présentée le 25 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à s'opposer par des mesures énergiques aux abus qu'entraînent les sous-locations d'appartements et les reprises de meubles, n° 561. — Proposition de résolution présentée le 26 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à définir sa politique en matière de reconstruction, n° 566. — Proposition de résolution, présentée le 26 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à modifier la loi du 31 décembre 1940 réglementant la profession d'architecte dans le sens des dispositions prévues par le comité national de libération de l'architecture, n° 567.

W

WOLFF (Jules).

Proposition de résolution, présentée le 19 juillet 1945, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance accordant des avances aux sinistrés expulsés et des prêts à taux réduit aux petits industriels ou artisans expulsés rapatriés, n° 543.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DEUXIÈME PARTIE

(Par matières)

TABLE ALPHABÉTIQUE

DEUXIÈME PARTIE

(Par matières)

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Gaston Tessier et plusieurs de ses collègues relatives aux rentes servies aux mutilés du travail, présentée le 21 novembre 1944 (renvoyée à la Commission du travail), n° **170**.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Ambroise Croizat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour relever certains accidentés du travail de la forclusion consécutive à la prescription annale, présentée le 10 juillet 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° **508**.

§ 3. — *Voy. Colonies et pays de protectorats, § 1.*

ACCORD (de Bretton Woods). — *Voy. Traités et Conventions, § 1.*

ACCROISSEMENTS DE FORTUNE. — *Voy. Redressement financier, § 2.*

ACOMPTE AUX SINISTRÉS. — *Voy. Sinistrés, § 7.*

ACTES DE DÉVOUEMENT. — *Voy. Pensions d'invalidité, § 1.*

ADMINISTRATEURS (Poursuites contre certains). — *Voy. Poursuites, § 1.*

ADMINISTRATIONS DE L'ÉTAT.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Etienne Fajon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures législatives propres à donner un statut de fonctionnaires aux auxiliaires des administrations de l'Etat, des communes et des Services publics, présentée le 20 décembre 1944 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 226.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Etienne Fajon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à donner un statut aux auxiliaires des administrations permanentes qui ne possèdent pas le nombre d'années leur permettant de prétendre à la titularisation, présentée le 28 décembre 1944 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 239.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Etienne Fajon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures législatives propres à donner un statut aux auxiliaires des administrations provisoires, présentée le 28 décembre 1944 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 240.

ADOPTION. — Proposition de résolution de M^{me} Aubrac et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier et à compléter la législation sur l'adoption et la légitimation adoptive en vue de faciliter les adoptions et de donner à l'enfant adopté une situation juridique et morale aussi proche que possible de celle de l'enfant légitime, présentée le 21 février 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme (de l'Etat), n° 327 ; rapport le 10 juillet par M. Maurice Guérin, n° 510 ; adoption le 30 juillet 1945 ; résolution n° 123.

ADRESSE DE FÉLICITATIONS AUX TROUPES. — *Voy. Alsace et Lorraine, § 5.*

AFFICHAGE ÉLECTORAL. — *Voy. Elections, § 14.*

AGENTS DES SERVICES PUBLICS. — *Voy. Services publics.*

AGGLOMÉRATION PARISIENNE. — *Voy. Départements et communes, § 2.*

AGRICULTEURS. — *Voy. Dommages de guerre, § 6.*

AGRICULTURE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M^{me} Ramart et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder une prime spéciale aux cultivatrices qui ont fait valoir une exploitation agricole pendant la guerre en l'absence du chef d'exploitation ; 2° à exonérer ces mêmes cultivatrices de l'impôt sur les bénéfices agricoles, présentée le 7 décembre 1944 (renvoyée à la Commission des finances), n° 213.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Waldeck-Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à lancer un emprunt agricole pour financer les travaux de reconstruction agricole, moderniser l'agriculture française et octroyer des prêts suffisants aux jeunes ruraux, aux prisonniers de guerre, aux déportés politiques et, d'une façon générale, à tous les paysans victimes de la guerre et de l'occupation allemande, présentée le 27 février 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 339.

§ 3. — Proposition de résolution de M. André Colin et de plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures rapides concernant le remembrement des propriétés

agricoles et à réorganiser le commissariat au remembrement, présentée le 18 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 531 ; rapport le 1^{er} août (2^e séance) par M. Pierre Julitte, n° 595.

ALCOOLISME. — Demande d'avis sur le projet d'ordonnance relatif à la lutte contre l'alcoolisme, présentée le 7 juin 1945 par M. François Billoux, Ministre de la Santé publique (renvoyée à la Commission de l'intérieur, n° 433).

ALGÉRIE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Mohamed Bendjelloul tendant à instituer un débat immédiat au sein de l'Assemblée Consultative Provisoire, sur les événements tragiques dont l'Algérie a été récemment le théâtre, afin de faire connaître à l'opinion démocratique métropolitaine toute la vérité ; d'établir toutes les responsabilités et résoudre, alors qu'il en est encore temps, le problème algérien, présentée le 7 juin 1945 (renvoyée à la Commission de coordination des affaires musulmanes), n° 450.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Raymond Blanc et plusieurs de ses collègues relative à la situation économique et politique de l'Algérie, présentée le 26 juin 1945 (envoyée à la Commission de coordination des affaires musulmanes), n° 485.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Paul Tubert tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à la réparation des préjudices matériels et moraux portés aux fonctionnaires du cadre algérien local par l'Acte du 5 octobre 1940, présentée le 17 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de coordination des affaires musulmanes), n° 521.

§ 4. — Proposition de résolution de M. José Aboulker tendant à inviter le Gouvernement à assurer la représentation de l'Algérie à l'Assemblée constituante par un nombre égal de représentants de chaque collège électoral français et musulman, présentée le 28 juillet 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat et à la Commission de l'intérieur), n° 576 ; rapport le 1^{er} août (2^e séance) par M. José Aboulker, n° 600 ; adoption le 2 août 1945 ; résolution n° 128.

§ 5. — *Voy. Vieux travailleurs*, § 6.

ALLEMAGNE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Pierre-Olivier Lapie tendant à inviter le Gouvernement à proposer l'organisation, suivant certains principes, du contrôle économique de l'Allemagne, présentée le 20 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des affaires étrangères), n° 370 ; rapport le 23 mars (2^e séance) par M. Pierre-Olivier Lapie, n° 386.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Jacques Benêt tendant à inviter le Gouvernement à accorder toute l'attention nécessaire au problème si délicat des futures frontières et du futur statut politique de l'Allemagne, présentée le 25 juillet 1945 (renvoyée à la Commission des affaires étrangères), n° 562 ; rapport le 25 juillet par M. Jacques Benêt, n° 563.

ALLOCATIONS,

— aux prisonniers et déportés. — *Voy. Prisonniers et déportés*, § 2.

— aux travailleurs civils requis. — *Voy. Prisonniers et déportés*, § 2.

ALLOCATIONS PRÉ-NATALES. — Proposition de résolution de M. André Colin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance destinée à instituer des allocations prénatales au bénéfice des futures mères, présentée le 29 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission du travail), n° 412.

ALLOCUTIONS.

§ 1^{er}. — Allocution de M. Georges Buisson, président d'âge, à l'ouverture de la 1^{re} session de l'Assemblée, prononcée le 3 novembre 1943, n° 2.

§ 2. — Allocution de M. le Général de Gaulle, président du Comité Français de la Libération nationale, prononcée le 3 novembre 1943, n° 3.

§ 3. — Allocution de M. Félix Gouin, président, prononcée le 10 novembre 1943, n° 7.

§ 4. — Allocution de M. Paul Cuttoli, président d'âge, à l'ouverture de la 5^e session ordinaire, prononcée le 7 novembre 1944, n° **148**.

§ 5. — Allocution de M. Félix Gouin, président de l'Assemblée Consultative Provisoire, lors de l'installation du bureau définitif, prononcée le 9 novembre 1944, n° **149**.

§ 6. — Allocution de M. le Général de Gaulle, président du Gouvernement provisoire de la République Française, prononcée le 9 novembre 1944, n° **150**.

§ 7. — Allocution de M. Gustave Eychène, président d'âge, à l'ouverture de la 2^e session ordinaire de 1945, prononcée le 5 juin 1945, n° **431**.

§ 8. — Allocution de M. Félix Gouin, président de l'Assemblée Consultative Provisoire, lors de l'installation du bureau définitif, prononcée le 7 juin 1945, n° **432**.

§ 9. — Allocution prononcée le 3 août 1945 par M. Félix Gouin, président de l'Assemblée Consultative Provisoire, n° **630**.

§ 10. — Allocution prononcée le 3 août 1945 par M. le Général de Gaulle, président du Gouvernement Provisoire de la République Française, n° **631**.

ALSACE ET LORRAINE.

§ 1^{er}. — Proposition de [résolution de M. René Capitant et plusieurs de ses collègues sur la représentation de l'Alsace et de la Lorraine à l'Assemblée consultative provisoire, présentée le 9 novembre 1943, n° 6.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Gaston Tessier et plusieurs de ses collègues relative à la situation tragique faite aux populations d'Alsace et de Lorraine, présentée le 9 novembre 1944 (renvoyée à la Commission d'Alsace et de Lorraine), n° **151**.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Gaston Tessier et plusieurs de ses collègues invitant le Gouvernement à assurer, au sein de l'Assemblée Consultative Provisoire, une représentation effective des populations d'Alsace et de Lorraine, présentée le 14 novembre 1944 (renvoyée à la Commission d'Alsace et de Lorraine), n° **166**.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Edmond Naegelen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter l'Assemblée Consultative Provisoire à adresser le témoignage de sa sympathie aux populations de l'Alsace et de la Lorraine à l'occasion du jour anniversaire de l'entrée des troupes françaises à Strasbourg le 22 novembre 1918, présentée le 21 novembre 1944 (renvoyée à la Commission d'Alsace-Lorraine), n° **168** ; rapport le 21 novembre par M. Edmond Naegelen, n° **175** ; adoption le 22 novembre ; résolution n° **55**.

§ 5. — Proposition de résolution de M. Justin Godart relative au crédit coopératif en Alsace et en Lorraine, présentée le 28 novembre 1944 (renvoyée à la Commission d'Alsace-Lorraine), n° **188** ; rapport le 13 mars 1945 par M. Naegelen, n° **361**.

§ 6. — Proposition de résolution de MM. Alphonse Juge et Paul Simon tendant à envoyer une adresse de félicitations aux troupes françaises qui viennent d'assurer victorieusement la libération de l'Alsace,

présentée le 13 février 1945 (renvoyée à la Commission d'Alsace-Lorraine), n° 297 ; rapport verbal par M. Naegelen et adoption le 13 février 1945 ; résolution n° 63.

AMENDES. — Voy. *Remises fiscales*.

AMNISTIE. — Proposition de résolution de M. André Mercier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre une mesure d'amnistie en faveur des condamnés primaires de droit commun pour des larcins ayant comme fin l'appropriation de denrées alimentaires, de combustibles, de vêtement ou des titres correspondants pendant l'occupation allemande, présentée le 5 décembre 1944 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 203.

ARCHITECTES.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. René Vivier tendant à demander au Gouvernement de modifier et de compléter les lois instituant l'Ordre des architectes et réglementant le titre de la profession en vue de permettre son accession aux commis et aux architectes des administrations privées, présentée le 19 février 1945 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 472.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Perney tendant à demander au Gouvernement de procéder à une refonte complète de la loi du 31 décembre 1940, instituant l'Ordre des architectes et réglementant le titre de la profession d'architecte, en vue de permettre le rétablissement de la liberté syndicale et d'assurer aux assujettis les garanties nécessaires à une bonne administration de la justice, présentée le 26 juin 1945 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 484.

§ 3. — Proposition de résolution de M. René Vivier tendant à inviter le Gouvernement à ne proposer la répartition des architectes selon les besoins de la reconstruction qu'après consultation du nouveau Conseil supérieur de l'Ordre élu, présentée le 17 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de l'équipement national), n° 524.

§ 4. — Proposition de résolution de M. René Vivier tendant à inviter le Gouvernement à modifier la loi du 31 décembre 1940 réglementant la profession d'architecte dans le sens des dispositions prévues par le Comité national de libération de l'architecture, présentée le 26 juillet 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 567.

ARMÉE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire de la Fête de Noël une grande journée de solidarité du peuple de France envers l'armée nationale, présentée le 22 novembre 1944, (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 177 ; rapport le 29 novembre par M. Roucaute, n° 191 ; adoption le 30 novembre 1944 ; résolution n° 56.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Etienne Gagnaire et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à libérer rapidement les coloniaux, anciens prisonniers de guerre, et à les envoyer dans le Midi de la France, en attendant leur embarquement pour leurs foyers, présentée le 21 décembre 1944 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 230 ; rapport le 20 février 1945 par M. Albert Bouzanquet, n° 310 ; adoption le 6 mars ; résolution n° 67.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Pierre Villon, Jean de Vogué et Maurice Kriegel tendant à inviter le Ministre de la Guerre à prévoir un avancement spécial en faveur des officiers et sous-officiers de réserve en service dans les Forces Françaises de l'Intérieur à la date du 6 juin 1944, présentée le 6 février 1945 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 279.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Etienne Gagnaire et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ne pas remobiliser les prisonniers de guerre, évadés ou rapatriés d'Allemagne, présentée le 7 février 1945 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 287 ; rapport le 26 mars par M. Etienne Gagnaire, n° 394.

§ 5. — Proposition de résolution de M. Maurice Kriegel tendant à inviter le Gouvernement à organiser suivant certains principes l'intégration et l'utilisation dans l'armée des cadres issus des F. F. I., présentée le 21 février 1945 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 328 ; rapport le 22 février par M. Maurice Kriegel, n° 329 ; adoption le 7 mars ; résolution n°68.

§ 6. — Proposition de résolution de MM. Gagnaire et Schwob, tendant à inviter le Gouvernement à mobiliser sur place les spécialistes des jeunes classes indispensables à la bonne marche des usines travaillant pour la défense nationale, présentée le 21 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 377 ; rapport le 31 mars par M. Etienne Gagnaire, n° 428 ; adoption le 27 juin 1945 ; résolution n° 100.

§ 7. — Proposition de résolution de M. Kriegel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder à une véritable épuration de l'armée, présentée le 21 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la justice et à la Commission de la défense nationale), n° 379 ; rapport le 29 mars (2^e séance) par M. Kriegel, n° 415 ; adoption le 20 juin 1945 ; résolution n° 90.

§ 8. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à donner aux étudiants en médecine une affectation militaire en rapport avec leurs aptitudes, présentée le 7 juin 1945 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 437.

§ 9. — Proposition de résolution de M. Pascal Muselli tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la démobilisation des militaires d'Afrique du Nord appartenant aux classes démobilisées et aux classes non encore appelées ou partiellement appelées dans la métropole, présentée le 22 juin 1945 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 479 ; rapport le 18 juillet par M. Albert Bouzanquet, n° 540.

§ 10. — Proposition de résolution de M. Pascal Muselli tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance relative à l'incorporation dans les cadres de l'armée active des officiers de réserve de l'Afrique du Nord qui en feront la demande, présentée le 22 juin 1945 (renvoyée à la Commission de la Défense nationale), n° 480.

§ 11. — Proposition de résolution de M. Pierre Villon tendant à inviter le Gouvernement à constituer une puissante armée nationale et républicaine, présentée le 27 juillet 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 570 ; rapport le 27 juillet (2^e séance) par M. Pierre Villon, n° 571 ; adoption le 1^{er} août 1945 ; résolution n° 127.

§ 12. — Proposition de résolution de MM. Eugène Robert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un avancement exceptionnel aux officiers et aux sous-officiers de carrière et de réserve qui ont été déportés en Allemagne, présentée le 28 juillet 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de défense nationale), n° 575.

§ 13. — Proposition de résolution de M. Robert-Pimienta tendant à inviter le Gouvernement à relever la limite d'âge supérieure des officiers en compensation du droit pour le commandement de les verser dans des services sédentaires ou civils à partir de leur vingtième année de service, présentée le 31 juillet 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 581.

§ 14. — Proposition de résolution de M. Paul Bacon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer le problème de la mobilisation des classes 39 (dernier contingent), 40, 41 et 42, dans un esprit de justice et dans le sens d'un aménagement familial très favorable, compte tenu des possibilités et des nécessités du relèvement économique et financier, présentée le 2 août 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la défense nationale) n° 605.

ARRONDISSEMENTS PARISIENS. —

Voy. Paris (Ville de), § 1.

ARTISANAT. — Proposition de résolution de M. André Mercier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour supprimer les délégués artisanaux, régionaux et départementaux institués par Vichy, présentée le 14 mars 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° **364** ; rapport le 25 juillet par M. Bernard Paumier, n° **559**.

ARTISANS.

— déportés. — Voy. Déportés, § 1.

— expulsés et sinistrés rapatriés. — Voy. Expulsés.

— sinistrés. — Voy. Expulsés, Sinistrés, §2.

ARTISTES. — Voy. Radiodiffusion, § 1^{er}.

ASSEMBLEE CONSTITUANTE.

§ 1^{er} — Demande d'avis sur le projet d'ordonnance relatif à l'élection et à la réunion ultérieure de l'Assemblée chargée de procéder à la constitution du Gouvernement provisoire, présentée le 25 novembre 1943, par M. André Philip, commissaire d'Etat (renvoyée à la Commission de réforme de l'Etat et de législation), n° **17**.

§ 2. — Proposition de résolution de M. François Billoux et plusieurs de ses collègues sur le projet de statut politique provisoire de la République française depuis le commencement de la Libération du territoire jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante, présentée le 18 janvier 1944 (renvoyée à la Commission de réforme de l'Etat et de législation), n° **28**.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Félix Boillot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à insérer dans les textes relatifs à l'Assemblée Constituante le principe de la représentation des colonies de Français résidant à l'étranger, présentée le 7 juin 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° **449**.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Vincent Auriol et plusieurs de ses collègues relative à l'élection et aux attributions d'une Assemblée Nationale, présentée le 3 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat et de législation), n° **501**.

§ 5. — Demande d'avis sur un projet d'ordonnance et un projet de loi relatifs à l'élection d'une Assemblée Constituante et à l'organisation provisoire des pouvoirs publics, présentée le 17 juillet 1945 par M. le Général de Gaulle, Président du Gouvernement provisoire de la République française (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° **526** ; rapport le 24 juillet par M. Marcel Plaisant, n° **543** ; adoption le 29 juillet 1945 ; avis n° **116**.

§ 6. — Proposition de résolution de M. Gaston Tessier tendant à soumettre à la future Assemblée Constituante certains travaux de nature à faciliter la rédaction de lois constitutionnelles, présentée le 17 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° **527**.

§ 6. — Proposition de résolution de M. Hamon tendant à inviter le Gouvernement à appliquer les inéligibilités prévues par l'ordonnance du 21 avril 1944 aux élections à l'Assemblée Constituante, présentée le 1^{er} août 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat et à la Commission de l'Intérieur), n° **602** ; rapport le 1^{er} août (2^e séance) par M. Hamon, n° **603** ; adoption le 3 août 1945 ; résolution n° **133**.

ASSEMBLÉE CONSULTATIVE PROVISOIRE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Joseph Serda et plusieurs de ses collègues tendant à une modification de l'ordonnance du 17 septembre 1943, portant constitution d'une Assemblée consultative provisoire, présentée le 18 novembre 1943, n° **10** ; adoption le même jour.

§ 2. — Proposition de résolution de MM. Marcel Astier, André Hauriou et Joseph Serda tendant à la prolongation de la durée des sessions de l'Assemblée consultative provisoire, présentée le 21 janvier 1944 (renvoyée à la Commission du règlement), n° 31.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Raymond Blanc et plusieurs de ses collègues tendant à demander au Gouvernement de modifier l'ordonnance constitutive du 11 octobre 1944, présentée le 9 novembre 1944 (renvoyée à la Commission du règlement), n° 156 ; rapport le 10 novembre par M. Jules Moch, n° 163 ; adoption le 10 novembre 1944 ; résolution n° 54.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Paul Aurange et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 17 de l'ordonnance constitutive du 11 octobre 1944 modifiant la composition, le fonctionnement et les attributions de l'Assemblée Consultative provisoire, présentée le 20 février 1945 (renvoyée à la Commission du règlement), n° 320.

§ 5. — Proposition de résolution de M. Hettier de Boislambert et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux représentants de l'Indochine deux nouveaux sièges à l'Assemblée Consultative provisoire, présentée le 1^{er} mars 1945 (renvoyée à la Commission de la France d'outre-mer), n° 344 ; rapport le 20 mars (2^e séance) par M. André Mutter, n° 368 ; adoption le 27 juin 1945 ; résolution n° 98.

§ 6. — Demande d'avis sur le projet d'ordonnance autorisant à retarder l'ouverture de la 2^e session ordinaire de l'Assemblée Consultative provisoire en 1945 et prorogeant, le cas échéant, le Bureau de cette Assemblée, présentée par M. Jules Jeanneney, Ministre d'Etat, le 21 mars 1945 (1^{re} séance) (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 371.

§ 7. — Proposition de résolution de M. Mohamed Bendjelloul tendant à inviter le Gouvernement à faire représenter les musulmans algériens à l'Assemblée Consultative provisoire par six délégués élus par les Conseils généraux d'Algérie, présentée le 23 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des affaires musulmanes), n° 390.

§ 8. — Demande d'avis sur le projet d'ordonnance portant modification des articles 16 et 18 de l'ordonnance du 21 avril 1944 sur l'organisation des pouvoirs publics en France après la libération, présentée le 26 mars 1945 par M. Adrien Tixier, Ministre de l'Intérieur (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 393 ; rapport le 30 mars par M. Maurice Guérin, n° 416.

§ 9. — Proposition de résolution de M. Vincent Auriol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance élargissant l'Assemblée Consultative provisoire par l'adjonction de délégués prisonniers et déportés, présentée le 12 juin 1945 (renvoyée à la Commission des prisonniers), n° 451.

§ 10. — Demande d'avis sur le projet d'ordonnance tendant à instituer une 5^e catégorie de membres de l'Assemblée Consultative provisoire réservée aux déportés et prisonniers, présentée le 12 juin 1945 par M. Jules Jeanneney, Ministre d'Etat (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 454 ; rapport le 12 juin par M. Paul Bastid, n° 458 ; adoption le 14 juin 1945 ; avis n°88.

ASSEMBLÉE NATIONALE. — Voy. *Assemblée Constituante*, § 2. — *Elections*, § 23.

ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE. — Voy. *Algérie*, § 4. — *Elections*, §§ 3, 4.

ASSEMBLÉE REPRÉSENTATIVE. —

Voy. *Elections*, § 7.

ASSISTANCE JUDICIAIRE. — Proposition de résolution de M. Pierre Bugeaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux prisonniers de guerre, déportés politiques et travailleurs requis l'assistance judiciaire dans le minimum de temps et sur simple affirmation de l'insuffisance de leurs ressources, présentée le 14 juin 1945 (renvoyée à la Commission des prisonniers), n° 461.

ASSISTANCE PUBLIQUE (Allocations de l'). — Voy. *Assurances sociales*, § 1.

ASSOCIATIONS. — Proposition de résolution de M. Albert Bouzanquet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet de déclarer non-applicables aux associations comprenant des protégés français, les dispositions relatives aux associations étrangères, présentée le 15 juin 1945 (renvoyée à la Commission de l'intérieur et de la santé publique), n° **468**.

ASSOCIATIONS (Dissolution d'). — Proposition de résolution de M. Frédéric Joliot-Curie et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la dissolution immédiate de deux associations qui se livrent à la propagande antisémite, présentée le 29 novembre 1944 (renvoyée à la Commission de l'Intérieur), n° **195**.

ASSOCIATIONS SYNDICALES DE SINISTRÉS. — Proposition de résolution de M. Nisse et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier le statut des associations syndicales de sinistrés constituées en vue du « remembrement » et de la « reconstruction », présentée le 2 août 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'équipement national), n° **608**.

ASSURANCES. — Voy. *Nationalisations*, §4.

ASSURANCES SOCIALES.

§ 1^{er} — Proposition de résolution de M. Gaston Tessier et plusieurs de ses collègues tendant à majorer les taux des prestations des rentes d'assurances sociales et ceux des allocations de l'assistance publique, présentée le 21 novembre 1944 (renvoyée à la Commission du travail), n° **169**.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Georges Buisson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention aux caisses primaires d'assurances sociales pour combler leurs déficits, présentée le 28 novembre 1944 (renvoyée à la Commission du travail), n° **189** ; rapport le 6 décembre par M. Georges Buisson, n° **211**.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Pierre Bugeaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à confier aux caisses d'assurances sociales l'ensemble de l'aide médicale temporaire, y compris les soins dentaires, présentée le 28 juillet 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission du travail), n° **574**.

AUTEURS. — Voy. *Radiodiffusion*, § 1.

AUTRICHE. — Voy. *Petites nations d'Europe centrale*.

AUXILIAIRES. — Voy. *Administrations de l'Etat*, §§ 1, 2, 3.

— Validation des années de service. — Voy. *Pensions et retraites*, § 2.

AVANCEMENT EXCEPTIONNEL. — Voy. *Armées*, § 12.

B

BANQUES (Grandes). — Mise en tutelle Voy. *Crédit* (Contrôle du).

BANQUES COUPABLES D'INTELLIGENCE AVEC L'ENNEMI. — Voy. *Poursuites*.

BANQUES DE L'ÉCONOMIE NATIONALE. — Voy. *Crédit* (Contrôle du).

BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE. — Voy. *Poursuites*.

BAUX A LOYER. — Voy. *Loyers et fermages*, § 7.

BAUX COMMERCIAUX OU INDUSTRIELS. — Voy. *Loyers et fermages*, §§ 4, 7.

BAUXITE (Exploitation de). — Voy. *Caisse de retraite des ouvriers mineurs*.

BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX. — Voy. *Impôts*, § 7.

BIENS.

— nécessaires à la vie. — Voy. *Dommmages de guerre*, § 4.

— restitution aux personnes spoliées. — Voy. *Nullité des actes de spoliation*, §§ 1, 2.

BILANS (Révision des). — Voy. *Impôts*, §7.

BOURSES SPÉCIALES AUX PRISONNIERS. — Voy. *Etudiants*.

BUDGET DE 1941. — Proposition de résolution de MM. Jaubert, Manant et Labrousse tendant à inviter le Gouvernement à constater la nullité de l'article 4 de l'acte dit « loi du 28 juin 1941 » portant fixation du budget de l'exercice 1941, présentée le 6 mars 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 355.

BUDGET DE 1944.

§ 1^{er}. — Demande d'avis sur le projet de budget du Comité Français de la Libération nationale pour l'exercice 1944, présentée le 25 novembre 1943 par M. Pierre Mendès-France, commissaire aux Finances (renvoyée à la Commission des finances), n° 16 ; rapport le 4 janvier 1944 par M. André Duval, n° 19.

§ 2. — Demande d'avis sur le projet d'ordonnance portant fixation des crédits complémentaires du budget général pour l'exercice 1944, présentée par M. Pierre Mendès-France, commissaire aux Finances le 26 juin 1944 (renvoyée à la Commission des finances), n° 112 ; rapport le 3 juillet par M. Dumesnil de Gramont, n° 119 ; adoption le 13 juillet.

§ 3. — Demande d'avis sur le projet d'ordonnance portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1944, présentée le 14 novembre 1944 par M. Plevén, Ministre des Colonies, Ministre des Finances par intérim (renvoyée à la Commission des finances), n° 164 et annexe ; rapport le 23 novembre par M. André Philip, n° 184 ; rapport supplémentaire le 29 novembre, n° 190 ; adoption le 7 décembre 1944 ; avis n°57.

§ 4. — Demande d'avis sur le projet collectif d'ordonnance portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1944, présentée le 14 février 1945 par M. Plevén, Ministre des Finances (renvoyée à la Commission des finances), n° 302 ; rapport le 20 février par M. André Philip, n° 319 ; adoption le 7 mars 1945 ; avis n° 69.

§ 5. — Demande d'avis sur le projet collectif d'ordonnance portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1944, présentée le 12 juin 1945 par M. René Plevén, Ministre des Finances (renvoyée à la Commission des finances), n° 452 ; rapport le 21 juin par M. André Philip, n° 478 ; adoption le 26 juin 1945 ; avis n° 94.

BUDGET DE 1945.

§ 1^{er}. — Demande d'avis sur le projet d'ordonnance portant fixation des crédits applicables au budget général pour les trois premiers mois de l'exercice 1945, présentée le 6 décembre 1944 par M. René Plevén, Ministre des Finances (renvoyée à la Commission des finances), n° 207 ; rapport le 19 décembre par M. André Philip, n° 222 ; adoption le 20 décembre 1944 ; avis n° 62.

§ 2. — Demande d'avis sur le projet d'ordonnance portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945, présentée le 26 décembre 1944 (renvoyée à la Commission des finances), n° 233 ; rapport général le 6 février 1945 par M. André Philip, n° 242 ; rapports particuliers le même jour : Affaires étrangères par M. Pierre Meunier, n° 243 ; Agriculture par M. Alexis Joubert, n° 244 ; Assemblée Consultative provisoire par M. Bosman Van Wolput, n° 245 ; Colonies (services civils) par M. Hettier de Boislambert, n° 246 ; Economie nationale par M. André Isoré, n° 247 ; Education nationale (services de l'éducation nationale), par M. Georges Cogniot, n° 248 ; Education nationale (enseignement technique) par M. André Sainte-Laguë, n° 249 ; Education nationale (jeunesse, éducation physique et sports) par M. Guy de Boisson, n° 250 ; Finances par M. Joseph Denais, n° 251 ; Information par M. Paul Verneyras, n° 252 ; Intérieur par M. Paul Auxionnaz, n° 253 ; Justice par M. Laurent Bonneval, n° 254 ; Ministère d'Etat par M. Bosman Van Wolput, n° 255 ; Ministre délégué en Afrique du Nord par M. Raymond Blanc, n° 256 ; Missions françaises aux Etats-Unis (services civils) par M. Francis Perrin, n° 257¹ ; Missions françaises en Grande-Bretagne (services civils) par M. Francis Perrin, n° 258¹ ; Présidence du Gouvernement provisoire par M. Bosman Van Wolput, n° 259 ; Prisonniers, déportés et réfugiés par M. Antoine Avinin, n° 260 ; Production industrielle par M. Pierre Stibbe, n° 261 ; Ravitaillement par M. Gaston Tessier, n° 262 ; Reconstruction et urbanisme par M. Joseph Laniel, n° 263 ; Santé publique (services de la santé publique) par M. Marrane, n° 264 ; Santé publique (famille) par M. Francis Perrin, n° 265 ; Travail et sécurité sociale (services du travail) par M. Pierre Neumeyer, n° 266 ; Travail et sécurité sociale (anciens combattants) par M. Joseph Costa, n° 267 ; Travaux publics et transports (services des travaux publics et transports) par M. Chaumié, n° 268 ; Travaux publics et transports (marine marchande) par M. Mohamed Bendjelloul, n° 269 ; Caisse nationale d'épargne par M. Jean Dulac, n° 270 ; Ecole centrale par M. André Sainte-Laguë, n° 271 ; Imprimerie nationale par M. Robert Chambeiron, n° 272 ; Légion d'honneur par M. André Sainte-Laguë, n° 273 ; Monnaies et médailles par M. Robert Chambeiron, n° 274 ; Postes, Télégraphes et Téléphones par M. Jean Dulac, n° 275 ; Radiodiffusion nationale par M. Paul Verneyras, n° 276 ; adoption le 30 mars 1945 ; Avis n° 80.

§ 3. — Demande d'avis sur le projet d'ordonnance portant ouverture de crédits au titre du deuxième trimestre de l'année 1945 pour les besoins de la défense nationale, présentée le 27 mars 1945 (2^e séance) par M. René Pleven, Ministre des Finances (renvoyée à la Commission des finances), n° 400 ; rapport général le 28 mars (2^e séance) par M. André Philip, n° 404 ; rapports particuliers dans la même séance sur : l'Air par M. Marcel Lévêque, n° 405 ; sur les Colonies (dépenses militaires) par M. Hettier de Boislambert, n° 406 ; sur la Guerre par M. Joanny Berlioz, n° 407 ; sur la Marine par M. Chaumié, n° 408 ; sur le budget annexe du Service des essences par M. Chaumié, n° 409 ; sur le budget annexe du Service industriel des poudreries nationales par M. Robert Salmon, n° 410 ; avis n° 81.

§ 4. — Demande d'avis sur le projet d'ordonnance portant ouverture de crédits, au titre du troisième trimestre de l'année 1945, pour les besoins de la défense nationale, présentée le 15 juin 1945 par M. René Pleven, Ministre des Finances (renvoyée à la Commission des finances), n° 466 ; rapport verbal le 28 juin par M. André Philip ; adoption le 29 juin 1945 ; avis n° 105.

§ 5. — Demande d'avis sur un projet d'ordonnance portant ouverture de crédits sur l'exercice 1945, présentée le 29 juin 1945 par M. René Pleven, Ministre des Finances (renvoyée à la Commission des finances), n° 492 ; rapport verbal le 25 juillet 1945 par M. André Philip ; adoption le 5 juillet 1945 ; avis n° 106.

§ 6. — Demande d'avis sur le projet collectif d'ordonnance relatif au report de crédits de l'exercice 1944 à l'exercice 1945, présentée le 4 juillet 1945 par M. René Pleven, Ministre des Finances (renvoyée à la Commission des finances), n° 504 ; rapport verbal le 30 juillet par M. André Philip ; adoption le 30 juillet 1945 ; avis n° 118.

BULLETINS DEVOTE (Distribution des).

— Voy. *Elections*, § 14.

¹ Rapports fusionnés en une seule impression

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE CONSULTATIVE PROVISOIRE. — *Voy. Assemblée Consultative provisoire, § 4.*

BUREAUX DE PLACEMENT, — *Voy. Offices de placement.*

C

CAISSES D'ASSURANCES SOCIALES.

— *Voy. Assurances sociales, §§ 2 et 3.*

CAISSES DE RETRAITE DES OUVRIERS MINEURS. — Proposition de résolution de M. Martel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faire bénéficier les ouvriers des exploitations de bauxite des dispositions de la législation spéciale de la caisse autonome des retraites et des caisses de secours des ouvriers mineurs, présentée le 13 mars 1945 (renvoyée la Commission de l'équipement national), n° 362.

CAISSES DE SECOURS DES OUVRIERS MINEURS. — *Voy. Caisses de retraite des ouvriers mineurs.*

CAISSE NATIONALE (OU SPÉCIALE) DES CALAMITÉS AGRICOLES. — *Voy. Calamités agricoles, §§ 1 et 2.*

CALAMITÉS AGRICOLES.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Emmanuel Roy tendant à inviter le Gouvernement à créer une caisse spéciale des calamités viticoles, présentée le 23 février 1945 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 335; rapport collectif le 4 juillet par M. Emmanuel Roy, n° 505 (*Voy. § 2 ci-dessous*).

§2. — Proposition de résolution de M. Waldeck Cochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer une caisse nationale des calamités agricoles, par l'assurance nationale obligatoire contre certaines calamités agricoles, présentée le 7 juin 1945 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 444 ; rapport collectif le 4 juillet par M. Emmanuel Roy, n° 505 (*Voy. § 1^{er} ci-dessus*).

CAMPS DE SÉJOUR SURVEILLÉ. — *Voy. Internés politiques, § 2.*

CAPITAL (Base du). — *Voy. Impôts, § 8.*

CARTE DE TABAC. — Proposition de résolution de M. Robert-Pimienta tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux citoyennes majeures une carte de tabac, présentée le 25 juillet 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 560.

CARTE ÉLECTORALE. — *Voy. Elections, § 17.*

CHAIRE DE « SYNTHÈSE CHIMIQUE DES CORPS ANTI-BACTÉRIENS ». — *Voy. Enseignement supérieur.*

CHAMBRES DE COMMERCE. — Proposition de résolution de M- André Baud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier la loi du 19 février 1908 en vue d'assurer la représentation des coopératives non agricoles dans les chambres de Commerce, présentée le 20 février 1945 (renvoyée à la Commission de coordination des affaires économiques et sociales, n° 317).

CHAMBRES DÉPARTEMENTALES DU TRAVAIL. — *Voy. Travail (Organisation du).*

CIRCULATION FIDUCIAIRE. — *Voy. Redressement financier, § 1.*

CODE D U TRAVAIL. — Livre III -Titre II. *Voy. Coopératives, § 1.*

COLLABORATION AVEC L'ENNEMI.

— Répression de la. — § 1^{er}. — Proposition de résolution de M. René Cassin tendant à demander au Gouvernement de modifier l'ordonnance du 26 juin 1944 sur la répression des faits de collaboration, présentée le 10 juillet 1944, n° 133 ; adoption le même jour.

§ 2. — Proposition de résolution de M. René Cassin tendant à émettre le vœu que le Gouvernement provisoire de la République française engage des négociations pour l'application, dans les pays de protectorat, d'ordonnances relatives à la répression des faits de collaboration et à l'indignité nationale, présentée le 10 juillet 1944, n° **134**.

— Actes de. — *Voy. Prisonniers et déportés, § 8.*

— Victimes de la. — *Voy. Victimes politiques de la guerre.*

COLLECTIVITÉS LOCALES.

§ 1. — Proposition de résolution de M. Hamon tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet de permettre aux collectivités locales de résilier les marchés et conventions qu'elles ont conclus, présentée le 28 décembre 1944 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° **237** ; rapport le 15 février 1945 par M. Hamon, n° **308** et annexe ; rapport supplémentaire le 23 mars (2^e séance) par M. Hamon, n° **387**.

§ 2. — *Voy. Départements et communes, § 1.*

COLONIAUX ANCIENS PRISONNIERS.

— *Voy. Armées, § 2.*

COLONIES ET PAYS DE PROTECTORAT.

§ 1^{er}. — Demande d'avis sur la politique coloniale, présentée le 4 janvier 1944 par M. François de Menthon, commissaire aux Colonies par intérim (renvoyée à la Commission de la France d'outre-mer), n° **20**.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Paul Antier et plusieurs de ses collègues sur la politique coloniale, présentée le 14 janvier 1944, n° **27** ; adoption le même jour.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Paul Antier et plusieurs de ses collègues tendant à l'impression du compte rendu sténographique du débat sur la politique coloniale, présentée le 21 janvier 1944, n°30.

§ 4. — Proposition de résolution de MM. Paul Valentino et Maurice Desetages tendant à inviter le Gouvernement à adapter aux conditions économiques nouvelles la législation des accidents du travail dans les colonies de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion, et à en étendre le bénéfice aux travailleurs des exploitations agricoles, présentée le 6 février 1945 (renvoyée à la Commission de la France d'outremer), n° **280** ; rapport le 7 juin par M. Monnerville, n° **447** ; adoption le 20 juin 1945 ; résolution n° 91.

§ 5. — Proposition de résolution de MM. Paul Valentino et Maurice Desetages tendant à inviter le Gouvernement à promulguer une ordonnance autorisant les conseils généraux de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion à organiser un Office des assurances sociales dans chacune de

ces colonies, présentée le 6 février 1945 (renvoyée à la Commission de la France d'outre-mer), n° **281**.

§ 6. — Proposition de résolution de M. Maurice Desetages et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement provisoire de la République Française à faire connaître sa position en face des problèmes de la France d'outre-mer, présentée le 13 février 1945 (renvoyée à la Commission de la France d'outre-mer), n° **298**.

§ 7. — Proposition de résolution de M. Pierre Guillery et plusieurs de ses collègues relative aux événements d'Indochine, présentée le 12 mars 1945 (renvoyée à la Commission de la France d'outre-mer), n° **360** ; adoption le 12 mars 1945, résolution n° **72**.

§ 8. — Proposition de résolution de M. Monnerville tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet l'établissement, le financement, l'exécution du plan d'organisation et de développement des territoires relevant du Ministère des Colonies, présentée le 29 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la France d'outre-mer), n° **414**.

§ 9. — Proposition de résolution de M. Albert Darnal tendant à inviter le Gouvernement à transformer en départements nos colonies de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane, présentée le 14 juin 1945 (renvoyée à la Commission de la France d'outre-mer), n° **463**.

COMBATTANTS DE LA RÉSISTANCE. — Voy. *Loyers et fermages*, § 2.

COMITÉ NATIONAL DE LIBÉRATION DE L'ARCHITECTURE. — Voy. *Ministères*, § 1^{er}.

COMITÉS D'ENTREPRISES. — Demande d'avis sur le projet d'ordonnance portant institution de comités d'entreprises dans les établissements industriels et commerciaux, présentée le 21 novembre 1944 par M. A. Parodi, Ministre du Travail et par M. Lacoste, Ministre de la Production industrielle (renvoyée à la Commission du travail), n° 176 ; rapport le 5 décembre par M. Albert Gazier, n° **201** ; adoption le 13 décembre 1944 ; avis n° **58**.

COMITÉS D'ORGANISATION. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à préparer sans retard la liquidation des comités d'organisation, présentée le 20 décembre 1944 (renvoyée à la Commission des affaires économiques), n° 225.

COMMERÇANTS. — Proposition de résolution de M. Robert Nisse et plusieurs de collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux commerçants industriels et artisans, sinistrés ou évacués, un droit de priorité pour l'acquisition — ou la location — des établissements commerciaux, industriels et artisanaux disponibles, présentée le 24 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de coordination des affaires économiques et sociales), n° **552**.

COMMERÇANTS (Petits).

— Voy. *Contrôle économique*. — *Impôts*, § 4.

— renouvellement de bail des. — Voy. *Loyers et fermages*, § 8.

— sinistrés, Voy. *Sinistrés*, §§ 2, 3.

COMMERCE D'ALIMENTATION. —

Voy. *Offices de placement*.

COMMIS D'ARCHITECTE. — Voy. *Architectes*, § 1^{er}.

COMMISSARIAT GÉNÉRAL AUX PRISONNIERS DE GUERRE. — Voy. *Indignité nationale*, § 1.

COMMISSION D'INSTRUCTION DE LA HAUTE COUR DE JUSTICE. — *Voy. Haute Cour de Justice*, § 2.

COMMISSIONS DE L'ASSEMBLÉE CONSULTATIVE PROVISOIRE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Paul Antier sur la constitution d'une Commission de l'intérieur présentée le 8 janvier 1944 (renvoyée à la Commission du règlement), n° 24 ; rapport le 10 mars 1944 par M. Joseph Serda, n° 38 ; adoption le même jour.

§ 2. — *Voy. Musulmanes (affaires)*.

§ 3. — Proposition de résolution de MM. Waldeck-Rochet et Bernard Paumier tendant à la création d'une Commission de l'agriculture, présentée le 9 novembre 1944 (renvoyée à la Commission du règlement), n° 152.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Etienne Nouveau tendant à la création d'une Commission des pensions, présentée le 10 novembre 1944 (renvoyée à la Commission du règlement), n° 157.

§ 5. — Proposition de résolution de M^{me} Marianne Verger et plusieurs de ses collègues tendant à remplacer la Commission des affaires économiques et sociales par : 1° une Commission des affaires économiques ; 2° une Commission de la famille et des affaires sociales, présentée le 10 novembre 1944 (renvoyée à la Commission du règlement), n° 160.

§ 6. — Proposition de résolution de René Vivier tendant à la nomination d'une Commission de la construction, de la reconstruction et de l'urbanisme, présentée le 10 novembre 1944 (renvoyée à la Commission du règlement), n° 161.

§ 7. — Proposition de résolution de MM. Alexis Jaubert, André Isoré et Gaston Manent tendant à la nomination d'une Commission provisoire en vue de réorganiser la structure de l'économie nationale, présentée le 10 novembre 1944 (renvoyée à la Commission du règlement), n° 162.

§ 8. — Proposition de résolution de MM. Monnerville, Emmanuel d'Astier de la Vigerie et Vincent Auriol tendant à la création d'une Commission de coordination des affaires musulmanes, présentée le 19 décembre 1944 (renvoyée à la Commission du règlement), n° 221 ; rapport le 22 février 1945 par M. Pierre Parent, n° 334 ; adoption le 13 mars ; résolution n° 73.

COMMISSION D'ENQUÊTE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. André Mercier et plusieurs de ses collègues tendant à demander au Gouvernement la nomination d'une Commission, désignée par l'Assemblée, chargée d'enquêter et de rapporter devant elle sur l'emploi des fonds remis aux organisations politiques, militaires et paramilitaires, aux œuvres sociales de la Résistance, sur le budget de l'Etat et de toute provenance, dans la clandestinité et depuis la libération, présentée le 12 décembre 1944 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 215 ; rapport le 8 mars 1945 par M. Jean-Pierre Bloch, n° 358 ; adoption le 27 juin 1945 ; résolution n° 104.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Debu-Bridel et plusieurs de ses collègues tendant à la constitution d'une Commission d'enquête sur les fournitures du papier de presse, présentée le 9 mars 1945 (renvoyée à la Commission de l'information et à la Commission de l'équipement national), n° 359 ; rapport verbal le 9 mars par M. Debu-Bridel ; adoption le 9 mars 1945 ; résolution n° 71.

§ 3. — Rapport fait au nom de la Commission d'enquête sur les fournitures de papier de presse sur les travaux de la Commission d'enquête sur les fournitures de papier de presse, par M. Jacques Debu-Bridel, n° 544 ; adoption le 30 juillet 1945 ; résolution n° 120.

COMMISSIONS PARITAIRES.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Hamon tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet d'instituer des commissions départementales paritaires, pour examiner les revendications du personnel communal, présentée le 22 février 1945 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 332.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Hamon tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet d'instituer une Commission paritaire centrale chargée d'examiner les revendications du personnel communal, présentée le 22 février 1945 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 333.

COMMUNICATIONS. — Demande d'avis sur les problèmes posés aux départements des communications et de la marine marchande lors de la libération de la France, présentée par M. René Mayer, commissaire aux communications et à la marine marchande, présentée le 2 mai 1944 (renvoyée à la Commission des affaires économiques et sociales), n° 89.

COMPLÉMENTS FAMILIAUX. — Voy. *Salaires*, § 1.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE. — Voy. *Poursuites*.

CONDAMNATIONS.

— annulation des. — Voy. *Décision de justice*, § 1.

— sursis à l'exécution des. — Voy. *Cours de justice*.

CONDAMNÉS POLITIQUES EN INDOCHINE. — Voy. *Déportés politiques*, § 3.

CONDAMNÉS PRIMAIRES. — Voy. *Amnistie*, § 1.

CONFISCATIONS. — Voy. *Remises fiscales*.

CONGÉS. — Proposition de résolution de M. Robert Prigent et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance créant la possibilité pour certains travailleurs d'obtenir des congés pour achever leur formation économique et sociale, présentée le 29 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission du travail), n° 413.

CONGÉS PAYÉS.

— aux prisonniers rapatriés. — Voy. *Prisonniers et déportés*, § 3.

CONSEILS GÉNÉRAUX.

— d'Algérie. — Voy. *B. G. P.*, § 5.

— de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion. — Voy. *Colonies et pays de protectorat*, § 2.

— Elections aux. — Voy. *Elections* §§ 3, 4.

CONSEILS MUNICIPAUX (Elections aux).

— Voy. *Elections*, §§ 3, 4.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ORDRE DES ARCHITECTES. — Voy. *Architectes*, §3.

CONSEIL TECHNIQUE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE. — Voy. *Sécurité sociale*, §3.

CONTRAT DE MARIAGE. — Proposition de M. Jean Jurgensen tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux époux qui, en raison des circonstances, se sont mariés sans contrat pendant les hostilités, de conclure des conventions matrimoniales, présentée le 6 février 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 278 ; rapport le 19 juin par M. Joseph-Etienne Bastide, n° 469 ; adoption le 24 juillet 1945 ; résolution n° **113**.

CONTRAVENTIONS.

— contre petits commerçants. — Voy. *Contrôle économique*.

CONTRIBUABLES LES MOINS FORTUNÉS. — Voy. *Impôts*, § 1.

CONTROLE ÉCONOMIQUE. — Proposition de résolution de M. André Mercier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à remplacer le contrôle et la police économiques par des commissions tripartites et à annuler toutes poursuites pour les contraventions dressées par l'administration vichyssoise contre les petits commerçants, présentée le 5 mars 1945 (renvoyée à la Commission de coordination des affaires économiques), n° **348**.

CONTROLE ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE. — Voy. *Allemagne*, § 1.

CONVENTIONS MATRIMONIALES. — Voy. *Contrat de mariage*.

CONVOCATIONS.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Félix Gouin et plusieurs de ses collègues sur la réunion de l'Assemblée en session extraordinaire, présentée le 15 novembre 1943, n° **9** ; adoption le 15 novembre 1943.

§ 2. — Proposition de résolution, de M. Félix Gouin et plusieurs de ses collègues sur la réunion de l'Assemblée en session extraordinaire, présentée le 10 janvier 1941, n° **25** ; adoption le même jour.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Félix Gouin et plusieurs de ses collègues tendant à la tenue d'une 3^e session extraordinaire le 29 février 1944, présentée le 22 janvier 1944, n° **33** ; adoption le même jour.

§4. — Proposition de résolution de M. Félix Gouin et plusieurs de ses collègues sur la tenue d'une 4^e session extraordinaire en 1944, présentée le 13 mars 1944, n° **39** ; adoption le même jour.

§ 5. — Proposition de résolution de M- Félix Gouin et plusieurs de ses collègues sur la tenue d'une 5^e session extraordinaire en 1944, présentée le 20 mars 1944, n° **42** ; adoption le même jour.

§ 6. — Proposition de résolution de M. Félix Gouin et plusieurs de ses collègues tendant à la tenue d'une session extraordinaire le 29 mars 1944, présentée le 27 mars 1944, n° **67** ; adoption le même jour.

§ 7. — Proposition de résolution de M. Félix Gouin et plusieurs de ses collègues tendant à la tenue d'une 7^e session extraordinaire présentée le 5 mai 1944, n° **91** ; adoption le même jour.

§ 8. — Proposition de résolution de M. Félix Gouin et plusieurs de ses collègues tendant à la tenue d'une 8^e session extraordinaire, présentée le 15 mai 1944, n° **98** ; adoption le même jour.

§ 9. — Proposition de résolution de M. Félix Gouin et plusieurs de ses collègues sur la tenue d'une 9^e session extraordinaire en 1944, présentée le 26 juin 1944, n° **106** ; adoption le même jour.

§ 10. — Proposition de résolution de M. Félix Gouin et plusieurs de ses collègues tendant à la tenue d'une 10^e session extraordinaire en 1944, présentée le 10 juillet 1944, n° **135** ; adoption le même jour.

§ 11. — Proposition de résolution de M. Félix Guoin et plusieurs de ses collègues tendant à la réunion de l'Assemblée en une 11^e session extraordinaire, présentée le 17 juillet 1944, n° 144 ; adoption le même jour.

COOPÉRATIVES.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Justin Godart tendant à inviter le Gouvernement à modifier le Titre II du Livre III du Code du travail en ce qui concerne les sociétés et unions de sociétés coopératives ouvrières de production, présentée le 20 juin 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° 475.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Justin Godart concernant la modification et la codification de la législation relative aux coopératives de consommation, présentée le 28 novembre 1944 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 187 ; rapport le 20 février 1945 par M. Maurice Guérin, n° 309.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Justin Godart tendant à inviter le Gouvernement à proposer la création de la forme coopérative pour les sociétés d'achats en commun de commerçants détaillants, présentée le 30 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de coordination des affaires économiques et sociales), n° 578.

COOPÉRATIVES NON AGRICOLES. — *Voy. Chambres de commerce.*

COURS DE JUSTICE. — Proposition de résolution de M. Joseph Bastide et plusieurs de ses collègues relative à la faculté pour les cours de justice de prononcer le sursis de l'exécution des condamnations prononcées par elles, présentée le 30 novembre 1944 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 198.

CRÉDIT. — *Voy. Nationalisations, § 5.*

CRÉDIT (Contrôle du). — Proposition de résolution de M. Louis Saillant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'organisation du contrôle du crédit, à la création de banques de l'économie nationale et à la mise sous tutelle, en vue de leur nationalisation, de certaines grandes banques, présentée le 26 juillet 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° 568.

CRÉDIT COOPÉRATIF. — *Voy. Alsace et Lorraine, § 4.*

CRÉDIT LYONNAIS. — *Voy. Poursuites.*

CRIMES CONTRE LA NATION. — *Voy. Remises fiscales.*

CRIMES CONTRE LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT. — *Voy. Droit de grâce.*

CRIMES HITLÉRIENS. — Proposition de résolution de M. Joseph. Denais tendant à inviter le Gouvernement à organiser un train-exposition pour faire connaître les crimes hitlériens, présentée le 26 juin 1945 (renvoyée la Commission de l'information), n° 482.

CULTIVATRICES. — *Voy. Agriculture, §1.*

D

DÉBITANTS DE BOISSONS SINISTRÉS. — *Voy. Sinistrés, § 1.*

DÉCISIONS DE JUSTICE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Dupuy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'annulation des condamnations de droit commun prononcées contre des résistants ayant agi pendant la guerre pour le compte des organisations de la résistance, présentée le 5 décembre 1944 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 205 ; rapport le 28 mars 1945 (2^e séance) par M. Maurice Guérin, n° 411.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Jacques Rebeyrol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à frapper de nullité les décisions prises par les tribunaux d'Etat et les sections spéciales des cours d'appel, présentée le 20 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n° 367 ; rapport le 7 juin par M. Edouard Depreux, n° 439 ; adoption le 27 juin 1945 ; résolution n° 95.

DÉFENSE NATIONALE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Froment et plusieurs de ses collègues sur la défense nationale, présentée le 19 janvier 1944, n° 29 ; adoption le même jour.

§ 2. — Proposition de résolution présentée au nom de la Commission de la défense nationale par M. Edouard Froment sur l'effort de guerre, le 5 mai 1945, n° 90.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Arthur Giovoni tendant à rendre hommage aux troupes françaises d'Italie et invitant les autorités compétentes à porter secours à leurs familles en Afrique du Nord, présentée le 19 mai 1944, n° 102 ; adoption le même jour.

— Crédits du 2^e trimestre. >— Voy. *Budget de 1945*, § 3.

DÉGRADATION MILITAIRE. — Voy. *Justice militaire*.

DÉLAI DE PRÉSUMPTION D'ORIGINE. — Voy. *Pensions militaires*, § 2.

DÉLÉGATION DE TRAITEMENT. — Voy. *Européens résidant en Indochine*.

DÉLÉGUÉS. — Proposition de résolution de M. Robert Prigent tendant à la déchéance d'un membre de l'Assemblée, présentée le 12 juillet 1944 (renvoyée à la Commission de réforme de l'Etat et de législation), n° 137 ; rapport sur la recevabilité et sur la procédure à suivre, le 13 juillet, par M. Azaïs, n° 139 ; rapport présenté au nom de la Commission spéciale par M. Arthur Giovoni, le 17 juillet, n° 142 ; adoption le même jour.

DÉLÉGUÉS ARTISANAUX. — Voy. *Artisanat*, § 1.

DÉMOBILISATION.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à alléger les charges de la Nation en procédant aux démobilisations et déréquisitions possibles, présentée le 19 février 1945 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 471.

§ 2. — Des militaires d'Afrique du Nord. — Voy. *Armée*, § 9.

DÉPARTEMENTS ET COMMUNES.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Jaubert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet de permettre aux départements et aux collectivités locales de constater la nullité de certains engagements conclus postérieurement au 16 juin 1940 et jusqu'à l'établissement du Gouvernement provisoire de la République française, présentée le 6 mars 1945 (renvoyée à la Commission de l'Intérieur), n° 354.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Poimboeuf et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence une ordonnance élargissant les limites du département de la Seine à la mesure du territoire constituant, en fait, l'agglomération parisienne, présentée le 7 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 357.

DÉPORTÉS POLITIQUES.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Ambroise Croizat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour organiser le retour des déportés politiques et syndicalistes actuellement en Afrique du Nord, présentée le 5 décembre 1944 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 204 ; rapport le 20 décembre par M. Jean-Pierre Bloch, n° 228 ; adoption le 27 juin 1945; résolution n° 101.

§ 2. — Proposition de résolution de M. André Mercier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour rechercher et frapper de sanctions ceux qui ont remis aux organismes de déportation en Allemagne les noms et les adresses des artisans, présentée le 17 mars 1945 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 366 ; rapport le 31 juillet par M. Jean Pronteau, n° 583.

§ 3. — Proposition de résolution de MM. Robert Pimienta et Jacques Debu-Bridel tendant à faire examiner par des jurys spécialement constitués la conduite et faire régulariser sans délai la situation des militaires déportés, présentée le 18 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de la justice). n° 535.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Eugène Robert tendant à inviter le Gouvernement à : 1° assimiler les condamnés politiques pour tentative de dissidence en Indochine aux déportés politiques en France ; 2° étendre cette mesure aux internés administratifs après examen de leur dossier par la Commission d'épuration ; 3° prendre toutes mesures utiles pour leur assurer la restitution rapide de leurs biens et la réintégration dans leurs droits, présentée le 31 juillet 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la France d'outre-mer), n° 589 ; rapport collectif le 3 août par M. Eugène Robert, n° 624 (Voy. *Européen*» résidant en Indochine).

§ 5. — Voy. *Internés politiques*, § 1. — Voy. *Prisonniers et déportés*, §§ 1, 2, 4.

DÉSARTEMENT DE PATERNITÉ. — Proposition de résolution de M. Pierre Bugeaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à supprimer des délais en matière de désaveu de paternité au profit des prisonniers de guerre et déportés, présentée le 28 juillet 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 573.

DÉTENUS POLITIQUES. — Voy. *Internés politiques*, § 2.

DETTES CIVILES ET COMMERCIALES.

— Proposition de résolution de M. Louis Marin tendant à inviter le Gouvernement à autoriser le remboursement anticipé des dettes civiles et commerciales, présentée le 6 mars 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 352.

DIRECTEURS ET ADMINISTRATEURS DES ENTREPRISES NATIONALISÉES. — Voy. *Traitements et salaires*, § 3.

DIVORCE (Instance en). — Proposition de résolution de M. Pierre Bugeaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter¹ le Gouvernement à prendre des mesures permettant la conclusion rapide des instances en divorce lorsque l'une des parties est prisonnier de guerre, présentée le 1^{er} août 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 597.

DOMMAGES DE GUERRE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Martel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux petits sinistrés par le fait de la guerre un dédommagement et une aide en matériel d'urgence, présentée le 30 novembre 1944 (renvoyée à la Commission des finances), n° 200.

§ 2. — Proposition de résolution de MM. Joseph Denais et Joseph Bastide tendant à inviter le Gouvernement à fixer des règles équitables pour la réparation des dommages causés aux immeubles par faits de guerre, présentée le 5 décembre 1944 (renvoyée à la Commission des finances), n° 202.

§ 3. — Proposition de résolution de MM. Robert Prigent et Robert Lecourt tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour procurer aux sinistrés créanciers de l'Etat au titre des dommages de guerre d'imputer le règlement de leurs impôts en cours sur lesdits dommages, présentée le 17 juillet 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 516.

§ 4. — Proposition de résolution de MM. Robert Lecourt, Robert Prigent et Maurice Guérin tendant à inviter le Gouvernement provisoire à poser le principe de l'indemnisation totale des dommages de guerre affectant les biens nécessaires à la vie des sinistrés et de leur famille et à allouer, dès maintenant, à chacun d'eux un acompte sur son indemnité, présentée le 17 juillet 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 517.

§ 5. — Proposition de résolution de M. Nisse tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la légalité républicaine en ce qui concerne le droit à réparation intégrale des dommages de guerre, présentée le 29 juillet 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° 577.

§ 6. — Proposition de résolution de MM. Nisse, Robert Bruyneel et Joseph Lecacheux tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence une ordonnance relative à la réparation des dommages de guerre subis par les agriculteurs, présentée le 3 août 1945 (renvoyée à la Commission de l'équipement national), n° 629.

§ 7. — *Voy. Impôts*, § 8.

DROIT DE GRACE. — Proposition de résolution de M. Charles Serre et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'exercice du droit de grâce, à accélérer l'examen des pourvois et à assurer une plus rapide exécution des décisions de justice en matière de crimes contre la sûreté de l'Etat, d'intelligences avec l'ennemi et de trahison, présentée le 1^{er} août 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n° 591.

DROIT DE REMISE DES PÉNALITÉS FISCALES. — *Voy. Remises fiscales*.

DROIT DE RÉPARATION AUX FONCTIONNAIRES LÉSÉS. — *Voy. Fonctionnaires*, § 1.

DROIT DE VOTE. — *Voy. Elections*, §§ H, 19.

E

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES. — Proposition de résolution de M. Georges Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures législatives nécessaires pour faire de l'Ecole libre des sciences politiques une école des sciences politiques qui soit nationale et démocratique par son organisation, son recrutement et son enseignement, présentée le 20 février 1945 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 322.

ÉCOLES. — Proposition de résolution de M. Hyacinthe Azaïs tendant à placer dans les écoles diverses effigies, présentée le 19 mai 1944 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale, de la santé publique et de la jeunesse), n° 103.

ÉCONOMIQUE (Politique). — Proposition de résolution de M. André Hauriou et plusieurs de ses collègues sur la politique économique du Gouvernement, présentée le 22 juillet 1944, n° 145.

ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTS. — Proposition de résolution de M. Marrane et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour développer l'éducation physique, le sport et les activités de « plein air », présentée le 2 août 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la jeunesse), n° **606**.

ÉLECTIONS.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Paul Antier tendant à inviter le Comité français de la Libération nationale à procéder à des élections au suffrage universel dans tous les départements français libérés depuis plus de six mois, présentée le 1^{er} avril 1944 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° **88** ; rapport le 10 juillet 1944 par M. René Cassin, n° **126** ; adoption le même jour.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Frédéric Joliot-Curie et plusieurs de ses collègues relative à la procédure d'inscription sur les listes électorales, présentée le 10 novembre 1944 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° **159** ; rapport le 6 décembre par M. Jean-Pierre Bloch, n° **212** ; adoption le 20 décembre 1944 ; résolution n° **60**.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Mohamed Bendjelloul relative à l'électorat des Français musulmans algériens résidant en France, présentée le 14 novembre 1944 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° **165** ; rapport le 14 décembre par André Mercier, n° **219** ; adoption le 27 février 1945 ; résolution n° **64**.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Guy de Boisson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement provisoire de la République à abaisser de 21 ans à 18 ans l'âge minimum exigé des Français et des Françaises pour participer aux élections à l'Assemblée nationale constituante, ainsi que pour participer aux prochaines élections aux conseils généraux et aux conseils municipaux, présentée le 29 novembre 1944 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° **196** ; rapport collectif le 1^{er} août 1945 (2^e séance) par M. Pierre Cot, n° **598** (Voy. § 4 *ci-après*) ; rapport complémentaire de la Commission de l'intérieur le 1^{er} août (2^e séance) par M. Robert Biné, n° **599** ; adoption le 2 août 1945 ; résolution n° **130**.

§ 5. — Proposition de résolution de M. Guy de Boisson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement provisoire de la République à fixer à 21 ans l'âge minimum exigé des Français et des Françaises pour être éligibles à l'Assemblée nationale constituante et à abaisser de 25 ans à 21 ans l'âge minimum exigé pour être éligible aux conseils généraux et aux conseils municipaux au cas où il serait procédé à des élections à ces conseils antérieurement aux élections à l'Assemblée nationale constituante, présentée le 29 novembre 1944 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° **197** ; rapport collectif le 1^{er} août 1945 par M. Pierre Cot, n° **598** (Voy. § 3 *ci-dessus*) ; adoption le 2 août 1945 ; résolution n° **130**.

§ 6. — Proposition de résolution de M. Pierre Stibbe tendant à inviter le Gouvernement à conférer l'électorat et l'éligibilité aux militaires de tous grades et de toutes armes remplissant les conditions prévues par les lois électorales en vigueur, présentée le 27 février 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat et à la Commission de l'intérieur), n° **336** ; rapport le 26 mars par M. Pierre Stibbe, n° **392**.

§ 7. — Proposition de résolution de MM. Le Troquer et Hamon tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance appliquant la représentation proportionnelle aux élections cantonales qui auront lieu en avril et mai 1945, présentée le 27 février 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat et à la Commission de l'intérieur), n° **340** ; rapport le 23 mars (2^e séance) par M. Hamon n° **388** ; adoption le 27 juin 1945 ; résolution n° **103**.

§ 8. — Proposition de résolution de M. Pierre Bugeaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reporter à une date ultérieure : 1° les élections municipales prévues pour février 1945 ; 2° l'élection d'une Assemblée représentative, présentée le 6 décembre 1944 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° **208**.

§ 9. — Proposition de résolution de M. Ramette et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer aux mariniers et autres professions nomades l'exercice du droit de vote aux prochaines élections, présentée le 6 mars 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat et à la Commission de l'intérieur), n° 350 ; rapport le 7 juin par M. Maurice Guérin, n° 445 ; adoption le 27 juin 1945 ; résolution n° 102.

§ 10. — Proposition de résolution de M. Georges Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux instituteurs et institutrices d'être candidats aux élections municipales dans toutes les communes, présentée le 15 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 365 ; rapport le 30 mars (2^e séance) par M. Maurice Guérin, n° 419.

§ 11. — Proposition de résolution de M. Robert Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour permettre l'inscription rapide sur les listes électorales des prisonniers et déportés libérés, présentée le 20 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée la Commission de l'intérieur), n° 369.

§ 12. — Proposition de résolution de M. Paul Aurange et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à accorder le droit de vote aux membres de la gendarmerie nationale, présentée le 22 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat et à la Commission de l'intérieur), n° 381.

§ 13. — Proposition de résolution de M. Paul Aurange et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder au moment de la consultation électorale, une permission de plus de trente et un jours aux militaires investis d'une fonction municipale ou cantonale soit au titre de nomination dans les délégations spéciales, soit au titre d'élu, présentée le 22 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 382.

§ 14. — Proposition de résolution de M^{mes} Ramart, Péri et Couette tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir une nouvelle période d'inscription électorale, présentée le 27 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'Intérieur), n° 397.

§ 15. — Proposition de résolution de M. Joseph Bastide et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier, compléter ou interpréter l'ordonnance n° 45 458 du 17 mars 1945 relative à l'affichage et la distribution des bulletins de vote, présentée le 27 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 398 ; rapport collectif le 31 juillet (2^e séance) par M. Joseph Lecacheux, n° 582 (Voy. § 21 *ci-après*) ; adoption le 2 août 1945 ; résolution n° 131.

§ 16. — Proposition de résolution de M. Jacques Debu-Bridel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance en vue de permettre l'inscription sur les listes électorales des prisonniers de guerre et des personnes déportées en Allemagne et libérées par suite de l'avance alliée, présentée le 27 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 399.

§ 17. — Proposition de résolution de M. Paul Aurange et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à promulguer de toute urgence un texte interdisant la participation à la prochaine consultation électorale de tous les anciens membres des groupements antinationaux visés par le 4^e alinéa de l'article 2 de l'ordonnance du 26 décembre 1944 et non encore jugés à la date des élections, présentée le 22 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 380 ; rapport le 30 mars (2^e séance) par M. José Aboulker, n° 418.

§ 18. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à substituer à la carte électorale le livret électoral, présentée le 7 juin 1945 (renvoyée à la Commission de l'intérieur et à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 435.

§ 19. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à instituer le vote obligatoire, présentée le 7 juin 1945 (renvoyée à la Commission de l'intérieur et la Commission de la réforme de l'Etat), n° 436.

§ 20. — Proposition de résolution de M. Jean Jurgensen tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance accordant aux Français de l'étranger l'exercice du droit de vote aux élections législatives, présentée le 3 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat et de législation), n° **502**.

§ 21. — Proposition de résolution de M. Robert Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier la législation électorale de façon à assurer la sincérité du scrutin et la réalité de la représentation, présentée le 18 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de l'intérieur et à la Commission de la réforme de l'Etat), n° **537** ; rapport le 2 août (2^e séance) par M. Robert Lecourt, n° **618** ; adoption le 3 août 1945 ; résolution n° **134**.

§ 22. — Proposition de résolution de M. André Isoré relative à l'organisation des élections, présentée le 18 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de l'intérieur et à la Commission de la réforme de l'Etat), n° **541** ; rapport collectif le 31 juillet (2^e séance) par M. Joseph Lecacheux, n° **582** (Voy. § 14 *ci-dessus*) ; adoption le 2 août 1947 ; résolution n° **131**.

§ 23. — Demande d'avis relative à un rapport sommaire sur les régimes électoraux susceptibles d'être appliqués aux prochaines élections générales, présentée le 25* juillet 1945 par M. Adrien Tixier, Ministre de l'Intérieur (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat et à la Commission de l'intérieur), n° **564** ; rapport le 1^{er} août (2^e séance) par M. Georges Cogniot, n° **601** ; rapport complémentaire de la Commission de la France d'outre-mer le 2 août (2^e séance) par M. Roger Deniau, n° **604** ; adoption le 2 août 1945 ; avis n° **129**.

§ 24. — Proposition de résolution de M. Etienne Fajon tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures de nature à maintenir la démocratie dans la propagande électorale aux élections de l'Assemblée constituante, présentée le 3 août 1945 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° **623**.

§ 25. — Proposition de résolution de M. Marrane tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour permettre l'utilisation de la radiodiffusion par les partis présentant une liste nationale, présentée le 3 août 1945 (renvoyée à la Commission de l'intérieur et à la Commission de la réforme de l'Etat), n° **626** ; rapport verbal le même jour par M. Marrane ; adoption la 3 août 1945 ; résolution n° **135**.

§ 26. — Voy. *Paris* (ville de), § 4.

ÉLECTIONS MUNICIPALES. — Voy. *Elections*, §§ 7, 9.

ÉLECTRICITÉ.

— Mobilisation de. — Voy. *Nationalisations*, § 1.

— Production, transport et distribution. — Voy. *Nationalisations*, § 6.

— Socialisation. — Voy. *Nationalisations*, § 3.

EMPRUNT AGRICOLE. — Voy. *Agriculture*, § 2.

EMPRUNT DE LIBÉRATION PAYSANNE. — Proposition de résolution de MM. Laboureur, Pierre Dégou et Germinal tendant à inviter le Gouvernement à étudier les conditions de réalisation d'un emprunt dit de la « libération paysanne », présentée le 8 février 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° **292**.

ENSEIGNEMENT (Statut de l'). — Proposition de résolution de M. Gaston Tessier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à préparer un statut moderne et démocratique de l'enseignement, présentée le 7 juin 1945 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° **442**.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Azaïs et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Comité Français de la Libération nationale à mettre à l'étude la création en Afrique du Nord française d'un grand établissement scientifique, présentée le 12 novembre 1943 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale, de la santé publique et de la jeunesse), n° 12.

§ 2. — Proposition de résolution de M^{me} Simard tendant à rendre hommage aux fondateurs de l'école libre des hautes études à New-York, présentée le 15 mai 1944, n° 95.

§ 3. — Proposition de résolution de M^{me} Ramart et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour que soit créée, par le Ministère de la Santé publique, une chaire de « Synthèse chimique des corps anti-bactériens » à la Faculté des Sciences de Pars, présentée le 21 février 1945 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 328 ; rapport le 26 juin par M^{me} Ramart, n° 486 ; adoption le 26 juillet 1945 ; résolution n° 114.

ÉPURATION.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Pourtalet et plusieurs de ses collègues sur la nécessité d'une épuration réelle et rapide, présentée le 5 janvier 1944 (renvoyée à la Commission de réforme de l'Etat et de législation), n° 23 ; adoption le 12 janvier 1944.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Jules Moch et plusieurs de ses collègues sur la politique d'épuration, présentée le 11 janvier 1944, n° 26 ; adoption le 12 janvier 1944.

§ 3. — Demande d'avis sur un projet d'ordonnance relative à l'application, en matière de presse, de l'ordonnance du 6 décembre 1943 sur l'épuration, présentée par M. Henri Bonnet, commissaire à l'information, le 4 juillet 1944 (renvoyée aux Commission de l'information et de la propagande et de la réforme de l'Etat et de législation), n° 120.

§ 4. — Demande d'avis sur un projet d'ordonnance relative à l'épuration de la presse, des informations, de la radiodiffusion et de l'industrie cinématographique sur le territoire de la France métropolitaine, présentée par M. Henri Bonnet, commissaire à l'information, le 4 juillet 1944 (renvoyée aux Commissions de l'information et de la propagande et de législation et de réforme de l'Etat), n° 121.

§ 5. — Proposition de résolution de M. Perney et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prescrire l'ouverture d'une période de deux mois pendant laquelle il sera procédé à l'achèvement des opérations d'épuration, présentée le 14 juin 1945 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 460 ; rapport le 31 juillet (2^e séance) par M. Auguste Gillot, n° 590 ; adoption le 1^{er} août 1945 ; résolution n° 126.

§ 6. — de l'armée. — Voy. *Armée*, § 7.

ÉQUIPEMENT INTELLECTUEL. —Voy. *Théâtres et spectacles*, § 2.

ESPAGNE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Jacques Debu-Bridel et plusieurs de ces collègues tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître les anciens volontaires de l'Espagne républicaine, présentée le 7 juin 1945 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 418 ; rapport le 14 juin par M. Jacques Debu-Bridel n° 464.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Auguste Gillot et plusieurs de ses collègues, tendant à demander au Gouvernement d'exiger l'extradition immédiate du traître Laval par le Gouvernement du général Franco et de rompre les relations diplomatiques avec l'allié espagnol de l'Allemagne hitlérienne, présentée le 12 juin 1945 (renvoyée à la Commission des affaires étrangères), n° 457.

ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX. — Voy. *Commerçants*.

ÉTATS DES BALKANS. — Proposition de résolution de M. Georges Oudard tendant à inviter le Gouvernement à définir sa politique générale économique et culturelle dans les Etats des Balkans, présentée le 3 août 1945 (renvoyée à la Commission des affaires étrangères), n° 621 ; rapport le 3 août par M. Georges Oudard, n° 622.

ÉTRANGERS.

§ 1er. — Proposition de résolution de M. Pierre Stibbe et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à promulguer un texte ayant pour objet de donner un statut aux différentes catégories d'étrangers résidant en France à titre habituel, de faire naturaliser une partie de ces étrangers, de modifier et de coordonner la législation en vigueur, présentée le 21 juin 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 476.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Philippe Serre tendant à inviter le Gouvernement à promulguer un texte ayant pour objet de définir le statut des étrangers, présentée le 18 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 534.

ÉTUDIANTS. — Proposition de résolution de M. Pierre Bugeaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux étudiants, prisonniers de guerre ou déportés en Allemagne, à leur retour en France, des bourses spéciales, supérieures à celles généralement attribuées aux étudiants, présentée le 28 novembre 1944 (renvoyée à la Commission des prisonniers et déportés), n° 192 ; rapport le 15 février 1945 par M. René Laurin. n° 307 ; adoption le 14 mars 1945 ; résolution n° 75.

ÉTUDIANTS EN MÉDECINE. — Voy. *Armée*, § 8.

EUROPÉENS RÉSIDANT EN INDOCHINE. — Proposition de résolution de M. Eugène Robert tendant à inviter le Gouvernement à : 1° accorder une délégation d'office ou un secours aux conjoints, ascendants ou descendants directs des Européens, prisonniers en Indochine ou combattants aux côtés des alliés ; 2° donner mainlevée des réquisitions de logements qui auraient pu être faites au préjudice de ces mêmes personnes ; 3° prévoir les conditions de relèvement de tous les Européens actuellement en Indochine, présentée le 31 juillet 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la France d'outre-mer), n° 588 ; rapport collectif le 3 août par M. Eugène Robert, n° 624 (*Voy. Déportés politiques*, § 3).

EXERCICES CLOS ET PÉRIMÉS (Crédits). — Demande d'avis sur le projet collectif d'ordonnance portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, présentée le 4 juillet 1945 par M. René Pleven, Ministre des Finances (renvoyée à la Commission des finances), n° 503 ; Rapport verbal le 30 juillet par M. André Philip ; adoption le 30 juillet 1945 ; avis n° 119.

EXPLOITATIONS AGRICOLES. — Voy. *Colonies et pays de protectorat*, § 1.

EXPOSITION INTERNATIONALE. —

Proposition de résolution de M. Paul Fleurot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à préparer l'organisation en 1948, dans l'agglomération parisienne, d'une exposition internationale, présentée le 31 juillet 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'information), n° 587.

EXPULSÉS. — Proposition de résolution de M. Jules Wolff et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance accordant des avances aux sinistrés expulsés et des prêts à taux réduits aux petits industriels ou artisans expulsés rapatriés, présentée le 19 juillet 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 543.

F

FAMILLES DES DÉPORTÉS (Traitements et pensions des). — Voy. *Prisonniers et déportés*, § 6.

FASCISME. — Victimes du. — *Voy. Victimes politiques de la guerre.*

FEMME FONCTIONNAIRE (Conjoint veuf de la). — *Voy. Pensions et retraites, § 1.*

FEMME MARIÉE. — Salaire de la. — *Voy. Impôts, § 4.*

FEMMES.

— Accession à la magistrature. — *Voy. Organisation judiciaire.*

— Médecins et dentistes. — *Voy. Médecins et dentistes.*

FÊTE DE NOËL. — *Voy. Armée, § 1.*

F. F. I. — Cadre des. — *Voy. Armée, §§ 3 et 5.* — Candidats fonctionnaires. — *Voy. Fonctionnaires, § 3.* — Officiers et sous-officiers de réserve. — *Voy. Armée, § 3.*

FONCTIONNAIRES.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Jean-Pierre Bloch tendant à demander qu'un appel soit adressé par l'Assemblée aux magistrats, aux gardiens de prison, aux gendarmes et aux fonctionnaires de la police, présentée le 10 novembre 1943, n° 8 ; adoption le 10 novembre 1943.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Etienne Fajon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures législatives de nature à reconnaître aux fonctionnaires de l'Etat et des collectivités publiques, privés de leurs fonctions ou sanctionnés par un acte d'autorité antipatriotique depuis le 30 novembre 1938, le droit à réparation, et à assurer en fait la réparation des dommages à eux causés, présentée le 13 février 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 301.

§ 3. — Proposition de résolution de M^{me} Ramart et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire une enquête sur l'activité des fonctionnaires de l'Etat pendant l'occupation, dans des entreprises privées qui travaillaient pour l'ennemi, et à prendre des sanctions contre ceux qui ont trahi leur devoir, présentée le 21 février 1945 (renvoyée la Commission de la justice), n° 325.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Giovoni et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour accorder aux réfractaires du S. T. O. et aux membres des F. F. I. le bénéfice d'un recul de la limite d'âge exigée des candidats à une fonction administrative d'une durée égale au temps pendant lequel il leur fut impossible de postuler, présentée le 6 mars 1945 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 353.

§ 5. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à réviser les limites d'âge fixées pour la mise à la retraite des fonctionnaires civils et militaires, présentée le 7 juin 1945 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 440.

§ 6. — Demande d'avis sur le projet d'ordonnance relative à l'éducation, au recrutement et aux statuts de certaines catégories de fonctionnaires, présentée le 12 juin 1945 par M. Jules Jeanneney, Ministre d'Etat (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 453 ; rapport le 20 juin par M. Pierre Cot, n° 474 et annexe ; adoption le 22 juin 1945 ; avis n° 92.

§ 7. — Proposition de résolution de MM. Robert Verdier et Jean Debiesse tendant à inviter le Gouvernement : 1° à procéder à un reclassement général des traitements des fonctionnaires de l'enseignement par rapport à l'ensemble de la fonction publique ; 2° à procéder, en attendant la mise au point de cette mesure d'ensemble, à un reclassement partiel en faveur de certaines catégories particulièrement défavorisées, notamment les fonctionnaires de l'enseignement du deuxième degré, présentée le 17 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 518.

§ 8. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à assurer l'indépendance des fonctionnaires, présentée le 18 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 533.

§ 9. — Proposition de résolution de M. Paul Tubert tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de la réparation des préjudices matériels et de caractère portés aux fonctionnaires du sexe féminin, victimes de l'Acte du 11 octobre 1940, présentée le 17 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 522.

§ 10. — Proposition de résolution de M. Paul Tubert tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de la réparation intégrale due aux magistrats, fonctionnaires, agents civils et militaires victimes des lois de Vichy, présentée le 17 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 523.

§ 11. — Proposition de résolution de MM. Jean Fauconnet, Charles Serre et Jean Dechartre, tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les fonctionnaires anciens combattants de la guerre 1939-1945 et les déportés, de dispositions analogues à celles des articles 23 de la loi de finances du 9 décembre 1927 et 32 de la loi de finances du 19 mars 1928, présentée le 31 juillet 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° 580.

§ 12. — Déportés. — Voy. *Fonctionnaires*, §10.

— du cadre algérien. — Voy. *Algérie*, § 3.

— de l'enseignement. — Voy. *Fonctionnaires*, § 6.

— de l'enseignement du second degré. — Voy. *Fonctionnaires*, § 6.

— du sexe féminin. — Voy. *Fonctionnaires*, § 8.

— traitements des. — Voy. *Traitements et salaires*, § 2.

FONCTION PUBLIQUE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Gaston Tessier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à préparer une ordonnance portant statut général de la fonction publique, présentée le 7 juin 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 443.

§ 2. — Voy. *Fonctionnaires*, § 6.

FONDS REMIS AUX ORGANISATIONS POLITIQUES, MILITAIRES ET PARAMILITAIRES ET ŒUVRES SOCIALES DE LA RÉSISTANCE. — Voy. *Commissions d'enquête*, § 1.

FORCLUSIONS LOCATIVES. — Voy. *Loyers et fermages*, § 5.

FOYERS.

— protection du foyer des prisonniers. — Voy. *Prisonniers et déportés*, § 5.

FRANÇAIS RÉSIDANT A L'ÉTRANGER.

— Voy. *Assemblée Constituante*, § 1. — *Elections*, § 19.

FRONTIÈRES FUTURES DE L'ALLEMAGNE. — Voy. *Allemagne*, § 2.

G

GAZ.

— Production, transport et distribution. — Voy. *Nationalisations*, § 6.

GENDARMERIE NATIONALE. — Voy. *Elections*, § 11.

GÉRANTS. — Proposition de résolution de M. André Mercier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître la qualité de salariés aux gérants de maisons d'alimentation de détail, à leur accorder le bénéfice de toutes les lois sociales découlant de cette reconnaissance et à les soumettre aux juridictions compétentes, présentée le 6 février 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° **286**.

GOVERNEMENT (Organisation et action du).

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. François Billoux et plusieurs de ses collègues sur la constitution d'un Gouvernement provisoire de la République française, présentée le 4 janvier 1944 (renvoyée à la Commission de réforme de l'Etat et de législation), n° **22**.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Marcel Astier et plusieurs de ses collègues tendant à l'action gouvernementale et à la reconstruction nationale, présentée le 22 janvier 1944 (renvoyée à la Commission de réforme de l'Etat et de législation), n° **32**.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Gazier et plusieurs de ses collègues sur l'ordre des débats de l'Assemblée consultative sur l'action gouvernementale, présentée le 29 février 1944, n° **37**.

§ 4. — Demande d'avis sur la législation sociale d'urgence à appliquer au moment de la libération de la France métropolitaine, présentée par M. Tixier, commissaire aux affaires sociales, le 13 mars 1944 (renvoyée à la Commission des affaires économiques et sociales), n° **40** ; rapport le 31 mars par M. Albert Gazier, n° **86** ; adoption le même jour.

§ 5.— Proposition de résolution présentée par MM. Antoine Bissagnet et René Ferrière au nom des groupes de la résistance métropolitaine et extra-métropolitaine sur la politique générale du Gouvernement, déposée le 18 mars 1944, n° **41**.

GOVERNEMENT PROVISOIRE.—Proposition de résolution de M. Albert Gazier et plusieurs de ses collègues demandant au Comité français de la Libération nationale de prendre officiellement le nom de Gouvernement provisoire de la République française, présentée le 15 mai 1944, n° **96** ; adoption le même jour.

GRACES. — Proposition de résolution de M. Joanny Berlioz et plusieurs de ses collègues tendant à l'octroi de grâces à l'occasion du 14 juillet et à la dissolution des compagnies de discipline, présentée le 12 juillet 1944 (renvoyée aux Commissions de législation et de réforme de l'Etat et de la défense nationale), n° **136** ; rapport le 13 juillet par M. Blanc ; adoption le même jour.

GROUPEMENTS ANTINATIONAUX. — Voy. *Elections*, § 16.

GUADELOUPE. — Voy. *Colonies et pays de protectorat*, §§ 1, 2, 6.

GUYANE. — Voy. *Colonies et pays de protectorat*, §§ 1, 2, 6.

H

HABITATIONS A BON MARCHÉ. — Proposition de résolution de M. Martel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour mettre à la charge de l'Etat les annuités des maisons sinistrées construites avec le bénéfice des lois Ribot, Loucheur, etc., sur les habitations à bon marché, présentée le 2 août 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° **612**.

HAUSSE DES PRIX. — Proposition de résolution de M. André Mercier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à interdire toute hausse des prix des produits industriels, à revaloriser les prix agricoles à la production, à augmenter la marge bénéficiaire des petits détaillants en diminuant massivement les bénéfices des gros intermédiaires et des trusts de l'alimentation et à constituer une Commission d'étude et de fixation des prix, présentée le 5 mars 1945 (renvoyée à la Commission de coordination des affaires économiques), n° 347 ; rapport le 14 juin par M. Albert Gazier, n° 465 ; adoption le 5 juillet 1945 ; résolution n° 108.

HAUTE COUR DE JUSTICE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Juvenal et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures législatives propres à modifier le tirage au sort des jurés de la Haute Cour de justice et à réduire le chiffre des récusations réservées à la défense et au ministère public, présentée le 27 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n° 395 ; rapport le 15 mai par M. Georges Oudard, n° 429 ; adoption le 12 juin 1945 ; résolution n° 86.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Juvenal et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures législatives propres à augmenter de deux millions de francs les crédits nécessaires à la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice, présentée le 27 mars (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n° 396 ; rapport le 15 mai par M. Georges Oudard, n° 430.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Louis Marin tendant à inviter le Gouvernement à publier au *Journal officiel* le compte rendu in extenso des débats et les documents fournis devant la Haute Cour de justice, présentée le 10 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 513 ; rapport le 17 juillet par M. Georges Oudard n° 529 ; adoption le 19 juillet 1945 ; résolution n° 111.

HITLÉRISME (Victimes de l'). — *Voy. Victimes -politiques de la guerre.*

HONGRIE. — *Voy. Petites nations de l'Europe centrale.*

IMMEUBLES.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Nisse et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures en vue de permettre le retour à leur destination première des immeubles à usage d'habitation ou à usage commercial actuellement occupés par des administrations civiles ou militaires, présentée le 31 juillet 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 585.

§ 2. — Sinistrés par faits de guerre. — *Voy. Dommages de guerre, § 2.*

IMMIGRATION (Conseil supérieur de l').

— Proposition de résolution de M. Prigent et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer un Conseil supérieur de l'immigration ; présentée le 21 mars 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° 375.

IMMIGRÉS (Statut des). — Proposition de résolution de M^{me} Braun tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance instituant un statut des immigrés, présentée le 7 juin 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 441.

IMPOT CÉDULAIRE. — *Voy. Impôts, §§2,4.*

IMPOT DE MUTATION (Exemption de l'). — *Voy. Impôts, § 3.*

IMPOTS.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Martel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à aménager l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires et l'impôt général sur le revenu en faveur des contribuables les moins fortunés, présentée le 20 décembre 1944 (renvoyée à la Commission des finances), n° **227**.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de l'impôt cédulaire les rentes viagères et les revenus d'immeubles ne s'élevant pas à la moitié du salaire moyen départemental, présentée le 26 décembre 1944 (renvoyée à la Commission des finances), n° **235**.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Louis Marin tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance en vue d'exempter de l'impôt de mutation par décès les successions des personnes décédées en captivité ou des conséquences immédiates et directes de leur captivité après avoir été internées par l'ennemi pour faits de résistance, ainsi que celles des prisonniers de guerre et des personnes déportées en Allemagne, présentée le 28 février 1945 (renvoyée à la Commission des prisonniers), n° **341**.

§ 4. — Proposition de résolution de M. André Mercier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assujettir les petits commerçants à l'impôt cédulaire sur le salaire pour une tranche de bénéfices et à instituer le salaire de la femme mariée travaillant dans la boutique avec son mari, présentée le 1^{er} mars 1945 (renvoyée à la Commission de coordination des affaires économiques), n° **345**.

§ 5. — Proposition de résolution de M. Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assurer un aménagement plus équitable de l'imposition des pères de famille, présentée le 21 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° **373**.

§ 6. — Demande d'avis sur le projet d'ordonnance instituant un impôt de solidarité nationale, présentée le 3 juillet 1945 par M. René Pleven, Ministre des Finances (renvoyée à la Commission des finances), n° **496** ; rapport collectif le 24 juillet par M. André Philip, n° **546** (Voy. § 7 *ci-dessous*) ; adoption le 30 juillet 1945 ; avis n° **117**.

§ 7. — Demande d'avis sur le projet d'ordonnance tendant à permettre la révision des bilans et à simplifier la taxation des bénéfices industriels et commerciaux, présentée le 3 juillet 1945 par M. René Pleven, Ministre des Finances (renvoyée à la Commission des finances), n° **497** ; rapport collectif le 24 juillet par M. André Philip, n° **546** ; (Voy. § 6 *ci-dessus*) ; rapport complémentaire de la Commission de l'agriculture le 24 juillet par M. Waldeck Rochet, n° **547** ; adoption le 30 juillet 1945 ; avis n° **117**.

§ 8. — Proposition de résolution de M. René Vivier tendant à inviter le Gouvernement à ne fixer la base définitive du capital sur lequel sera perçu le nouvel impôt de péréquation nationale qu'après déduction du montant des dommages de guerre, présentée le 3 juillet 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° **498**.

§ 9. — de mutation par décès. — Voy. *Impôts*, § 3.

— de péréquation nationale. — Voy. *Impôts*, §§6,8.

— de solidarité nationale. — Voy. *Impôts*, §6.

— général sur le revenu. — Voy. *Impôts*, § 1.

— règlement des. — Voy. *Dommages de guerre*, § 3.

— sur les bénéfices agricoles. — Voy. *Agriculture*, § 1.

— sur les bénéfices industriels et commerciaux. — Voy. *Impôts*, § 7.

— sur les traitements et salaires. — *Voy. Impôts*, §§ 1, 4.

INDEMNISATION DES OUVRIERS ET EMPLOYÉS. — Proposition de résolution de M. André Mercier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à reconnaître aux ouvriers et employés de l'industrie et du commerce, frappés par des sanctions anti-patriotiques depuis le 30 novembre 1938, le droit d'être indemnisés sur les biens confisqués aux traîtres et à assurer, en fait, leur indemnisation, présentée le 13 février 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° **300**.

INDEMNITÉS AUX SINISTRÉS. — *Voy. Sinistrés*, § 6.

INDIGNITÉ NATIONALE.

§ 1^{er} — Demande d'avis sur le projet d'ordonnance instituant l'indignité nationale présentée par M. François de Menthon, commissaire à la justice, le 26 juin 1944 (renvoyée à la Commission de réforme de l'Etat et de législation), n° **108** ; rapport le 10 juillet 1944 par M. Dumesnil de Gramont, n° **127** ; adoption le même jour.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Pierre Bugeaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ajouter les anciens membres dirigeants du « Mouvement prisonniers », ainsi que certains fonctionnaires de l'ex-Commissariat général aux prisonniers de guerre, à la liste des groupements de l'article 2 (4°) de l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale, présentée le 6 février 1945 (renvoyée à la Commission de la justice), n° **284** ; rapport le 24 juillet par M. Jean Dechartre, n° **551** ; adoption le 30 juillet 1945 ; résolution n° **121**.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Choisnel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à compléter les articles 9 et 10 de l'ordonnance du 26 août 1944 instituant l'indignité nationale, présentée le 20 février 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° **311**.

INDOCHINE.

— condamnés politiques en. — *Voy. Déportés politiques*, § 3.

— délégués d'. — *Voy. A. G P.*, § 3.

— événements d'. — *Voy. Colonies et pays de protectorat*, § 4.

— prisonniers ou combattants en. — *Voy. Européens résidant en Indochine*.

INDUSTRIE CHIMIQUE (Nationalisation de l'). — *Voy. Nationalisations*, § 1.

INDUSTRIELS.

— expulsés rapatriés. — *Voy. Expulsés*.

— renouvellement de bail. — *Voy. Loyers et fermages*, § 8.

— sinistrés. — *Voy. Sinistrés*, § 2.

INÉLIGIBILITÉS. — *Voy. Assemblée constituante*, § 5.

INONDATIONS (Victimes des). — *Voy. Sinistrés*, § 4.

INSTITUT DE FRANCE. — Proposition de résolution de M. Paul Axionnaz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à établir un contrôle sur l'emploi des fonds et sur la

jouissance des droits dévolus à l'Institut de France, présentée le 22 novembre 1944 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 179.

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES. — Proposition de résolution de M. Joseph Lecacheux et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prolonger jusqu'à 68 ans l'âge de l'admission à la retraite pour les instituteurs et institutrices qui du fait des opérations militaires sont devenus « sinistrés totaux », présentée le 18 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 542 ; rapport le 2 août (2^e séance) par M. Jean Debiesse, n° 607.

INSTITUTEURS.

— *Voy. Elections*, § 9.

— secrétaires de mairie. — *Voy. Secrétaires de mairie*, § 1. — *Traitements* (cumul de).

INTELLIGENCE AVEC L'ENNEMI ET TRAHISON. — *Voy. Droit de grâce*.

INTERNAT SCOLAIRE. — *Voy. Mariniers* (enfants des).

INTERNÉS POLITIQUES.

§ 1^{er}. — Proposition de MM. Joseph Serda et Paul Antier concernant le respect de la liberté individuelle et les internés politiques par voie administrative, présentée le 10 mai 1944 (renvoyée à la Commission de réforme de l'Etat et de législation), n° 94.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux internés politiques pour action patriotique les mesures prises en faveur des déportés politiques et de leur famille, présentée le 17 juillet 1945 (renvoyée la Commission des prisonniers), n° 519.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Martel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assimiler les détenus et internés politiques arrêtés ou maintenus en camp de séjour surveillé par le soi-disant gouvernement de Vichy, aux sinistrés de guerre, présentée le 2 août 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n° 619.

INVALIDES ET MALADES. — *Voy. Vieux travailleurs*, § 7.

J

JEUNES CLASSES MOBILISABLES. — *Voy. Armée*, § 6.

JEUNES MÉNAGES PAYSANS. — *Voy. Prêt d'installation*, §§1,2.

JEUNESSE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Robert Prigent et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer un commissariat national à la jeunesse, présentée le 24 novembre 1943 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale, de la santé et de la jeunesse), n° 15.

§ 2.— Proposition de résolution présentée au nom de la Commission de l'éducation nationale, de la santé publique et de la jeunesse par M. Hyacinthe Azaïs sur la jeunesse, le 17 mai 1944, n° 100 ; rapport le même jour par M. Robert Prigent, n° 100 ; adoption le 19 mai.

JEUNESSE (Service civique de la). — Proposition de résolution de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour aider moralement et matériellement les services civiques de la jeunesse, présentée le 8 février 1945

(renvoyée à la Commission de la jeunesse), n° 294 ; rapport le 28 mars (2^e séance) par M. René Thuillier, n° 401.

JOURNÉE DE SOLIDARITÉ. — Voy. *Armée*, § 1.

JURÉS. — de la Haute Cour de justice. — Voy. *Haute Cour de justice*, § 1.

JUSTICE MILITAIRE. — Proposition de résolution de M. Robert Pimienta tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la parade de la dégradation militaire publique pour les officiers généraux et les maréchaux de France, présentée le 24 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 553.

L

LAGRANGE (Léo). — Proposition de résolution de M. Hyacinthe Azaïs et plusieurs de ses collègues tendant à rendre hommage à M. Léo Lagrange, présentée le 19 mai 1944, n° 101 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale, de la santé publique et de la jeunesse) ; adoption le même jour.

LAVAL (Extradition de). — Voy. *Espagne*, §2.

LÉGALITÉ RÉPUBLICAINE (Rétablissement de la). — Voy. *Légitimité républicaine*.

LÉGISLATION DE VICHY. — personnes spoliées par la. — Voy. *Nullité des actes de spoliation*, §§1, 2.

LÉGISLATION ÉLECTORALE. — Voy. *Elections*, § 20.

LÉGITIMATION ADOPTIVE. — Voy. *Adoption*, § 1.

LÉGITIMITÉ RÉPUBLICAINE (Rétablissement de la).

§ 1^{er}. — Proposition de M. Vincent Auriol et plusieurs de ses collègues sur le rétablissement de la légitimité républicaine, présentée le 4 janvier 1944 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat et de législation), n° 21.

§ 2. — Demande d'avis sur un projet d'ordonnance relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire métropolitain, présentée par M. de Menthon, commissaire à la justice, le 26 juin 1944 (renvoyée à la Commission de réforme de l'Etat et de législation), n° 107 ; rapport le même jour, par M. André Hauriou, n° 114 ; avis le 26 juin 1944, présenté par M. N..., n° 108 ; adoption le même jour.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Vincent Auriol et plusieurs de ses collègues sur la politique de la libération de la France, présentée le 25 juillet 1944, n° 147.

LIMITE D'AGE.

— des candidats fonctionnaires. — Voy. *Fonctionnaires*, § 3.

— des fonctionnaires. — Voy. *Fonctionnaires*, § 4.

— des officiers. — Voy. *Armée*, § 13.

LISTES ÉLECTORALES.

— Inscription sur les. — Voy. *Elections* §§1,15.

— des prisonniers et déportés libérés. — Voy. *Elections*, §§1, 15.

LIVRET ÉLECTORAL. —Voy. *Elections*, §17.

LOCAUX D'HABITATION.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Robert Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à interdire la transformation des locaux d'habitation en locaux industriels ou commerciaux, présentée le 6 février 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° **285** ; rapport le 15 juin par M. Fauconnet, n° **467** ; adoption le 27 juin 1945 ; résolution n° **96**.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures indispensables pour assurer aux Français des locaux d'habitation, présentée le 19 juin 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° **470** ; rapport collectif le 31 juillet (2^e séance) par M. Robert Lecourt, n° **584** (Voy. *Réquisitions*, §§ 1, 5 ; *Loyers et fermages*, § 6.)

LOCAUX INDUSTRIELS OU COMMERCIAUX. — Voy. *Locaux d'habitation*, § 1^{er}.

LOIS CONSTITUTIONNELLES. — Voy. *Assemblée Constituante*, § 5.

LOIS DE VICHY (Victimes des). — Voy. *Fonctionnaires*, § 9.

LOYERS ET FERMAGES.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de MM. Paumier, Waldeck-Rochet et Henri Martel tendant à inviter le Gouvernement à réviser les lois sur le fermage de septembre 1943 et à établir un juste statut du fermage sur la base du projet de loi sur la propriété culturale adopté par la Chambre des Députés en 1937, présentée le 22 novembre 1944 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° **178**.

§ 2. — Proposition de résolution de M. André Mercier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement provisoire de la République à accorder l'exonération des loyers à toutes les victimes de la guerre, particuliers ou collectivités, et aux combattants de la résistance pendant le temps passé hors de leur foyer, présentée le 26 décembre 1944 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° **231**.

§3. — Proposition de résolution de M. Mercier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proroger, jusqu'au vote d'une nouvelle législation, la loi sur les loyers du 1^{er} avril 1926 modifiée par celles du 29 juin 1929, 31 décembre 1937, 24 juin 1941, 30 mai 1943, 1^{er} février 1944 et 10 juin 1944, présentée le 21 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° **372**.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Pierre Villon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre en faveur des commerçants, artisans et industriels anciens prisonniers ou déportés, une ordonnance prononçant la suspension des baux commerciaux ou industriels, écrits ou verbaux pour la période comprise entre la date où le locataire fut appelé sous les drapeaux ou mis en état d'arrestation et la date de son retour, présentée le 7 juin 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° **438** ; rapport collectif le 25 juillet par M. Robert Lecourt, n° **558** (Voy. § 5 *ci-après*).

§ 5. — Proposition de résolution de M. André Mercier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à promulguer, avant le 1^{er} juillet 1945, une ordonnance ayant pour objet de relever de certaines forclusions les locataires d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, présentée le 21 juin 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° **477** ; rapport collectif le 25 juillet par M. Robert Lecourt, n° **558** (Voy. § 4 *ci-dessus*).

§ 6. — Proposition de résolution de M. René Vivier tendant à inviter le Gouvernement à s'opposer par des mesures énergiques aux abus qu'entraînent les sous-locations d'appartements et les reprises de

meubles, présentée le 25 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 561 ; rapport collectif le 31 juillet (2^e séance) par M. Robert Lecourt, n° 584 (Voy. *Locaux d'habitation*, § 2 ; *Réquisitions*, §1).

§ 7. — Proposition de résolution de M. André Mercier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement provisoire à prendre les mesures nécessaires et, entre autres, une ordonnance réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, présentée le 2 août 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 617.

§ 8. — Proposition de résolution de M^{me} Lefauchaux, MM. Hamon et Jurgensen tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet d'accorder de plein droit à certains locataires commerçants ou industriels le renouvellement de leur bail, présentée le 3 août 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 625.

M

MAGISTRATS. — Voy. *Fonctionnaires*, § 9 ; *Traitements et salaires*, § 1.

MAGISTRATURE. — Demande d'avis sur la réforme de la magistrature, présentée par M. de Menthon, commissaire à la justice, le 29 février 1944 (renvoyée à la Commission de réforme de l'Etat et de législation), n° 36.

MAINLEVÉE DE RÉQUISITIONS DE LOGEMENTS. — Voy. *Européens résidant en Indochine*.

MAIRES ET ADJOINTS. — Proposition de résolution de M. Hamon tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet de permettre aux maires de réquisitionner certains matériaux, présenté le 28 décembre 1944 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 238 ; rapport le 24 juillet 1945 par M. Hamon, n° 549.

MAISONS SINISTRÉES (Annuité des). — Voy. *Habitations à bon marché*.

MARCHÉ NOIR. — Voy. *Redressement financier*, § 1.

MARCHÉS ET CONVENTIONS. — Voy. *Collectivités locales*, § 1.

MARINE MARCHANDE (Nationalisation de la). — Voy. *Nationalisations*, § 1.

MARINIERS. — Voy. *Elections*, § 8.

MARINIERS (Enfants des). — Proposition de résolution de M. Arthur Ramette et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures législatives propres à créer un internat scolaire pour les enfants des mariniers, présentée le 8 février 1945 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 295.

MARTINIQUE. — Voy. *Colonies et pays de protectorat*, §§ 1, 2, 6.

MATÉRIAUX (Réquisition des). — Voy. *Maires et adjoints*.

MÉDAILLÉS DU TRAVAIL. — Proposition de résolution de M. Bernard Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour accorder aux vieux travailleurs médaillés du travail, sans exception, le bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs établie par l'ordonnance du 2 février 1945, présentée le 20 février 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° 318 ; rapport collectif le 1^{er} août (2^e séance) par M. Bernard Paumier, n° 596 (Voy. *Pères et mères de famille*, §§ 4, 5, 7 ; *Vieux travailleurs*).

MÉDECINS ET DENTISTES. — Proposition de résolution de M^{me} Delaunay et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire appel aux femmes médecins et dentistes désireuses de servir, comme il fait appel aux hommes dans les divers services sanitaires nécessités par le retour des prisonniers et déportés, présentée le 28 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 403.

MÈRES. — Voy. *Allocations pré-natales*, §1.

MESSAGERIES FRANÇAISES DE LA LIBRAIRIE. — Proposition de résolution de M. Louis Saillant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer une société de service public : « Les Messageries françaises de la librairie », présentée le 2 août 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'information), n° 620.

MILITAIRES.

— de l'Afrique du Nord. — Voy. *Armée*, §9.

— déportés. — Voy. *Déportés*, § 2.

— Electorat ou éligibilité des. — Voy. *Elections*, § 5.

— Investis d'une fonction municipale ou cantonale. — Voy. *Elections*, § 12.

MINES DE CHARBON. — Voy. *Nationalisations*, § 2.

MINISTÈRES.

§ 1^{er}. — Demande d'avis sur la réforme des pouvoirs publics, présentée par M. de Menton, commissaire à la justice, le 29 février 1944 (renvoyée à la Commission de réforme de l'Etat et de législation), n° 34.

§ 2. — Proposition de résolution de M. René Vivier tendant, conformément au vœu émis par le Comité national de libération de l'architecture, à l'institution d'un débat sur la création d'un Ministère de la construction et de l'urbanisme, présentée le 9 novembre 1944 (renvoyée à la Commission de l'équipement national), n° 153 ; rapport le 13 décembre par M. Joseph Lecacheux, n° 218.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Etienne Nouveau tendant à la création d'un Ministère des Pensions, présentée le 10 novembre 1944 (renvoyée à la Commission des prisonniers), n° 158 ; rapport le 12 décembre par M. Etienne Nouveau, n° 216 ; adoption le 26 juin 1945 ; résolution n° 93.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Laboureur tendant à inviter le Gouvernement à réformer l'organisation du Ministère du Ravitaillement, présentée le 14 février 1945 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 303 ; rapport le 15 février par M. Laboureur, n° 306 ; adoption le 28 février 1945 ; résolution n° 65.

§ 5. — de la Construction, de la Reconstruction et de l'Urbanisme. — Voy. *Supra*, §1.

— des Pensions. — Voy. *Supra*, § 2.

— du Ravitaillement. — Voy. *Supra*, § 3.

MOBILIER (des sinistrés). —Voy. *Sinistrés*, § 6.

MOBILISATION DES CLASSES 39, 40, 41, 42. — Voy. *Armée*, § 14.

«**MOUVEMENT PRISONNIERS**» (**Dirigeants du**). — Voy. *Indignité nationale*, § 1.

MUSÉE DE LA RÉPUBLIQUE. — Proposition de résolution de M. Paul Fleurot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire étudier la création d'un musée de la République, présentée le 31 juillet 1945 (2^e séance), (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° **586**.

MUSULMANES (Affaires). — Proposition de résolution de MM. Marc Rucart, Paul Antier et Vincent Auriol, tendant à la création d'une inter-commission des affaires musulmanes, présentée le 26 juin 1944 (renvoyée à la Commission du règlement), n° **113** ; adoption le 10 juillet.

MUSULMANS ALGÉRIENS. — Voy. *Assemblée consultative provisoire*, § 5 ; *Elections* §2.

MUTILÉS. — par suite d'actes de dévouement. — Voy. *Pensions d'invalidité*.

MUTILÉS DE GUERRE. — Proposition de résolution de M. Florimond Bonte et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour organiser la rééducation professionnelle des mutilés de guerre, présentée le 10 juillet 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° **512**.

MUTILÉS DU TRAVAIL. — Voy. *Accidents du travail*, § 1.

N

NATIONALISATIONS.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à demander au Gouvernement la nationalisation des grandes entreprises et sociétés de banques, d'assurances, d'électricité, de sidérurgie, de l'industrie chimique et de la marine marchande, l'ouverture de poursuites contre les administrateurs de ces sociétés qui ont contribué à livrer à l'économie française à l'envahisseur et à la confiscation de leurs biens, présentée le 28 février 1945 (renvoyée à la Commission de coordination des affaires économiques), n° **343** ; rapport le 12 juin par M. Pierre Le Brun, n° **456** ; adoption le 5 juillet 1945 ; résolution n° **107**.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Pierre Stibbe et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réaliser la socialisation des mines de charbon, présentée le 31 mars 1945 (renvoyée à la Commission de l'équipement national), n° **422**.

§ 3. — Proposition de [résolution de M. Jean Bourgoïn et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réaliser la socialisation de l'électricité, présentée le 31 mars 1945 (renvoyée à la Commission de l'équipement national), n° **423** ; rapport collectif le 26 juillet (2^e séance) par M. Pierre Le Brun, n° **569** (Voy. § 6 *ci-après*) adoption le 3 août 1945 ; résolution n° **136**.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Vincent Auriol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réaliser la socialisation des assurances, présentée le 31 mars 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° **424**.

§ 5. — Proposition de résolution de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réaliser la socialisation du crédit, présentée le 31 mars 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° **425**.

§ 6. — Proposition de résolution de M. Louis Saillant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la mobilisation et à préparer le retour à la collectivité de la production, du transport et de la distribution de l'électricité et du gaz, présentée le 7 juin 1945 (renvoyée à la Commission de l'équipement national), n° **446** ; rapport collectif le 26 juillet (2^e séance) par M. Pierre Le Brun, n° **569** (Voy. § 3 *ci-dessus*) ; adoption le 3 août 1945 ; résolution n° **136**.

NULLITÉ DES ACTES DE SPOLIATION.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Edouard Depreux et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à promulguer un texte prescrivant la restitution de leurs biens aux personnes qui en ont été dépossédées par la législation de Vichy, présentée le 13 février 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 299 ; rapport collectif le 28 février par M. Justin Godart, n° 342 ; adoption le 15 mars 1945 ; résolution n° 76.

§ 2. — Demande d'avis sur le projet d'ordonnance portant application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle et édictant la restitution aux victimes de ces actes de ceux de leurs biens qui ont fait l'objet d'actes de disposition, présentée le 20 février 1945 par M. François de Menthon, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 314 ; rapport collectif le 28 février par M. Justin Godart, n° 342 ; adoption le 15 mars ; résolution n° 76.

O

OFFICE DES ASSURANCES SOCIALES. — *Voy. Colonies et pays de protectorat, § 2.*

OFFICE NATIONAL DE LA CONSTRUCTION. — Proposition de résolution de M. Jean Jurgensen tendant à inviter le Gouvernement à créer un Office national de la construction, de l'habitation et des loyers, présentée le 25 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de l'équipement national), n° 556.

OFFICE DE PLACEMENT. — Proposition de résolution de M. André Mercier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à confier le placement des ouvriers et employés des établissements dans lesquels s'exerce un commerce d'alimentation de détail aux offices départementaux et aux bureaux municipaux de placement et à supprimer les bureaux de placement privés fonctionnant pour cette catégorie de travailleurs, présentée le 21 février 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° 323.

(1) *Voy. infra, § 2.* (1) *Voy. supra, § 1.*

OFFICES. — national de l'industrie pharmaceutique. — *Voy. Pharmacie.*

OFFICIERS (Prisonniers de guerre rapatriés). — Proposition de résolution de MM. Robert-Pimienta et Jacques Debu-Bridel tendant à inviter le Gouvernement à soumettre obligatoirement à la juridiction de tribunaux militaires spécialement constitués la conduite de certaines catégories d'officiers prisonniers de guerre rapatriés, présentée le 19 juin 1945 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 473.

OFFICIERS.

— de l'Afrique du Nord. — *Voy. Armée, §10.*

— déportés. — *Voy. Armée, § 12.*

— de réserve. — *Voy. Armée, § 3.*

— généraux et maréchaux. — *Voy. Justice militaire.*

— limite d'âge des. — *Voy. Armée, § 13.*

OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier la loi du 16 novembre 1940 sur les opérations immobilières, présentée le 26 décembre 1944 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 234.

ORDRE DES ARCHITECTES. — *Voy. Architectes, §§1,2.*

ORGANISATION DES POUVOIRS PUBLICS.

§ 1^{er}. — Voy. *Assemblée constituante*, § 3 ; *Assemblée consultative provisoire*, § 6.

§ 2. — Rapport fait le 22 mars 1944 au nom de la Commission de réforme de l'Etat et de législation sur la demande d'avis du Gouvernement relative au projet d'ordonnance sur l'organisation des pouvoirs publics en France libérée par M. Dumesnil de Gramont, n° 43 ; avis le 22 mars 1944, n° 44¹.

ORGANISATION INTERNATIONALE GÉNÉRALE. — Proposition de résolution de M. Pierre Cot tendant à inviter le Gouvernement à approuver dans leur ensemble les propositions relatives à l'établissement d'une organisation internationale générale, présentée le 7 février 1945 (renvoyée à la Commission des affaires étrangères), n° 288 ; rapport le 8 février par M. Pierre Cot, n° 298.

ORGANISATION JUDICIAIRE. — Proposition de résolution de M^{me} Marianne Verger et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de permettre aux femmes d'accéder à la magistrature, présentée le 6 décembre 1944 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 209 ; rapport le 6 février 1945 par M. Robert Lecourt, n° 283 ; adoption le 12 juin 1945 ; résolution n° 85.

ORGANISMES DE DÉPORTATION. — Voy. *Déportés*, § 1.

OUVRIERS. — des exploitations de bauxite. — Voy. *Caisse de retraite des ouvriers mineurs*.

OUVRIERS ET EMPLOYÉS.

— des commerces d'alimentation. — Voy. *Offices de placement*.

— frappés de sanctions antipatriotiques. — Voy. *Indemnisation des ouvriers et employés*.

P

PAPIERS DE PRESSE. — Voy. *Commissions d'enquête*, §§ 2, 3.

PARIS (Ville de).

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de MM. Georges Marrane et Tollet tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet : 1° de donner aux arrondissements parisiens une autonomie municipale leur permettant de gérer les intérêts locaux ; 2° de confier, pendant la période transitoire, l'administration des intérêts généraux de Paris et du département de la Seine à une Assemblée départementale unique ; 3° de fixer le régime électoral applicable à cette Assemblée départementale provisoire, présentée le 28 décembre 1944 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat et à la Commission de l'intérieur), n° 236 ; rapport collectif le 27 février 1945 par M. Marrane, n° 338 (Voy. *infra*, § 3) ; adoption le 1^{er} mars ; résolution n° 66.

§ 2. — Proposition de résolution de MM. Tollet et Marrane tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance concernant le régime administratif de Paris et du département de la Seine, présentée le 28 décembre 1944 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat et à la Commission de l'intérieur), n° 241.

§ 3. — Demande d'avis sur le régime électoral provisoirement applicable au Conseil municipal de Paris et au Conseil général de la Seine, présentée le 20 février 1945 par M. A. Tixier, Ministre de l'Intérieur (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat et à la Commission de l'intérieur), n° 312 ; rapport collectif le 27 février par M. Marrane, n° 338 (Voy. *supra*, § 1^{er}) ; adoption le 1^{er} mars ; avis n° 66.

¹ Ce document n'a pas été publié.

§ 4. — Proposition de résolution de MM. André Le Troquer et Hamon tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'ordonnance du 24 mars 1945 sur le régime électoral de Paris et de la Seine, présentée le 30 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat et à la Commission de l'intérieur), n° 420.

§ 5. — Proposition de résolution de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions législatives concernant la zone autour de Paris et à prendre les mesures nécessaires afin de revenir au droit commun pour l'expropriation et l'indemnisation des zoniers et afin d'aménager la zone, présentée le 31 mars 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 427.

PATENTE (Dégrèvement de). — Voy. *Sinistrés*, § 3.

PÉCULE.

— des déportés politiques et raciaux. — Voy. *Prisonniers et déportés*, § 4.

— des prisonniers. — Voy. *Prisonniers et déportés*, § 4.

PÉCULE VITICOLE. — Proposition de résolution de M. Jean Guiter et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à instituer un pécule viticole, présentée le 1^{er} août 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 594.

PENSIONS D'INVALIDITÉ. — Proposition de résolution de M. Henri Martel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour attribuer une pension d'invalidité aux mutilés à la suite d'un acte de dévouement, présentée le 7 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des prisonniers), n° 356.

PENSIONS ET RETRAITES.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M^{me} Couette et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures législatives propres à modifier le chapitre III de la loi du 14 avril 1924, pour étendre au conjoint veuf d'une femme fonctionnaire mise à la retraite, le droit à une pension égale à 50 % de la retraite d'ancienneté obtenue par la femme, présentée le 6 février 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 282.

§ 2. — Proposition de résolution de MM. Gaston Tessier, Marcel Poimboeuf et Robert Lecourt tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir de nouveaux délais pour la validation des années accomplies en qualité d'auxiliaire dans les administrations de l'Etat en vue de la retraite, présentée le 26 juin 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 488.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Pierre Chaumié tendant à inviter le Gouvernement à assurer sous certaines conditions un minimum vital aux petits épargnants âgés ou infirmes qui se sont constitué des retraites en dehors de la Caisse nationale des retraites et en dehors des sociétés de secours mutuels, présentée le 5 juillet 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 506.

§ 4. — Proposition de résolution de M. André Mercier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour établir le réajustement des rentes viagères et retraites des particuliers, des administrations et de l'Etat, présentée le 10 juillet 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 511.

§ 5. — des instituteurs secrétaires de mairie. — Voy. *Secrétaires de mairie*, § 1.

PENSIONS MILITAIRES.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Jean Guiter et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'égalité de pension entre toutes les veuves d'officiers, victimes de la guerre,

présentée le 20 février 1945 (renvoyée à la Commission des prisonniers), n° 315 ; rapport le 17 juillet par M. Robert Nisse, n° 530 ; adoption le 30 juillet 1945 ; résolution n° 122.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Pierre Bugeaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prolonger le délai de présomption d'origine, pendant lequel les prisonniers de guerre peuvent prétendre à pension pour des maladies contractées en captivité ou des suites de captivité, présentée le 14 juin 1945 (renvoyée à la Commission des prisonniers), n° 462.

PÈRES DE FAMILLE (Imposition des). — *Voy. Impôts*, § 5.

PÈRES ET MÈRES DE FAMILLE. — Proposition de résolution de M. Prigent et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions d'équité à l'égard des pères et mères de famille ayant atteint l'âge de la retraite, présentée le 21 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission du travail), n° 374 ; rapport collectif le 1^{er} août (2^e séance) par M. Bernard Paumier, n° 596 (*Voy. Médaillés du travail ; Vieux travailleurs*, §§ 4, 5, 7).

PERSONNEL COMMUNAL. — *Voy. Commissions paritaires*, §§ 1,2.

PERSONNEL DOMESTIQUE. — Proposition de résolution de M. André Mercier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement provisoire de la République française à reconnaître la qualité de salariés au personnel des services domestiques, en lui accordant le bénéfice de toutes les lois sociales, codifiées ou non, et en le soumettant aux juridictions compétentes en vertu de cette reconnaissance, présentée le 20 février 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° 313.

PÉTAÏN. — Proposition de résolution de M. Choïnel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à faire procéder au procès Pétain dans le plus bref délai possible ; 2° à prendre toutes les mesures nécessaires pour que ce procès se déroule dans une enceinte permettant la plus large audience, présentée le 27 juin 1945 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 489 ; rapport le 17 juillet par M. Edouard Depreux, n° 528 ; adoption le 19 juillet 1945 ; résolution n° 110.

PETITES NATIONS D'EUROPE CENTRALE. — Proposition de résolution de M. Jacques Benet tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la politique traditionnelle de la France à l'égard des petites nations de l'Europe centrale: notamment la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Autriche et la Hongrie, présentée le 3 août 1945 (renvoyée à la Commission des affaires étrangères), n° 627 ; rapport le 3 août par M. Jacques Benet, n° 628.

PETITS ÉPARGNANTS. — minimum vital des. — *Voy. Pensions et retraites*, § 3.

PHARMACIE. — Proposition de résolution de M. Jules Moch et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer un Office national de l'industrie pharmaceutique, présentée le 14 février 1945 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 304.

PLAN COMPTABLE DE L'ÉTAT. — Proposition de résolution de M. René Louis et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à l'établissement d'un plan comptable de l'Etat, présentée le 31 mars 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 421.

PLAN D'ORGANISATION DES COLONIES. — *Voy. Colonies et pays de protectorat*, § 5.

POISSON FRAIS. — *Voy. Ravitaillement*.

POLICE ÉCONOMIQUE. — *Voy. Contrôle économique*.

POLOGNE. — *Voy. Petites nations de l'Europe centrale*,

POURSUITES. — Proposition de résolution de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à demander au Gouvernement l'ouverture de poursuites contre les administrateurs du Crédit Lyonnais, du Comptoir National d'Escompte, de la Société Générale, de la Banque Nationale pour le

Commerce et l'Industrie et autres banques coupables d'intelligences avec l'ennemi, présentée le 21 février 1945 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 324 ; rapport le 22 mars (2^e séance) par M. Pierre Le Brun, n° 383 ; adoption le 20 juin 1945; résolution n° 89.

POURSUITES CONTRE DES ADMINISTRATEURS DE CERTAINES SOCIÉTÉS. — Voy. *Nationalisations*, § 1.

PRESCRIPTION ANNALE. — Voy. *Accidents du travail*, § 2.

PRÊT AU MARIAGE. — Proposition de résolution de M. Gaston Tessier et plusieurs de ses collègues relative au prêt au mariage, présentée le 21 novembre 1944 (renvoyée à la Commission du travail), n° 171 ; rapport le 6 février 1945 par M. Robert Prigent, n° 277 ; adoption le 24 juillet 1945 ; résolution n° 112.

PRÊT D'INSTALLATION.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Léopold Figuères et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à instituer le prêt d'installation, à long terme et sans intérêt, pour les jeunes ménages paysans prenant l'engagement d'exploiter, présentée le 20 décembre 1944 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 229 ; rapport le 28 mars 1945 (2^e séance) par M. Bernard Paumier, n° 402 ; adoption le 14 juin 1945 ; résolution n° 87.

§ 2. — Proposition de résolution de Bernard Paumier tendant à inviter le Gouvernement conformément au vote unanime de l'Assemblée consultative provisoire au cours de sa séance du 14 juin 1945, à prendre une ordonnance relative à l'institution de prêts d'installation à long terme, et sans intérêt, pour les jeunes ménages paysans prenant l'engagement d'exploiter, présentée le 18 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 539 ; rapport le 27 juillet (2^e séance) par M. Bernard Paumier, n° 572 ; adoption le 31 juillet 1945 ; résolution n° 125.

PRÊTS AUX JEUNES RURAUX. — Voy. *Agriculture*, § 2.

PRÉVENTION SOCIALE. — Voy. *Sécurité sociale*, § 1.

PRIMES AUX CULTIVATEURS. — Voy. *Agriculture*, § 1.

PRISONNIERS DE GUERRE.

— Coloniaux. — Voy. *Armée*, § 2.

— mobilisation des. — Voy. *Armée*, § 4. — (Voy. aussi *Prisonniers et déportés*, §§ 1 et suivants).

PRISONNIERS ET DÉPORTÉS.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Pierre Bugeaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à envisager un relèvement de la solde des prisonniers de guerre, actuellement en Allemagne, et à assimiler aux soldats français les déportés politiques ou raciaux, actuellement déportés, afin qu'ils bénéficient des mêmes avantages que les prisonniers de guerre, présentée le 23 novembre 1944 (renvoyée à la Commission des prisonniers et déportés), n° 185 ; rapport collectif le 19 décembre par M. Pierre Bugeaud, n° 223 (Voy. *infra*, § 4).

§ 2. — Proposition de résolution de M- Pierre Bugeaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les allocations des familles des prisonniers de guerre, des déportés politiques et raciaux, des travailleurs civils requis actuellement en Allemagne afin que ces allocations tiennent compte de la variation du coût de la vie, présentée le 23 novembre 1944 (renvoyée à la Commission des prisonniers et déportés), n° 186 ; rapport le 19 décembre par M. Pierre Bugeaud, n° 224.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Pierre Bugeaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à envisager d'accorder aux prisonniers de guerre un congé payé de trois mois, nécessaire pour leur permettre de se reposer et de se rétablir à leur retour d'Allemagne et à étendre cette mesure aux déportés politiques ou raciaux, présentée le 29 novembre 1944 (renvoyée à la Commission des prisonniers et déportés), n° **193**.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Pierre Bugeaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à envisager d'accorder aux prisonniers de guerre un pécule d'au moins 3.000 francs par année de captivité et d'en étendre le bénéfice aux déportés politiques et raciaux, considérés comme soldats ayant lutté, dans la clandestinité, pour la France, présentée le 29 novembre 1944 (renvoyée à la Commission des prisonniers et déportés), n° **194** ; rapport collectif le 19 décembre par M. Pierre Bugeaud, n° **223** (Voy. *supra*, § 1).

§ 5. — Proposition de résolution de M. Robert Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions pour la protection des foyers des prisonniers et déportés, présentée le 7 décembre 1944 (renvoyée à la Commission des prisonniers et déportés), n° **214**.

§ 6. — Proposition de résolution de M. Dechartre et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assouplir la réglementation concernant le paiement des traitements et des pensions aux familles des déportés, présentée le 14 février 1945 (renvoyée à la Commission des prisonniers), n° **305** ; rapport le 6 mars par M. Maurice Guérin, n° **351** ; adoption le 27 juin 1945 ; résolution n° **97**.

§ 7. — Proposition de résolution de M. Etienne Gagnaire et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer l'ordonnance du 11 mai 1945, réglant la situation des prisonniers de guerre, déportés politiques et travailleurs déportés, présentée le 14 juin 1945 (renvoyée à la Commission des prisonniers), n° **459** ; rapport le 3 juillet par M. Pierre Bugeaud, n° **500**.

§ 8. — Proposition de résolution de M. Pierre Bugeaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance en vue de déférer devant la juridiction créée par la législation sur les faits de collaboration, les prisonniers de guerre coupables d'actes de collaboration, présentée le 3 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de la justice et de l'épuration), n° **499**.

§ 9. — Proposition de résolution de M. Maurice Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement provisoire à obtenir que les prisonniers et déportés français libérés par l'U.R.S.S. soient autorisés à donner de leurs nouvelles à leur famille, présentée le 18 juillet 1945 (renvoyée à la Commission des prisonniers), n° **536**.

§ 10. — Voy. *Assistance judiciaire ; Désaveu de paternité ; Divorce* (instance en) ; *Impôts*, § 3.

— Artisans. — Voy. *Loyers et fermages*, §4.

— commerçants. — Voy. *Loyers et fermages*, § 4.

— délégués à l'Assemblée consultative provisoire. — Voy. *A. C. P.*, §§ 7, 8.

— étudiants. — Voy. *Etudiants*, § 1.

— industriels. — Voy. *Loyers et fermages*,

— inscriptions sur les listes électorales. — Voy. *Elections*, §§ 10, 15.

— libérés par l'U.R.S.S. — Voy. *Prisonniers et déportés*, § 9.

— remobilisation des. — Voy. *Armée*, § 4.

PRIX AGRICOLES (Revalorisation des). — Voy. *Hausse des prix*, § 1.

PROBLÈMES DE LA FRANCE D'OUTRE-MER. — *Voy. Colonies et pays de protectorat*, § 3.

PROFESSIONS NOMADES. — *Voy. Elections*, § 8.

PROFITS ILLICITES. — *Voy. Redressement financier*, § 1.

PROPAGANDE ANTISÉMITIQUE. — *Voy. Associations* (dissolution d').

PROPRIÉTAIRES SINISTRÉS. — *Voy. Sinistrés*, § 5.

PROPRIÉTÉ COMMERCIALE. — Proposition de résolution de MM. Fauconnet, Lecourt et Juvénal, tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet de modifier l'article 17 de la loi du 30 juin 1926 en vue d'accorder le bénéfice de la propriété commerciale aux locataires anciens titulaires de baux écrits de courte durée, présentée le 30 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 417 ; rapport le 25 juillet par M. Robert Lecourt, n° 557.

R

RADIODIFFUSION.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Marcel Poimboeuf et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à relever notablement le forfait alloué par la radiodiffusion française aux auteurs et artistes qui participent aux émissions, présentée le 24 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de l'information), n° 550.

§ 2. — *Voy. Elections*, § 24.

RAVITAILLEMENT.

§ 1^{er}. — Rapport fait le 31 mars 1944 au nom de la Commission des affaires économiques et sociales sur les mesures à prendre d'urgence concernant le ravitaillement au moment de la libération, par M. Georges Buisson, n° 87.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Paul Antier tendant à la désignation d'une personne qualifiée de l'Assemblée pour procéder à une enquête sur les commandes effectuées aux Etats-Unis par le service du ravitaillement colonial, présentée le 12 juillet 1944, n° 138.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à intensifier le ravitaillement en poisson frais, présentée le 7 juin 1945 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 434 ; rapport le 18 juillet par M. Pierre Trémintin, n° 538.

RÉCIDIVISTES. — *Voy. Relégation* (réforme de la).

RECLASSEMENT DES FONCTIONNAIRES DE L'ENSEIGNEMENT. — *Voy. Fonctionnaires*, § 6.

RECONSTRUCTION.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. René Vivier tendant à inviter le Gouvernement à définir sa politique en matière de reconstruction, présentée le 26 juillet 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'équipement national), n° 566.

§ 2. — *Voy. Redressement financier*, § 1.

RÉCUSATION DES JURÉS. — *Voy. Haute Cour de Justice*, § 1.

REDRESSEMENT FINANCIER.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Jules Moch et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet d'assainir la circulation fiduciaire et la situation monétaire, de lutter contre le marché noir, de confisquer les profits illicites et de dégager des ressources exceptionnelles pour la reconstruction, présentée le 20 février 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° **316**.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Pierre Meunier tendant à inviter le Gouvernement à taxer les accroissements de fortune réalisés depuis le début de la guerre, présentée le 22 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° **385**.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Maurice Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures de redressement financier, présentée le 23 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° **389**.

RÉFRACTAIRES DU S. T. O. — Voy. *Fonctionnaires*, § 3.

RÉFUGIÉS. — Proposition de résolution de M. Jules Catoire et plusieurs de ses collègues relative aux allocations aux réfugiés, présentée le 21 novembre 1944 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° **174**.

RÉGIME ÉLECTORAL.

— aux élections générales. — Voy. *Elections*, § 22.

— de Paris et de la Seine. — Voy. *Ville de Paris*, § 4.

RÈGLEMENT DE L'A. C. P.

§ 1^{er}. — Rapport fait le 9 novembre 1943 sur la proposition de résolution portant règlement de l'Assemblée consultative provisoire, par M. Joseph Serda, n° 5 ; adoption le 10 novembre 1943.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Joseph Serda et plusieurs de ses collègues portant addition au règlement, présentée le 18 novembre 1943 (renvoyée à la Commission du règlement), n° **11** ; adoption le même jour.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Pierre Guillery et plusieurs de ses collègues sur la lecture du procès-verbal, présentée le 24 novembre 1943 (renvoyée à la Commission du règlement), n° **14**.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Joseph Serda, portant modification du règlement, présentée le 4 janvier 1944 (renvoyée à la Commission du règlement), n° **18** ; rapport le même jour par l'auteur ; adoption le même jour.

§ 5. — Proposition de résolution de M. Pierre Guillery tendant à l'organisation des débats de l'Assemblée, présentée le 19 mai 1944 (renvoyée à la Commission du Règlement), n° **105**.

§ 6. — Proposition de MM. Marc Rucart, Vincent Auriol et Paul Antier, tendant à la modification du règlement de l'Assemblée, présentée le 10 juillet 1944 (renvoyée à la Commission du règlement), n° **124** ; rapport le même jour, par M. Marc Rucart, n° **125** ; adoption le même jour.

§ 7. — Proposition de résolution de M. Charles Laurent et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le règlement, présentée le 9 novembre 1944 (renvoyée à la Commission du règlement), n° **154** ; rapport le 9 novembre par M. Jules Moch, n° **155** ; adoption le 10 novembre 1944 ; résolution n° **53**.

§ 8. — Proposition de résolution de M. Marcel Astier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 13 du règlement de l'Assemblée consultative provisoire, présentée le 23 novembre 1944 (renvoyée à la Commission du règlement), n° **180**.

§ 9. — Proposition de résolution de M. Monnerville et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 13 du règlement de l'Assemblée consultative provisoire, présentée le 23 novembre 1944 (renvoyée à la Commission du règlement), n° **182**.

§ 10. — Proposition de résolution de M. Paul Aurange et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 42, 43, 44 et 45 du règlement de l'Assemblée consultative provisoire, présentée le 20 février 1945 (renvoyée à la Commission du règlement), n° **321**.

§ 11. — Proposition de résolution de M. Gaston Manent et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le règlement de l'Assemblée consultative provisoire, présentée le 5 mars 1945 (renvoyée à la Commission du règlement), n° **346** ; rapport le 5 mars par M. Gaston Manent, n° **349** ; adoption le 9 mars 1945 ; résolution n° **70**.

§ 12. — Proposition de résolution de M. Gaston Manent tendant à modifier les articles 7, 10, 11, 13 et 66 du règlement, présentée le 3 juillet 1945 (renvoyée à la Commission du règlement), n° **495** ; rapport le 10 juillet par M. Pierre Parent, n° **515** ; adoption le 17 juillet 1945 ; résolution n° **109**.

RELÉGATION (Régime de la). — Proposition de résolution de M. Gaston Monnerville tendant à inviter le Gouvernement à réformer le régime de la relégation des récidivistes, présentée le 31 mars 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° **426**.

REMEMBREMENT. — *Voy. Agriculture, § 3 ; Associations syndicales de sinistrés.*

REMISES FISCALES. — Proposition de résolution de M. Charles Serre et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance suspendant l'exercice du droit de remise des pénalités fiscales, amendes ou confiscations encourues ou prononcées pour fraudes et crimes contre la nation, présentée le 1^{er} août 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n° **592**.

RENTES VIAGÈRES. — *Voy. Impôts, § 2 ; Pensions et retraites § 3.*

RÉPARATIONS (Problème des). — Proposition de résolution de M. Pierre-Olivier Lapie tendant à inviter le Gouvernement à régler au plus tôt, d'accord avec les alliés, le problème des réparations, présentée le 29 juin 1945 (renvoyée à la Commission des affaires étrangères), n° **493** ; rapport le 29 juin par M. Pierre-Olivier Lapie, n° **494**.

RÉPARATIONS.

— aux immeubles réquisitionnés. — *Voy. Réquisitions immobilières.*

RÉPARATIONS AUX FONCTIONNAIRES.

— de sexe féminin. — *Voy. Fonctionnaires §8.*

— privés de leurs fonctions. — *Voy. Fonctionnaires, § 1.*

REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE. — *Voy. Elections, § 6.*

REPRISES DE MEUBLES. — *Voy. Loyers et fermages, § 6 ; Réquisitions, § 2.*

RÉQUISITIONS.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Valentino tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires et, au besoin, à recourir à la réquisition des usines à sucre pour assurer le ravitaillement de la population, présentée le 27 février 1945 (renvoyée à la Commission de

l'agriculture), n° 337 ; rapport le 21 mars (2^e séance) par M. Valentino, n° 378 ; adoption le 27 juin 1945 ; résolution n° 99.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Robert Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre immédiatement fin à la pratique des réquisitions et à faire cesser les trafics abusifs connus sous le nom de « reprises », présentée le 10 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de la réforme de l'Etat), n° 514 ; rapport collectif le 31 juillet (2^e séance) par M. Robert Lecourt, n° 584 (voy. *Locaux d'habitations*, § 2 ; *Loyers et fermages*, § 6).

§ 3. — Voy. *Européens résidant en Indochine ; Maires et adjoints*.

RÉQUISITIONS IMMOBILIÈRES. — Proposition de résolution de MM. Joseph Denais et Joseph Bastide tendant à inviter le Gouvernement à réglementer de manière équitable les réparations dues pour réquisition immobilière effectuées par ou pour l'ennemi, présentée le 5 décembre 1944 (renvoyée à la Commission des finances), n° 206.

RÉSISTANCE. — Proposition de résolution de MM. René Ferrière et Antoine Bissagnet sur l'aide à la résistance, présentée le 10 mai 1944, n° 93 ; adoption le même jour.

RÉSISTANTS CONDAMNÉS. — Voy. *Décisions de justice*, § 1.

RETRAITE DES VIEUX TRAVAILLEURS. — Voy. *Vieux travailleurs*, §§ 1, 3, 4, 5, 6, 7.

RETRAITES.

— admission à la retraite des instituteurs. — Voy. *Instituteurs et Institutrices*.

— âge de la. — Voy. *Fonctionnaires*, § 4 ; *Pères et mères de famille*.

RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS. — Proposition de résolution de M. Jules Catoire et plusieurs de ses collègues relative aux retraites des ouvriers mineurs, présentée le 21 novembre 1944 (renvoyée à la Commission du travail), n° 173.

REVENUS D'IMMEUBLES. — Voy. *Impôts*, § 2.

RÉUNION (La). — Voy. *Colonies et pays de protectorat*, §§ 1, 2, 6.

S

SALAIRES.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à lier au problème de la révision des salaires celui des compléments familiaux, présentée le 24 mars 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° 391.

§ 2. — Proposition de résolution de Georges Buisson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier les arrêtés fixant les salaires, présentée le 12 juin 1945 (renvoyée à la Commission de coordination des affaires économiques et sociales), n° 455.

§ 3. — des travailleurs du commerce et de l'industrie. — Voy. *Traitements et salaires*, § 2.

SALARIÉS (Qualité de). — Voy. *Personnel domestique*, § 1.

SALLES DE CINÉMA ET DE THÉÂTRE. — Voy. *Théâtres et spectacles*, § 1.

SCRUTIN (Sincérité du). — Voy. *Elections*, § 20.

SECRÉTAIRES DE MAIRIE.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Hamon tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet de tenir compte aux instituteurs secrétaires de mairie, pour le calcul de leur pension de retraite, du traitement reçu par eux, comme secrétaire de mairie, présentée le 22 février 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 330.

§ 2. — Instituteurs. — Voy. *Traitements* (Cumul de).

SECTIONS SPÉCIALES DES COURS D'APPEL. — Voy. *Décisions de justice*, § 2.

SÉCURITÉ SOCIALE.

§ 1^{er}. — Proposition de M. Gaston Tessier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à préparer un plan complet de sécurité sociale associant toutes les forces vives du pays à un commun effort de solidarité et de prévention, présentée le 29 juin 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° 491 ; rapport collectif le 24 juillet par M. Georges Buisson, n° 554 (voy. § 2 *ci-après*).

§2. — Demande d'avis sur un projet d'organisation de la sécurité sociale, présentée le 5 juillet 1945 par M. A. Parodi, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (renvoyé à la Commission du travail), n° 507 ; rapport collectif le 24 juillet par M. Georges Buisson, n° 554 (voy. § 1 *ci-dessus*) ; adoption le 31 juillet 1945 ; avis n° 124.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Jean Jurgensen tendant à inviter le Gouvernement à créer auprès du Secrétariat général du Gouvernement un Conseil technique de la Sécurité sociale, présentée le 10 juillet 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° 509.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Albert Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à instituer un service national de sécurité sociale, présentée le 17 juillet 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° 520.

SEINE.

— Conseil général. — Voy. *Paris* (Ville de), § 3.

— Limites du département. — Voy. *Départements et communes*, § 2.

SERVICE FAMILIAL. — Proposition de résolution de M. Paul Bacon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre, les dispositions législatives fixant le statut du service familial et favorisant son extension, présentée le 13 mars 1945 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 363.

SERVICES PUBLICS. — Proposition de résolution de M. Jean Dechartre et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proroger le délai prévu par l'ordonnance du 5 octobre 1944 relative aux agents liés aux services publics par un engagement contractuel passé avec l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat français, présentée le 23 novembre 1944 (renvoyée à la Commission de la justice), n° 183 ; rapport le 26 décembre par M. Robert Lecourt, n° 232 ; adoption le 13 mars 1945 ; résolution n° 74.

SINISTRÉS.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Nisse et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à autoriser provisoirement la réinstallation des débitants de boissons sinistrés dans les « zones protégées » entourant les édifices publics, présentée le 2 août 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 609.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Nisse et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures pour faciliter la réinstallation des petits commerçants, des petits industriels et des artisans sinistrés, grâce, en particulier, à l'adoption d'une procédure accélérée et simplifiée pour l'établissement et l'étude des dossiers afférents à la reconstitution de leurs entreprises, présentée le 2 août 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'équipement national), n° **610**.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Nisse et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un dégrèvement de la contribution des patentes aux commerçants sinistrés pour toute la période pendant laquelle ils n'ont pas pu exercer leur commerce, présentée le 2 août 1945 (2^e séance), renvoyée à la Commission des finances), n° **611**.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Martel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour indemniser tous les sinistrés victimes des inondations par le fait de la guerre, présentée le 2 août 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° **613**.

§ 5. — Proposition de résolution de M. Martel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer par priorité le relogement des propriétaires sinistrés dans leur maison rebâtie par une collectivité publique, présentée le 2 août (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'équipement national), n° **614**.

§ 6. — Proposition de résolution de M. Martel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour élever au niveau des prix actuels l'indemnité attribuée aux sinistrés pour le mobilier, présentée le 2 août (2^e séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° **615**.

§ 7. — Proposition de résolution de M. Martel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour attribuer aux sinistrés un premier acompte sur expertise de l'architecte communal, présentée le 2 août (2^e séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° **616**.

§ 8. — Commerçants ou industriels. —Voy. *Commerçants*, §1.

— créanciers de l'Etat. — Voy. *Dommmages de guerre*, § 3.

— de guerre. — Voy. *Dommmages de guerre*, **11**.

— expulsés. —Voy. *Expulsés; Associations syndicales de sinistrés*,

— Voy. *Instituteurs et institutrices*.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES. — Voy. *Coopératives*, § 1.

SOCIÉTÉ D'ACHAT EN COMMUN DES COMMERÇANTS DÉTAILLANTS. — Voy. *Coopératives*, § 3.

SOINS DENTAIRES. — Voy. *Assurances sociales*, § 3.

SOLDE DES PRISONNIERS ET DÉPORTÉS. — Voy. *Prisonniers et déportés*, § 1.

SOLIDARITÉ SOCIALE. — Voy. *Sécurité sociale*.

SOUS-LOCATIONS. — Voy. *Loyers et fermages*, § 6.

SOUS-OFFICIERS DÉPORTÉS. — Voy. *Armée*, § 12.

SOUS-OFFICIERS DE RÉSERVE. — *Voy. Armée, § 3.*

SPÉCIALISTES DES JEUNES CLASSES. — *Voy. Armée, § 6.*

STATUT.

— des étrangers. — *Voy. Etrangers, §§ 1, 2.*

— des fonctionnaires. — *Voy. Fonctionnaires, §§ 4, 5.*

— du fermage. — *Voy. Loyers et fermages, §1-*

— politique de l'Allemagne. — *Voy. Allemagne, § 2.*

SUCCESSIONS DES PERSONNES DÉCÉDÉES EN CAPTIVITÉ. — *Voy. Impôts, § 3.*

SURSIS. — *Voy. Cours de justice.*

SYNDICATS DE FONCTIONNAIRES. — Proposition de résolution de M. Hamon tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet de reconnaître la légalité des syndicats de fonctionnaires et de leur accorder notamment la capacité d'ester en justice, présentée le 17 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 525.

T

TCHÉCOSLOVAQUIE. — *Voy. Petites nations de l'Europe centrale.*

THÉÂTRES ET SPECTACLES.

1^{er}. — Demande d'avis sur un projet d'ordonnance relative à la perception des taxes sur les spectacles, présentée par M. Henri Bonnet, commissaire à l'information, le 26 juin 1944 (renvoyée aux Commissions de l'information et de la propagande et de réforme de l'Etat et de législation), n° 109.

§ 2. — Demande d'avis sur un projet d'ordonnance relative à l'organisation de la profession cinématographique, présentée par M. Henri Bonnet, commissaire à l'information, le 26 juin 1944 (renvoyée aux Commissions de l'information et de la propagande et de réforme de l'Etat et de législation), n° 110.

§ 3. — Demande d'avis sur un projet d'ordonnance relatif à la représentation des films étrangers en France, présentée par M. Henri Bonnet, commissaire à l'information, le 26 juin 1944 (renvoyée aux Commissions de l'information et de la propagande et de législation et de réforme de l'Etat), n° 111.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Robert-Pimienta et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance en vue d'interdire la transformation de salles de théâtre en salles de cinéma, présentée le 22 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 384 ; rapport le 24 juillet 1945 par M. André Sainte-Laguë, n° 545 ; adoption le 27 juillet 1945 ; résolution n° 115.

§ 5. — Proposition de résolution de M. Robert-Pimienta tendant à inviter le Gouvernement à faire édifier dans toutes villes reconstruites un théâtre et les autres bâtiments nécessaires à l'équipement intellectuel d'une cité française, présentée le 30 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n° 579.

TRAIN-EXPOSITION. — *Voy. Crimes hitlériens.*

TRAITEMENTS (Cumul des). — Proposition de résolution de M. Hamon tendant à inviter le Gouvernement à prendre une ordonnance ayant pour objet de modifier les règles applicables au cumul des traitements d'instituteurs et de secrétaires de mairie, présentée le 22 février 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 331.

TRAITEMENTS ET PENSIONS AUX FAMILLES DES PRISONNIERS ET DÉPORTÉS. — Voy. *Prisonniers et déportés*, § 6.

TRAITEMENTS ET SALAIRES.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Robert Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à relever les traitements des magistrats, présentée le 13 décembre 1944 (renvoyée à la Commission des finances), n° 217.

§ 2. — Proposition de résolution de MM. Gaston Tessier, Marcel Poimboeuf et Robert Lecourt tendant à inviter le Gouvernement à établir la parité entre les traitements des fonctionnaires et les salaires des travailleurs du commerce et de l'industrie, présentée le 26 juin 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 487.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à fixer un plafond aux rémunérations des directeurs et administrateurs des entreprises nationalisées et de tous représentants de l'Etat dans un organisme quelconque, présentée le 18 juillet 1945 (renvoyée à la Commission des finances), n° 532.

TRAITÉS ET CONVENTIONS.

§ 1^{er}. — Demande d'avis sur l'ensemble de la situation internationale, présentée par M. le Secrétaire général du Comité français de la Libération nationale, le 9 novembre 1943, n° 4.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Marcel Astier et plusieurs de ses collègues tendant à demander l'impression du compte rendu sténographique des débats sur la politique étrangère, des 22 novembre et jours suivants et de ceux sur la situation intérieure de la France, du 20 novembre, présentée le 23 novembre (renvoyée au bureau de l'Assemblée), n° 13.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Vincent Auriol et plusieurs de ses collègues, tendant à rendre hommage à l'armée et aux peuples Soviétiques, présentée le 10 mai 1944, n° 92 ; adoption le même jour.

§ 4. — Proposition de résolution de M. André Hauriou sur la politique extérieure, le 15 mai 1944, n° 97.

§ 5. — Proposition de résolution de M. René Ferrière et plusieurs de ses collègues tendant à rendre hommage en ce jour de la Fête nationale américaine, aux combattants et au peuple des Etats-Unis, présentée le 4 juillet 1944, n° 122 ; adoption le même jour.

§ 6. — Proposition de résolution de M. Jules Moch tendant à inviter le Gouvernement à ratifier les accords de Bretton-Woods et à tenter d'en obtenir ultérieurement quelques modifications, présentée le 22 juin 1945 (renvoyée à la Commission des affaires étrangères), n° 481 ; rapport le 26 juin par M. Jules Moch, n° 483.

TRAVAIL (Organisation du).

§ 1^{er}. — Demande d'avis sur la coopération entre les pouvoirs publics, les organisations professionnelles de travailleurs et les organisations professionnelles d'employeurs à la libération de la France, présentée par M. Tixier, commissaire aux affaires sociales, le 27 mars 1944 (renvoyée à la Commission des affaires économiques et sociales), n° 60.

§ 2. — Proposition de résolution de MM. Carrière et René Ferrière tendant à l'examen par l'Assemblée, en accord avec le Gouvernement, des mesures administratives et sociales à prendre en Afrique du Nord, présentée le 22 juillet 1944 (renvoyée aux Commissions de l'intérieur, de législation et de réforme de l'Etat, des affaires économiques et sociales et de l'inter-commission des affaires musulmanes), n° 146.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à créer des chambres départementales du travail, présentée le 25 juillet 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° 555.

TRAVAILLEURS.

— déportés. — Voy. *Prisonniers et déportés*, §7.

— indépendants. — Voy. *Vieux travailleurs* (retraite des), § 1.

— requis. — Voy. *Assistance judiciaire*.

TRIBUNAUX D'ÉTAT. — Voy. *Décisions de justice*, §,2.

TRIBUNAUX MILITAIRES. — Voy. *Officiers* (prisonniers de guerre rapatriés).

TRUSTS DE L'ALIMENTATION. — Voy. *Hausse des prix*.

U

UNIONS DE SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE PRODUCTION. — Voy. *Coopératives*, § 1.

USINES TRAVAILLANT POUR LA DÉFENSE NATIONALE. — Voy. *Armée*, § 6.

USINES A SUCRE. — Voy. *Réquisitions*, §1.

V

VEUVES D'OFFICIERS. — Voy. *Pensions militaires*, § 1.

VEUVES DE GUERRE. — Proposition de résolution de M. Etienne Nouveau et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à améliorer le statut légal des veuves de guerre, présentée le 21 mars 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des prisonniers), n° 376.

VIANDE (Production de la). — Proposition de résolution de M. Léon Lauvray et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures urgentes pour organiser la production de la viande nécessaire à la consommation, présentée le 25 juillet 1945 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 565 ; rapport le 1^{er} août (2^e séance) par M. Léon Lauvray, n° 593.

VICTIMES DE LA GUERRE. — Voy. *Loyers et fermages*, § 2 ; *Nullité des actes de spoliation*, § 2.

VICTIMES POLITIQUES DE LA GUERRE. — Proposition de résolution de M. Fernand Grenier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour restaurer dans leurs biens et pour indemniser toutes les victimes politiques de la guerre, de l'hitlérisme, du fascisme et de la collaboration avec l'ennemi et de toutes lois d'exception, présentée le 30 novembre 1944 (renvoyée à la Commission des finances), n° 199.

VIEUX TRAVAILLEURS.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Waldeck-Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la retraite aux vieux travailleurs aux paysans, aux artisans — et en général à tous les travailleurs indépendants dont les revenus ne dépassent pas le minimum vital, présentée le 14 novembre 1944 (renvoyée à la Commission du travail), n° 167 ; rapport collectif le 6 décembre par M. Bernard Paumier, n° 210 (voy. *infra*, § 3).

§ 2. — Proposition de résolution de M. Auguste Gillot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement provisoire de la République française à accorder aux vieux travailleurs et travailleuses de France privés du minimum vital indispensable, une aide extraordinaire à l'occasion des fêtes de Noël et du Jour de l'An, présentée le 21 novembre 1944 (renvoyée à la Commission du travail), n° 172 ; rapport le 19 décembre par M. Gaston Monmousseau, n° 220 ; adoption le 20 décembre 1944 ; résolution n° 61.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à remanier la loi du 25 avril 1941, instituant la retraite des vieux travailleurs, pour en faire bénéficier tous les Français et Françaises dont les ressources propres n'atteignent pas la moitié du salaire départemental moyen, présentée le 23 novembre 1944 (renvoyée à la Commission du travail), n° 181 ; rapport collectif le 6 décembre par M. Bernard Paumier, n° 210 (voy. *supra*, § 1).

§ 4. — Proposition de résolution de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour étendre le bénéfice de la loi du 14 mars 1941 instituant la retraite des vieux travailleurs à certaines catégories de vieux travailleurs, présentée le 8 février 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° 289 ; rapport collectif du 1^{er} août (2^e séance) par M. Bernard Paumier, n° 596 (voy. *Vieux travailleurs*, §§ 5, 7 ; *Médaillés du travail* ; *Pères et mères de famille*).

§ 5. — Proposition de résolution de M. Gaston Monmousseau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures législatives faisant de la retraite aux vieux travailleurs une institution nationale attribuant aux vieux travailleurs de toutes catégories des moyens d'existence honorables, présentée le 8 février 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° 290 ; rapport collectif le 1^{er} août (2^e séance) par M. Bernard Paumier, n° 596 (voy. *Médaillés du travail* ; *Pères et mères de famille* ; *Vieux travailleurs*, §§ 4, 7).

§ 6. — Proposition de résolution de M. Pierre Payet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour étendre le bénéfice de la loi du 14 mars 1941, instituant la retraite des vieux travailleurs à l'Azérie, présentée le 8 février 1945 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 291 ; rapport le 28 juin par M. Jean-Pierre Bloch, n° 490.

§ 7. — Proposition de résolution de M. Gaston Monmousseau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour ramener à 60 ans l'âge fixé pour bénéficier de la retraite aux vieux travailleurs, et à 55 ans celui fixé pour les invalides et les malades, présentée le 8 février 1945 (renvoyée à la Commission du travail), n° 293 ; rapport collectif le 1^{er} août (2^e séance) par M. Bernard Paumier, n° 596 (voy. *Médaillés du travail* ; *Pères et mères de famille* ; *Vieux travailleurs*, §§ 4, 5).

§ 8. — Voy. *Médaillés du travail*.

VOTE OBLIGATOIRE. — Voy. *Elections*, §18.

Z

ZONE ET ZONIERS. — Voy. *Paris (Ville de)*, §5.

ZONES PROTÉGÉES. — Voy. *Sinistrés*, §1.

LOIS ET ORDONNANCES

Loi du 19 février 1908. — Voy. *Chambres de commerce*.

Loi du 14 avril 1924. — Chap. III. —Voy. *Pensions et retraites*, § 1.

Loi du 1^{er} avril 1926. — Voy. *Loyers et fermages*, § 3.

Loi du 30 juin 1926. — Art. 17. — Voy. *Propriété commerciale*.

Loi du 9 décembre 1927. — Voy. *Fonctionnaires*, § 10.

Loi du 19 mars 1928. — Voy. *Fonctionnaires*, § 10.

Loi du 29 juin 1929. — Voy. *Loyers et fermages*, § 3.

Loi du 31 décembre 1937. — Voy. *Loyers et fermages*, § 3.

Loi du 5 octobre 1940 (Acte dit). — Voy. *Algérie*, § 3.

Loi du 11 octobre 1940 (Acte dit). — Voy. *Fonctionnaires*, § 8.

Loi du 16 novembre 1940 (Acte dit). — Voy. *Opérations immobilières*.

Loi du 31- décembre 1940 (Acte dit). — Voy. *Architectes*, §§ 2, 4.

Loi du 14 avril 1941 (Acte dit). — Voy. *Vieux travailleurs*, §§ 4, 6.

Loi du 24 juin 1941 (Acte dit). — Voy. *Loyers et fermages*, § 3.

Loi du 28 juin 1941 (Acte dit). — Art. 4.— Voy. *Budget de 1941*.

Loi du 30 mai 1943 (Acte dit). — Voy. *Loyers et fermages*, § 3.

Loi du 1^{er} février 1944 (Acte dit). — Voy. *Loyers et fermages*, § 3.

Loi du 10 juin 1943 (Acte dit). — Voy. *Loyers et fermages*, § 3.

Ordonnance du 21 avril 1944. — Voy. *Assemblée constituante*, § 5.

Ordonnance du 21 avril 1944. — Art. 16 et 18. — Voy. *Assemblée consultative provisoire*, § 6.

Loi du 10 juin 1944. — Voy. *Loyers et fermages*, § 3.

Ordonnance du 26 août 1944. —Voy. *Indignité nationale*, § 2.

Ordonnance du 5 octobre 1944. — Voy. *Services publics*.

Ordonnance du 11 octobre 1944. — Voy. *Assemblée consultative provisoire*, §§ 1, 2.

Ordonnance du 26 décembre 1944. — Art. 2. — Voy. *Elections*, § 10. — *Indignité nationale*, § 1.

Ordonnance du 2 février 1945. — Voy. *Médailleurs du travail*.

Ordonnance du 24 mars 1945. — Voy. *Paris (Ville de)*, § 4.

Ordonnance du 11 mai 1945. — Voy. *Prisonniers et déportés*, § 7.